

DU
CRITERIUM DE DISTINCTION
DU FAIT PERSONNEL
et
DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Mehmed KEMALEDDIN

Président : M. NIBOYET, Professeur

Suffragants { MM. MOREL, Professeur
J. DE LA MORANDIÈRE, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1932

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

DU
CRITERIUM DE DISTINCTION
DU FAIT PERSONNEL
et
DU FAIT DES CHOSES INANIMÉES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Mehmed KEMALEDDIN

Président : M. NIBOYET, Professeur

Suffragants { MM. MOREL, Professeur
J. DE LA MORANDIÈRE, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Ecoles

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



à

MARDINI ZADÉ EBÜ'LULÂ BEY

Professeur de Droit civil à l'Université d'Istanbul

BIBLIOGRAPHIE

- A. APPLETON. — Note : D. P. 1925.3.9.
- P. BARBERY. — De la responsabilité du fait des choses inanimées, thèse, Paris 1910.
- A. BESSON. — La notion de garde dans la responsabilité du fait des choses, thèse, Dijon 1927.
— Note : D. P. 1928.1.121.
- BETREMIEUX. — Essai historique et critique sur le fondement de la responsabilité civile, thèse, Lille 1921.
- BOISSIÈRE. — De la responsabilité du fait des choses inanimées qu'on a sous sa garde, thèse, Montpellier 1911.
- BONNET. — De la responsabilité du fait des choses, thèse, Poitiers 1907.
- CAPITANT (H.). — Note : D. H. 1927 ; D. H. 1930.
- CHAVEGRIN. — Note : S. 1927.1.321.
- J. CHEVALIER. — La responsabilité des automobiles et la jurisprudence récente, thèse, Paris 1926.
- COLIN et CAPITANT (H.). — Droit civil français, Paris, 6^e éd. T. II.
- CRONSEL. — Responsabilité du fait des choses, Revue trimestrielle de Droit civil, années 1923-1925.
- A. CORESSI. — De la responsabilité encourue par les automobilistes, thèse, Paris 1928.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général, Paris, T. III et V.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code civil.
- DEMONGIN. — De la responsabilité du fait des choses, thèse, Paris 1910.
- Emanuel LEVY. — Responsabilité et Contrat, Revue critique de Législation et de Jurisprudence, année 1899.
- P. ESMEIN. — Notes S. 1897.1.17 ; 1898.1.65 ; 1899.1.447 ; 1910.1.17 ; 1924.1.321 ; 1927.1.137 ; 1928.1.89 ; 1930.1.121.
- FARRA. — De la responsabilité du fait des choses inanimées, thèse, Paris 1909.

- A. MESTRE. — Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux de distribution d'électricité, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1925.
- R. MICHEL. — De la responsabilité des dommages causés par les choses inanimées, thèse, Caen 1912.
- L. MICHEL. — La responsabilité civile des patrons envers les ouvriers en cas d'accidents et la loi du 9 avril 1898, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1901.
- A. MONNIER. — De la responsabilité du fait des choses inanimées et notamment des accidents causés par les véhicules automobiles, thèse, Nancy 1926.
- NIBOYET. — Cours de Droit civil, professé à la Faculté de Paris pour la préparation du Diplôme d'Etudes supérieures de Droit privé, années 1930-31.
- M. PICARD. — La Responsabilité des accidents d'automobiles devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, *Revue générale des assurances terrestres*, 1930.
- PLANIOI et RIPERT. — Traité élémentaire de Droit civil, Paris 1927, 10^e édition, T. II.
- PLANIOI. — Etudes sur la responsabilité civile, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, années 1905 et 1906.
- Note : D. P. 1914.2.274.
- H. PRUDHOMME. — La Responsabilité de l'automobiliste, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1925.
- G. RIPERT. — Responsabilité civile, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, années 1907, 1911 et 1912.
- La Règle morale dans les obligations civiles, 2^e éd.
- Notes : D. P. 1922.1.25 ; 1925.1.5 ; 1927.1.98 ; 1928.1.353 ; 1930.1.58.
- R. ROGER. — Note : D. P. 1925.2.28.
- R. SALEILLES. — Les Accidents de travail et la responsabilité civile, Paris, 1897.
- D. 1897.1.433.
- Le Risque professionnel dans le Code civil, la Réforme sociale, année 1898.
- SAINETELETTE. — De la responsabilité et de la garantie, Bruxelles et Paris, 1884.
- SAVATIER. — Notes : D. P. 1926.1.169 ; 1925.1.98 ; 1925.2.41 ; 1927.1.146 ; 1927.2.170 ; 1930.1.81 ; 30.1.41 ; D. H. 1931 ; *Semaine Juridique* 1927.
- SAUZET. — De la responsabilité des patrons, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1883.

FEUGEY. — Le développement jurisprudentiel de la théorie du risque en matière de la responsabilité extra-contractuelle, thèse, Lille 1927.

HUBERT. — Note : S. 1926.1.129.

GARDENAT et SAIMON-RICI. — De la responsabilité civile (délit et quasi-délit), Paris 1927.

A. GAUDILLOT. — De la responsabilité civile en matière d'accidents d'automobiles, thèse, Paris 1911.

GAUDEMET. — Une évolution nouvelle de la théorie de la responsabilité civile, Revue trimestrielle de Droit civil, année 1927.

GENY. — Risques et responsabilités, Revue trimestrielle de Droit civil, année 1902.

M. GÉRARD. — Le louage de services et la responsabilité des patrons, Revue critique de Législation et de Jurisprudence, 1888.

GLASSON et TISSIER. — Procédure civile, 3^e édition, T. I., Sirey 1925.

GRANDMOULIN. — Nature délictuelle de la responsabilité pour violation des obligations contractuelles, thèse, Rennes 1892.

JOSSERAND. — De la responsabilité du fait des choses inanimées, Paris, 1897.

— Les Transports, Paris, 2^e édit.

— Cours de Droit civil positif français, Paris 1930, T. II.

— Notes : D. P. 1897.1.433 ; 1900.2.288 ; 1904.2.257 ; 1905.2.417 ; 1906.2.249 ; 1907.1.117 ; 1925.1.97 ; 1925.2.106 ; 1926.1.129 ; 1928.1.99 ; 1929.2.41 ; D. H. 1930.25 ; D. P. 1930.2.106 ; D. H. 1930.6.

LABBÉ. — Notes : S. 1885.4.25 ; 1871.1.9 ; 1886.2.97.

LALOU. — La responsabilité civile, Paris, Dalloz 1928 ; 2^e édition 1932 — note : D. P. 1922.2.49.

LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations, Paris 1885, T. VII.

A. LAURENS. — De la responsabilité du fait des choses inanimées, thèse, Toulouse 1908.

J. LOUP. — La responsabilité des accidents causés par les automobiles, Paris, Dalloz 1932.

H. MAZEAUD. — La faute dans la garde, Revue trimestrielle de Droit civil, 1925.

H. et L. MAZEAUD. — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, Paris 1931, 2 Vol.

- SOURDAT. — Traité de la responsabilité civile, Paris, 5^e édit. 1902.
T. II.
- J. TAUZIN. — Un exemple de « Socialisme juridique » en matière de responsabilité du fait des choses, thèse, Paris 1929.
- TEISSEIRE. — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité civile, thèse, Aix 1901.
- L. VILLEBRUN. — Essai sur l'idée de faute et l'idée de risque, thèse, Montpellier, 1908.
- VITRY. — La détermination du fait de l'homme, du fait de l'animal et du fait de la chose, thèse, Rennes 1922.
- VOIREN. — Note : D. H. 1929, chro. p. 1.
- A. WAHL. — La responsabilité civile relative aux accidents d'automobile, Revue trimestrielle de Droit civil, 1908.

Recueils de Jurisprudence et Périodiques

Dalloz Hebdomadaire, *D. H.*

Dalloz Périodique, *D. P.*

Gazette du Palais, *Gaz. Pal.*

Gazette des Tribunaux, *Gaz. Trib.*

Recueil des Tribunaux, *Rec. Trib.*

Revue critique de Législation et de Jurisprudence.

Revue générale des Assurances terrestres.

Revue trimestrielle de Droit civil.

Semaine Juridique.

Recueil Sirey. *S.*

INTRODUCTION

Le temps est loin où l'on était, pour vivre, réduit à ses propres forces et où l'on devait payer de sa seule personne les résultats qu'on voulait atteindre. Ce serait faire l'histoire même de l'humanité que de retracer comment l'homme a d'abord augmenté la puissance de ses mains en la multipliant par des leviers et par des outils, comment en suite il a subjugué les autres êtres animés dont il a fait ses serviteurs, comment enfin il s'est attaqué aux forces de la nature. Il nous paraît aujourd'hui que plus un individu est puissant, plus il est dangereux pour ses voisins, plus il peut leur causer de dommages et plus, par conséquent, il doit être responsable. Où serait la justice, si après avoir protégé la victime contre le fait personnel de l'auteur, dont les conséquences ne sont d'ordinaire que d'une mince gravité, on la laissait sans défense contre les forces souvent formidables dont cet auteur a la disposition ? Un passant cause un dommage dans la rue, on se montre impitoyable ; un industriel met en danger des milliers d'existences et l'on serait plus indulgent pour lui. A côté de la responsabilité du fait personnel, une responsabilité du fait des choses dont on est le maître s'impose. C'est le principe admis par l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil.

Les choses se divisent *grasso modo* en deux groupes : les choses animées qui englobent tous les êtres doués de vie, et les choses inanimées. Dans cette étude, laissant de côté le fait des choses animées, nous nous occuperons uniquement du fait des choses inanimées qui, longtemps restées inertes, ont pour la plupart acquis le mouvement. Si la science est impuissante à leur donner la vie, elle leur en a du moins donné l'apparence.

Si l'on excepte le cas où l'homme porte préjudice à autrui par lui-même, avec ses seuls moyens personnels et abstraction faite d'un objet quelconque, par la parole, par écrit, par une intervention illicite, une négligence ou une imprudence coupable, il n'est pour ainsi dire pas d'accident matériel où le dommage ne soit causé par l'intermédiaire d'une chose. Pourrait-on dire alors, dans tous ces cas, que le dommage est le fait de la chose ?

Devant la possibilité d'une extension aussi démesurée, les auteurs classiques s'alarment et prétendent qu'on veut vider l'art. 1382 (fait personnel) de son contenu au profit de l'art. 1384, alinéa 1^{er} (1). L'un d'entre eux écrit, peut-être un peu ironiquement, que si l'on frappe avec la main, la bague qu'on porte au doigt peut augmenter la rudesse du coup et entraîner l'application de la responsabilité du fait de la chose. Il faudrait supposer, dit-il, une collision entre deux individus pratiquant le nudisme intégral pour qu'il y eût lieu à l'application de l'art. 1382. Encore se trouvera-t-il bien un juriste pour dire que le corps n'est qu'une chose sous la garde de la volonté, et qu'il faut par conséquent appliquer l'art. 1384 au dommage dû au fait corporel de l'homme (2).

(1) CAPITANT, D. H., 1930, p. 32.

(2) RIPERT, D. P., 1930, 150.

Mais, c'est précisément pour ne pas vider l'un de ces articles au profit de l'autre que nous avons entrepris cette étude.

Il n'est pas exact de soutenir que la seule interposition d'un objet quelconque entre l'agent et la victime doit suffire à exclure le fait de l'homme et, avec lui, la responsabilité de droit commun ; personne ne prétend, d'ailleurs, que chaque fois qu'une chose inanimée interviendra dans la réalisation d'un dommage, on devra appliquer sans hésitation l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384.

Lorsque le fait de l'homme et le fait de la chose sont venus à se conjurer, il n'est pas toujours aisé de décider lequel est prépondérant et assignera à la responsabilité sa physionomie juridique. Mais inversement, cette circonstance que l'homme a participé effectivement à un acte ne suffit pas, à elle seule, à trancher le débat et à exclure le fait de la chose.

La difficulté est d'établir entre la notion du fait personnel et du fait des choses inanimées une ligne de démarcation suffisamment nette.

La première idée qui vient à l'esprit du juriste étudiant cette question est de rechercher comment s'est peu à peu posé le problème et son évolution. D'où la nécessité de faire un court historique.

Quel intérêt peut-il y avoir à distinguer le fait personnel, du fait des choses inanimées ? S'agissant, dans un cas comme dans l'autre, d'une question de réparation du préjudice causé à autrui, il semble, au premier abord, que les règles de forme et de fond devraient être identiques. En réalité, comme nous le verrons, le problème ne se présente pas sous un aspect aussi simpliste qu'on se l'imagine. Les points de vue sont diver-

gents, les discussions sont vives. Nous serons par conséquent amenés à réserver un chapitre à l'intérêt de la distinction.

Ceci fait, le mieux sera de prendre les choses par leur aspect concret, et de rechercher dans la jurisprudence, ce grand recueil de l'expérience humaine, ce livre toujours ouvert, où viennent s'inscrire tous nos actes, tous nos désirs, toutes nos idées, ce que peut bien être ce critérium de distinction du « fait personnel » et du « fait des choses inanimées » (1).

Au cas où nous ne pourrions y découvrir une solution sinon précise, du moins complète de la question nous demanderons à la doctrine une plus ample satisfaction.

Nous diviserons donc, d'après ce qui précède, notre étude de la façon suivante :

Chapitre I. — Historique.

Chapitre II. — Intérêts de la distinction.

Chapitre III. — Jurisprudence.

Chapitre IV. — Doctrine.

et chacun de ces chapitres comprendra, au besoin, des sections et des subdivisions.

(1) PLANIOL, Etudes sur la responsabilité civile, Revue critique de Législation et de Jurisprudence, 1905, p. 283.

CHAPITRE I

HISTORIQUE

DROIT ROMAIN. — Dans les sociétés primitives, l'homme paraît soumis à la poussée de son tempérament et de ses instincts. La victime du préjudice frappe, tue son adversaire pour le seul désir de rendre le mal pour le mal. C'est ainsi qu'elle apaise sa colère. C'est donc la victime qui réalise son droit par sa propre force, appuyée au besoin de celle de ses proches, de ses amis et des membres de la communauté qui, indignés de l'injustice, prêtent leur concours pour réagir contre elle. La coutume lui fait un droit, et souvent un devoir, de tirer vengeance du tort causé.

Cette action de la force individuelle s'explique par l'absence de l'Etat.

Même dès ce moment, il est possible de démêler le germe d'une idée morale. L'homme blessé ne se venge pas sur n'importe qui pour calmer la surexcitation de ses nerfs ; c'est à l'auteur du préjudice qu'il s'attaque ; il ne se préoccupe pas d'ailleurs de savoir si l'auteur du dommage est coupable ou non ; du moment qu'il y a un lien de cause à effet, cause *externe*, entre l'acte de celui-ci et son propre dommage, cela suffit pour la victime, elle ne s'élèvera pas jusqu'à la cause *interne*. L'enfant se venge en frappant ou en brisant le jouet qui l'a blessé

sans tenir compte de sa nature inerte. Il y a dans l'être physique un primordial instinct de défense.

Peu à peu l'idée de vengeance commence à s'atténuer. Au lieu de frapper le coupable dans son corps, la victime lui demande une satisfaction en argent. C'est la phase des compositions volontaires variables avec les personnes et les circonstances. On sait, par exemple, la différence de traitement établie pour le voleur, suivant qu'il est pris sur le fait ou qu'il a déjà disparu lorsque la victime constate le vol. D'ailleurs la victime d'un délit privé fixe librement le montant du dommage, cette somme reste essentiellement le prix de la vengeance, une composition, une *paena* ; c'est une peine privée, mais non une indemnité.

Avec le temps, la société commence à mieux s'organiser. La force de l'Etat se fait mieux sentir. La composition forcée se substitue à la composition volontaire. C'est un nouveau progrès qui s'explique par l'adoucissement des mœurs, peut-être aussi par un sentiment d'intérêt pratique. C'est désormais le pouvoir public qui assume la charge du bon ordre. C'est l'état qui fixe le montant de la composition pécuniaire que le coupable devra payer à la victime, ou au groupe familial dont elle fait partie. Désormais, l'état a pour mission de réprimer non seulement les délits privés, mais aussi les délits publics. Dans le premier cas, c'est la victime qui profite de l'amende qu'elle obtient en s'adressant aux tribunaux.

Mais il ne faut pas en conclure que, lorsque la composition devint le moyen général et unique de réparation du préjudice causé et remplaça la vengeance privée, l'homme oublia complètement son fondement primitif. Bien qu'il ait voulu proportionner la réparation du pré-

judice au tort effectivement causé et au degré de culpabilité de l'agent, le droit romain n'a jamais su se débarrasser complètement des idées premières reçues en matière de responsabilité. Nous sommes encore bien loin de la conception moderne, de la responsabilité civile, bien loin des dommages et intérêts, simple indemnité destinée à réparer le préjudice subi et non prix du pardon éteignant la vengeance.

En même temps que la dette de responsabilité s'améliorait dans son sujet, elle s'améliorait aussi dans son fondement. L'idée de cause à effet commence à ne plus suffire. On cherche un élément de plus : *la faute*. C'est alors que se place dans l'histoire de la législation romaine l'application de la loi Aquilia, que l'on peut considérer à juste titre comme le point de départ des législations modernes en matière de responsabilité délictuelle et contractuelle.

Si nous voyons parfois le droit romain classique consacrer des cas de responsabilité en dehors de toute faute, ce n'est jamais que dans des hypothèses *tout à fait spéciales* et pour des raisons tenant étroitement à l'intérêt général et à l'ordre public. C'est notamment le cas où un objet tombe de la fenêtre d'une maison et blesse un passant. Le prêteur donnait à la victime une action de *effusis* et *déjectis* contre celui qui occupe la maison sans que la victime n'ait à faire la preuve d'une faute de celui-ci (1).

C'est donc désormais la faute qui est devenue la mesure générale de la responsabilité dans le droit privé romain parvenu à son complet développement ; et c'est cette conception, admise à l'époque classique, cette no-

(1) R. MICHEL, De la responsabilité des dommages causés par les choses inanimées, thèse, Caen 1912, p. 108 et s.

tion de faute comme fondement de la responsabilité qui passa avec d'autres principes juridiques dans l'ancien droit français.

ANCIEN DROIT. — Tous les auteurs de l'ancien droit admettent qu'il n'y a pas de responsabilité civile sans faute. Domat écrit : « Toutes les pertes et tous les dommages qui peuvent arriver par le fait de quelques personnes, soit imprudence, légèreté, ignorance de ce qu'on doit savoir, ou autres fautes semblables, si légères qu'elles paraissent être, doivent être réparées, par celui dont l'imprudence ou autres fautes y a donné lieu » (1).

En ce qui concerne la responsabilité du fait des choses, abstraction faite de tout fait du maître engageant sa responsabilité, dans la France du moyen-âge, et même plus tard encore, comme dans les sociétés primitives, des poursuites étaient possibles contre des animaux ou contre des choses qui auraient causé dommage. Le maître ne pouvait s'opposer à l'exercice de la vengeance ; celle-ci se traduisait le plus souvent par l'appropriation par la victime de l'animal ou de la chose, à défaut du paiement d'une composition. La victime se trouvait ainsi indemnisée, par l'abandon noxal ou le paiement de la composition, dans les cas où elle l'est aujourd'hui en vertu d'une responsabilité du gardien. Il y a d'ailleurs une différence profonde entre le maître d'autrefois, qui n'est tenu de rien, si ce n'est de subir l'abandon noxal, et le maître tenu comme personnellement responsable dans le droit moderne. Néanmoins, bien que le développement historique ne montre pas la substitution par une série de modifications successives de cette responsabilité personnelle au système de la noxalité, on pour-

(1) Lois civiles, Liv. II, tit. VIII, section IV, N° 1.

rait, la première succédant sans interruption à la seconde, concéder qu'il y a une sorte de tradition continue dans le sens de la responsabilité du fait des choses ou des animaux.

En tout cas, la notion de faute, demeura une notion assez imprécise. Il a fallu attendre jusqu'à l'époque du Code civil pour arriver non seulement à la distinction capitale entre la responsabilité civile et la responsabilité pénale, mais aussi pour reconnaître le principe général et fondamental de cette même idée de responsabilité civile.

CODE CIVIL. — Les rédacteurs du Code civil paraissent avoir voulu poser, en matière de la responsabilité civile, un principe général, une règle susceptible d'applications illimitées. Ils ont pris comme base de la responsabilité, la faute. « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence » (Art. 1382-1383). Donc, celui dont la conduite est irréprochable, ne peut être condamné à réparer le dommage qu'il a causé. Mais, s'il faut une faute pour engager la responsabilité, il n'est pas nécessaire que l'auteur du dommage ait eu la volonté de causer ce dommage. Il suffit qu'une imprudence ou une négligence de sa part l'ait déterminé.

Dans les trois autres articles, sur la responsabilité, art. 1384, 1385 et 1386, consacrés respectivement à la responsabilité résultant du fait d'autrui, du fait des animaux et de la ruine d'un bâtiment, les rédacteurs du Code civil semblent également guidés par l'idée de faute.

Cependant, certains auteurs très hardis ont nié complètement la nécessité d'une faute, non seulement sur le terrain des articles 1384 à 1386, mais même en ce qui concerne la responsabilité du fait personnel (1). D'autres, sans aller aussi loin, ont prétendu que si le Code civil (art. 1382-1383) déclare bien que la faute engage la responsabilité, il ne dit pas que la faute soit nécessaire pour qu'il y ait responsabilité ; il y aurait donc place pour une responsabilité sans faute à côté de la responsabilité à base de faute (2). Dans cette conception, ces deux articles qui exigent la faute, ne gouvernent pas l'ensemble de la matière de la responsabilité civile, ce ne sont pas des textes généraux (3).

Quoiqu'il en soit, les Tribunaux n'ont pas cessé, durant les trois quarts du siècle dernier, de relever la nécessité d'une faute pour engager la responsabilité de l'agent du préjudice en matière de la responsabilité du fait personnel. Quant aux trois autres articles sur la responsabilité, la faute y serait présumée, avec cette différence en ce qui concerne l'article 1386 que la victime doit prouver au cas de ruine d'un bâtiment, le vice de construction ou le défaut d'entretien de celui-ci.

Vers la fin du ^{xix}^e siècle, le machinisme commençait à bouleverser la structure de la Société, régie jusqu'alors par les principes posés en 1804 et appliqués durant près d'un siècle.

Sous la poussée de la science, les accidents devenaient de jour en jour plus nombreux dans les ateliers et les ouvriers qui en étaient victimes, ne pouvaient pas réussir le plus souvent à prouver, conformément aux art. 1382

(1) BETTREMIEUX, Essai Historique et Critique sur le fondement de la responsabilité civile, thèse, Lille 1921, N° 15.

(2) DEMOGUE, Traité des Obligations en général, t. III, N° 293 ; GÉNY, Risque et Responsabilité, Revue trimestrielle de droit civil, 1902, p. 846.

(3) BETTREMIEUX, *op. cit.*, N° 87.

et 1383 la faute de leur patron, pour être indemnisés (1). Quant aux articles suivants, envisageant des cas tout particuliers, ils ne paraissaient pas applicables aux accidents survenus dans les ateliers non plus, et d'une manière plus générale, qu'aux accidents causés, en dehors de cette sphère, par les choses inanimées.

A ce titre, il est intéressant de relever le fameux arrêt du 19 Juillet 1870 de la Chambre civile (2) qui avait été appelée à donner son avis dans les circonstances suivantes : Il s'agissait d'une femme qui, occupée à laver du linge dans un lavoir, avait été très gravement blessée par l'explosion d'une chaudière à vapeur, appartenant au propriétaire du lavoir dans lequel elle travaillait. Il avait été impossible de déterminer les causes de l'accident, les circonstances dans lesquelles avait eu lieu l'explosion étant demeurées complètement inconnues. La victime avait actionné le propriétaire en responsabilité. En première instance elle fut déboutée, la Cour d'appel confirma le jugement. La Chambre civile fut alors saisie ; elle rejeta ce pourvoi prétendant « que l'existence d'une faute légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité, que celui qui se prétend lésé par un délit ou quasi-délit et, en conséquence, en sa qualité de demandeur, tenu à en justifier ; que faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde sa libération ; que dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine, chaudière à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du

(1) VILLEBRUN, Essai sur l'idée de faute et l'idée de risques, thèse, Montpellier 1908, p. 58.

(2) D. P., 70.1.361 ; S., 71.1.9.

propriétaire ou de ses agents, celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert doit établir, outre l'accident la faute qu'il lui impute comme engageant sa responsabilité, qu'un pareil événement qui peut être le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure, n'implique point nécessairement la faute ou l'incurie du défendeur ».

Un autre arrêt de cassation du 9 mars 1880 (1) proclame que l'ouvrier blessé doit supporter les conséquences de son acte, sans avoir recours contre personne.

On est responsable de sa faute et rien de plus, telle est donc, dans toute sa simplicité, la matière de la responsabilité ; et c'est la théorie que la jurisprudence consacre d'une façon unanime à l'exclusion de toute autre ; c'est celle que les auteurs de l'époque enseignent en doctrine d'une façon générale (2). Labbé écrivait « tous les articles du chapitre des délits et quasi délits ne répètent pas le mot faute, mais ils sont tous dominés à cet égard par le principe écrit dans le premier article de ce chapitre, l'article 1382 ; que le dommage provienne de notre fait ou du fait des choses nous appartenant, il n'y a pas à distinguer ; sans faute, point d'obligation » (3).

Cette situation lamentable de l'ouvrier, obligé le plus souvent de supporter seul les risques fâcheux du progrès, agitait les esprits. Il fallait plus que jamais venir au secours des victimes de tels accidents. Avant que le législateur intervienne par une loi du 9 avril 1898, pour soulager les ouvriers, les auteurs d'une part, et les tribunaux d'autre part, essayèrent, par étapes, d'assouplir

(1) D. 80.1.296.

(2) DEMOLOMBE, Cours de Code civil, t. XXXI, N° 666.

(3) S. 71.1.9

les règles déjà posées avant d'arriver à découvrir une règle générale nouvelle dans le 1^{er} alinéa de l'art. 1384.

La jurisprudence et la doctrine ont donc été amenées par la force des choses à une interprétation plus souple des règles jusqu'alors admises. En effet, le droit n'est pas une science théorique qui, méconnaissant les besoins de la pratique, se confine dans des principes intangibles et immuables. C'est, au contraire, une science éminemment vivante qui doit tenir compte des besoins journaliers des individus.

Pour réussir dans la voie que les circonstances ouvraient ainsi, la jurisprudence et la doctrine ont passé par quatre phases successives :

a) La jurisprudence a d'abord élargi l'interprétation de la notion de faute. M. Ballot Beaupré, alors premier Président de la Cour de Cassation, dans le discours qu'il prononçait lors de la célébration du Centenaire du Code civil, disait notamment : « Lorsque le texte présente quelque ambiguïté, lorsque les doutes s'élèvent sur sa signification et sa portée, lorsque, rapproché d'un autre, il peut, dans une certaine mesure, être ou contredit ou restreint, ou à l'inverse développé, j'estime que le juge alors a les pouvoirs d'interprétation les plus étendus ; il ne doit pas s'attarder à rechercher obstinément quelle a été il y a cent ans la pensée des auteurs du Code en rédigeant tel ou tel article ; il doit se demander ce qu'elle serait si le même article était aujourd'hui rédigé par eux ; il doit se dire qu'en présence de tous les changements qui, depuis un siècle, se sont opérés dans les idées, dans les mœurs, dans les institutions, dans l'état économique et social de la France, la justice et la raison com-

mandent d'adapter librement, humainement le texte aux réalités et aux exigences de la vie moderne » (1).

Comme l'a écrit M. Saleilles (2), lorsqu'il signale la transformation progressive de la faute dans la pratique de la jurisprudence, l'évolution en cette matière se fit insensiblement, mais c'est surtout à partir de 1872 que nous voyons apparaître des arrêts nombreux qui consacrent la nouvelle conception (3). Dans toutes ces décisions et dans tant d'autres qu'on pourrait citer, les tribunaux déclarent la faute commune et partagent la responsabilité entre la victime et le patron.

Contre cette extension de la notion de faute, des critiques se sont élevées. Il y avait là disait-on vraiment une excessive subtilité à vouloir relever ce que l'on appelle « faute » dans des actes qui semblent en général exempts de toutes espèces de critiques.

Le patron, le tiers que l'on déclarait responsable criaient à l'injustice. Les juristes ne manquaient pas non plus d'articuler des critiques précises et scientifiques contre une jurisprudence démesurément extensive (4).

Malgré tous ses efforts, dans ce domaine, la jurisprudence ne pouvait pas atteindre au but qu'elle visait : dispenser la victime d'apporter la preuve de la faute du patron. Les articles 1382 et 1383 étaient là ; et l'on ne pouvait tout de même pas les passer sous silence sous prétexte de l'extension de la notion de faute. Il fallait donc rechercher une solution dans un autre endroit du Code. C'est ce que la jurisprudence a fait dans la deuxième phase de son évolution.

(1) Le Centenaire du Code civil, p. 27.

(2) Réforme sociale, 1898.

(3) Besançon, 21 mai 1878, S., 75.1.204 ; Amiens, 15 novembre 1883, S., 84.2.6 ; Paris, 29 mars 1883, D., 84.2.90.

(4) SAINTELETTE. Responsabilité et Garantie. ; SALEILLES, Réforme sociale.

b) Ne pouvant faire abstraction de la faute du défendeur que la victime du dommage devait prouver, la jurisprudence essaya, cette fois-ci, par un moyen détourné, d'adoucir le fardeau de la preuve en prenant pour base l'article 1386. Cet article déclare, en effet, responsable le propriétaire d'un bâtiment qui tombe en ruine, lorsque l'accident est dû à un vice de construction ou à un défaut d'entretien. La jurisprudence a voulu assimiler à cette situation celle du propriétaire d'une machine qui, par son vice, cause un dommage. Avec cette façon d'arranger les choses, la victime ne doit établir que le vice de la machine sans se préoccuper de la faute du propriétaire de la chose. C'était sans doute un progrès appréciable, mais d'une application assez difficile. En effet l'article visé n'envisageait que les bâtiments qui tombent en ruine ; donc, il fallait non seulement faire entrer toutes les choses inanimées qui causent un dommage dans la catégorie des bâtiments ; mais en outre il fallait la ruine et non pas un autre fait quelconque de cette chose.

Les Tribunaux, quoique assez embarrassés dans cette tâche difficile, s'en acquittèrent tant bien que mal pendant un certain temps. Ils firent entrer dans la catégorie de bâtiments les choses inanimées tels qu'un arbre (1), une machine d'un bateau (2), une armoire à glace (3). Cette façon de voir a été délibérément exagérée. D'ailleurs si de pareils excès étaient admis pour un temps, il fallait néanmoins dire, pour chaque espèce soumise à l'appréciation du juge, qu'il s'agisse d'une ruine et non pas d'une explosion d'une machine, ni d'un bris d'arbre

(1) S., 1878.2.48 ; S., 1893.2.205 ; V. également l'article de M. MESTRER paru dans la Revue critique de Législation et de Jurisprudence, 1925, p. 395 et s.

(2) S., 1897.1.17 ; D., 1897.1.433.

(3) S., 1907.2.124 ; D., 1904.2.257.

ou de glace. Il suffit de se reporter aux décisions déjà citées pour se rendre compte de l'exagération où les tribunaux ont été portés, par une louable mais excessive interprétation, afin de secourir des victimes souvent pauvres.

Si cette deuxième tentative de la jurisprudence fut couronnée de succès pendant un certain temps, elle n'écartait pas absolument toute difficulté pour la victime qui, malgré toute la bonne volonté des juges, était obligée de prouver dans les termes de l'article 1386, le vice de la chose dommageable. Etant donné sa situation, cette preuve n'est pas chose facile ; par conséquent, la difficulté au lieu d'être écartée définitivement, n'était que momentanément déplacée.

Devant sa défaite, la jurisprudence allait peut-être se désespérer si l'assaut n'était venu, d'un autre côté, de la doctrine qui a fait entrer la pratique dans une troisième phase.

c) Deux juristes, MM. Sauzet et Saintelette, l'un en France, l'autre en Belgique, s'efforcèrent de transporter la question du terrain délictuel sur le terrain contractuel. Voici comment s'exprime M. Sauzet : « Nous avons vu que si l'ouvrier, suivant l'opinion commune, est tenu de faire la preuve d'une faute du patron, c'est non pas seulement parce qu'il est demandeur, mais parce qu'il est déclaré demandeur en vertu de l'article 1382 : l'obligation de la preuve à la charge de l'ouvrier est une conséquence du point de départ assigné à la responsabilité du patron : responsabilité délictuelle. *A mes yeux, c'est là qu'est l'erreur* : la cause de l'obligation du patron n'est pas dans le délit ou quasi délit civil de l'article 1382, dans le délit criminel de l'article 319 c. pén. ; mais elle est

dans la convention même qui le lie à l'ouvrier, elle est dans le contrat de louage d'ouvrage » (1). M. Saintelette, dans son ouvrage intitulé « De la Responsabilité et de la Garantie » a prétendu, avec non moins de rigueur que le précédent auteur, que le patron était garant vis-à-vis de l'ouvrier, par le contrat qu'il avait passé avec lui, des dommages qui peuvent arriver sous quelque forme que ce soit, pendant l'exécution du travail.

Quel intérêt peut-on donc avoir à déplacer ainsi la cause de la responsabilité du patron ? Qu'il s'agisse d'une responsabilité délictuelle ou contractuelle, la situation de l'ouvrier n'est-elle pas toujours la même ? Nous ne voulons nullement nous étendre sur la discussion de *l'unité* ou *la dualité* de la faute civile. Ce point étant en dehors de notre sujet, nous signalerons simplement que des auteurs ont nié (2) et nient encore (3) la dualité de la faute civile.

Quant à MM. Sauzet et Saintelette, ils veulent, par leur ingénieuse théorie, décharger l'ouvrier de la preuve de la faute du patron. En effet, c'est un principe législativement consacré (Article 1147 et s. c. civ.) que le créancier d'une obligation contractuelle n'a pas besoin de faire la preuve de la faute de son débiteur en cas de non exécution de son obligation. Le contrat prouve suffisamment sa créance, c'est au débiteur d'établir que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée. C'est exactement le cas de l'ouvrier disent ces auteurs. Le patron est lié par un contrat, il est garant de l'absence de tout dommage pour l'ouvrier ; il est obligé de lui assurer la sécurité. Et si l'ouvrier est blessé,

(1) Revue critique de Législation et de Jurisprudence, 1883, p. 609.

(2) GRANDMOULIN, Nature délictuelle de la responsabilité pour violation des obligations contractuelles, thèse, Rennes 1892.

(3) PLANIOL, Traité élémentaire de Droit civil, 10^e Edition, T. II, p. 303.

l'accident prouve que le patron a manqué à son obligation ; il est de ce fait responsable, à moins qu'il ne démontre que l'accident a une cause qui lui est étrangère.

Le procédé ainsi proposé est plus habile que l'extension de la notion de faute délictuelle que nous avons exposée précédemment. Celle-ci oblige quand même l'ouvrier à articuler la faute en se basant sur l'article 1382 ; tandis que celui-là l'en dispense totalement. Ainsi, en alléguant l'existence de son contrat de louage d'ouvrage, l'ouvrier se transporte, par ce procédé, du terrain délictuel au terrain contractuel et acquiert, vis-à-vis du défendeur, une position presque inébranlable.

Sans doute la question a perdu son intérêt pratique depuis la promulgation de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ; on doit noter néanmoins que cette tentative d'une partie de la doctrine (1) n'a pas été plus heureuse que celle de la jurisprudence. En effet, si la jurisprudence admet aujourd'hui que le transporteur s'engage, dans le contrat de transport, à conduire le voyageur sain et sauf à destination, elle n'a jamais consenti à voir dans le contrat de louage d'ouvrage l'obligation de sécurité mise à la charge du patron (2). Cette thèse n'a d'ailleurs pas été accueillie par la grande majorité des principaux auteurs (3).

A supposer que la jurisprudence ait été favorable à la thèse que nous venons d'exposer brièvement, que les auteurs l'aient accueillie unanimement, la situation ne res-

(1) LABBÉ, note S., 1885.4.25 ; 1886.2.97 ; GÉRARD, *Le Louage de Service et la Responsabilité des Patrons*, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1888, p. 426 et s.

(2) Req., 2 déc. 1884, S., 1886.1.367 ; Req., 5 avril 1894, S., 97.1.229.

(3) Notamment, SALEILLES, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 12 et s. ; JOSSERAND, *Cours de Droit civil positif français*, t. II, Nos 486-487 ; EMMANUEL LÉVY, *Responsabilité et Contrats*, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1899.

terait pas moins critique pour de nombreuses victimes des dommages causés par le fait des choses inanimées : les ouvriers seraient soulagés dans une grande mesure, étant donné qu'ils ont un contrat dont il peuvent se prévaloir ; mais, même sans aller chercher la validité de ce palliatif, on peut imaginer des victimes qui ne seraient liées, au patron, avant l'accident, par aucun lien juridique. Un passant blessé par une roue de voiture desservant l'usine, par exemple, n'obtiendra la réparation du préjudice qu'en prouvant la faute de l'industriel ou de son préposé. Or, il est délibérément injuste de faire deux traitements différents l'un adouci, l'autre sans pitié, pour un même accident, mais survenu à des personnes différentes.

Parmi les auteurs qui avaient critiqué la théorie que nous étudions, MM. Saleilles et Josserand ont adopté bientôt une position toute différente. Pour ces auteurs, il n'y avait qu'une chose à faire : rompre définitivement avec la tradition séculaire, avec l'idée de faute. Si on ne pouvait se débarrasser dans tout le domaine de la responsabilité, de cette idée de faute, il y avait tout au moins un terrain bien préparé pour s'en passer. « Ce n'est pas avec la loi Aquilienne que l'on résoudra, écrit M. Josserand, le problème de la responsabilité en plein vingtième siècle ; autres temps, autres concepts juridiques » (1). Encouragés peut-être par les défaites des procédés antérieurs de la pratique, ces deux auteurs portèrent toute leur attention sur l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 c. civ. qui est ainsi conçu : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont

(1) JOSSERAND, *op. cit.*, D. P., 1929.2.41,

on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde ». Cet alinéa considéré pendant les trois quarts du XIX^e siècle comme une simple transition des articles 1382-1383 aux textes suivants sur la responsabilité du fait d'autrui, du fait des animaux et de la ruine des bâtiments, venait d'être appelé à jouer un rôle considérable. C'est ainsi que s'ouvre la quatrième phase de l'évolution des idées sur la responsabilité du fait des choses inanimées, à laquelle nous arrivons maintenant.

d) Dès la « découverte » de l'article 1384, la doctrine se divisa nettement en deux camps : dans l'un prirent place les défenseurs de la théorie classique, les subjectivistes ; dans l'autre les auteurs de la nouvelle théorie, les objectivistes (1). D'après ceux-ci, toute personne qui, pour atteindre un but quelconque, emploie des moyens qui peuvent faire courir un risque, offrir un danger, soit pour elle-même, soit surtout pour d'autres, doit prendre à sa charge la responsabilité du dommage qui peut être causé. Devant avoir les profits de la chose, modiques ou considérables, elle doit subir les pertes inhérentes au procédé employé. Et cela, alors même qu'il n'y aurait aucune faute proprement dite à lui reprocher, alors même qu'elle aurait pris toutes les précautions voulues, du moment qu'elle n'établit pas une faute caractérisée soit de la victime de l'accident, soit d'un tiers. Si l'accident s'est trouvé humainement inévitable, c'est qu'il constituait un risque inhérent à la chose, une suite nécessaire en fait du procédé dont on s'est servi. Celui qui trouve

(1) SALEILLES, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897 ; JOSSERAND, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897 ; TEISSEIRE, *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité civile*, thèse, Aix, 1901.

avantage à employer ce moyen, qui normalement devait en tirer profit, doit subir les conséquences de l'accident survenu. C'était à lui de bien connaître le procédé auquel il avait recours, d'en peser les avantages et les inconvénients. S'il s'est trompé dans son calcul ou si les mauvaises chances qu'il a dû prévoir se sont réalisées, la perte doit être à sa charge.

Si l'on obligeait, au contraire, la victime à faire la preuve d'une faute de celui qui utilise la chose dommeable, on commettrait la plus grave injustice ; en effet, non seulement la preuve à faire sera difficile, étant donné la situation où se trouve la victime vis-à-vis de la chose, mais surtout la cause de l'accident restera le plus souvent et pour toujours inconnue. Dans ce cas, on aurait sacrifié la victime à l'avantage de celui qui se sert de la chose par le fait de laquelle le dommage est arrivé. Il est donc juste que celui qui crée un risque, qui profite d'une chose, soit obligé de réparer le préjudice souffert, sans que l'on se préoccupe s'il est fautif ou non. « Le problème de la responsabilité, écrit M. Josserand, est autrement que ne l'imaginèrent les jurisconsultes de Rome ou même ceux du code civil : l'intensité de la vie moderne, la multiplication des relations humaines et des transactions juridiques, la fréquence des risques, ont dénoncé l'insuffisance d'une conception faite pour des peuples individualistes, dont la vie sociale était relativement peu développée (1). Celui qui crée, qui surveille et qui dirige un organisme dont le fonctionnement est susceptible de préjudicier à autrui, s'institue par lui-même l'éditeur responsable des dommages que cet organisme causera

(1) JOSSERAND, Les transports, 2^e édition, N° 558.

sur son chemin, abstraction faite de toute idée de faute, de toutes questions d'imputabilité » (1).

Qu'on soit ou non partisan de la théorie du risque, son influence considérable sur la législation (2), ainsi que sur la jurisprudence (3) est aujourd'hui incontestable. Dès l'époque où elle fit son apparition, les tribunaux commencèrent, en invoquant l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384, avant même que le législateur n'intervienne par la loi du 9 avril 1898 pour protéger les ouvriers, à en appliquer les principes sans distinction de personne, aux accidents causés par le fait des choses inanimées (4).

On n'attendait qu'une décision émanant de la Cour suprême. Celle-ci est intervenue dans une affaire relative à l'éclatement de la chaudière d'un remorqueur ; la Chambre Civile, passant outre aux conclusions de l'Avocat général Sarrut, a consacré la thèse nouvelle. Ce fût le point de départ, comme l'écrivent MM. H. et L. Mazeaud, de toute une évolution jurisprudentielle et de tout un mouvement doctrinal, les plus importants, sans doute, tant au point de vue pratique qu'au point de vue théorique, de tous ceux qui se sont manifestés depuis 1804. On ne saurait d'ailleurs trouver même postérieurement un exemple plus saisissant de la création du droit par la jurisprudence que celui qui nous est offert en matière de responsabilité civile des dommages causés par des choses inanimées.

L'année suivante, la Chambre des requêtes rendit un

(1) même ouvrage, N° 1014.

(2) V. JOSSERAND, Cours de droit civil positif français, t. 2, p. 271.

(3) BERTREMIEUX, *op. cit.* ; FEUGÈY, Développement jurisprudentiel de la théorie du risque en matière de la responsabilité extracontractuelle, thèse, Lille 1927.

(4) Dijon, 26 déc. 1895, S., 1896.2.48 ; Gaz. Pal. 1896.157 ; Tribunal Bourges, 7 février 1895, D., 1900.2.289, et note Josserand ; Grenoble, 10 février 1892, S., 1893.2.205.

arrêt qui semblait un recul, mais il n'était en réalité qu'une application de l'idée qu'il n'y a plus de responsabilité dès qu'il y a cas fortuit.

L'arrêt très net de la Chambre des requêtes du 19 janvier 1914 (1) vint donner la formule du système adopté depuis 1896 en déclarant « qu'aux termes de l'article 1384, on est responsable non seulement du dommage que l'on cause *par son propre fait* (art. 1382-1383), mais encore de celui qui est causé *par le fait des choses que l'on a sous sa garde*. Cette disposition de la loi implique, au regard du gardien de la chose, une présomption de faute, qui ne peut être détruite que si celui-ci fait la preuve que l'accident a eu pour cause un cas fortuit ou de force majeure ou la faute de la victime » (2).

Voilà quelle fut l'évolution sommaire de la distinction du fait personnel et du fait des choses inanimées. En somme, depuis l'arrêt retentissant de la Cour suprême, du 16 juin 1896, il existe, en droit français, à côté de la responsabilité résultant du fait personnel, une responsabilité basée sur le fait des choses inanimées, que ni le droit romain, ni l'ancien droit n'ont envisagée de la façon dont nous la comprenons aujourd'hui. La question resta inaperçue même par les rédacteurs de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 du c. civ. Pendant presque tout le courant du xix^e siècle on a pu donner une solution satisfaisante, aux cas qui se sont présentés devant les magistrats, en s'appuyant sur les articles 1382-1383. Ce n'est que sous la pression des besoins de la pratique et après un assez long tâtonnement que l'on a pu dégager une règle qui est devenue, en un court laps de temps, un prin-

(1) S., 1914.1.128 ; D. P., 1914.1.303.

(2) Pour les changements de formule survenus ultérieurement, voir *infra*, chap. III consacré à la jurisprudence.

cipe général ayant une portée d'applications presque illimitée.

Au reste, la controverse, à supposer qu'elle fut concevable avant la loi du 7 novembre 1922, paraît avoir été close par ce nouveau texte. Désormais, sauf le cas d'un incendie, le principe est la responsabilité de plein droit du fait des choses inanimées. Et les tribunaux ont invoqué, tour à tour, dans les conditions de fait les plus diverses, la responsabilité du fait des choses pour assurer la réparation des dommages causés par une canalisation de gaz (1), par des fils ou par des canalisations électriques (2), par la rupture de la chaîne d'une grue (3), par la chute du poids d'une horloge publique (4), par la tente d'un magasin (5), par un châssis destiné à recevoir des affiches et fixé au mur d'une maison (6), par la chute d'une barre de fer fixée à l'un des vantaux du portail d'un bâtiment (7), par l'éclatement d'un lessiveur (8), par le fonctionnement d'un ascenseur (9), par un siphon d'eau de seltz (10), par des fûts de résine (11), par un arbre et par ses feuilles (12), par un lustre d'une salle à manger (13), par une balle de tennis (14).

(1) Req., 25 novembre 1924, D., 25.1.12 ; Lyon, 12 décembre 1902, D. P., 1907.1.177, et la note Jossierand ; 23 juillet 1908, D. P., 190.2.215.

(2) Req., 10 novembre 1924, D. H., 24.665 ; Lyon, 25 avril 1899, D. P., 1904.2.257.

(3) Req., 19 avril 1913, D. P., 1913.1.437.

(4) Tribunal civil Bourges, 27 février 1913, la loi du 31 mars 1913.

(5) Tribunal civil Cherbourg, 29 nov. 1911, Recueil Gaz. Trib. 1912, 1^{er} semes. 2.202.

(6) Tribunal civ., Marseille, 29 juillet 1903, et Aix, 1^{er} juin 1904, D. P., 1904.2.257 et la note de M. Jossierand.

(7) Trib. civ. de Lyon, 15 nov. 1901, D. P., 1904.2.257.

(8) Riom, 25 mars 1903, D. P., 1904.2.257.

(9) Paris, 25 mars 1901, D. P., 1901.2.396 ; Trib. civ. de la Seine, 25 juin 1917, D. P., 1918.2.45.

(10) Req., 10 janvier 1914, D. P., 1914.1.303.

(11) Civ., 16 novembre 1920, D. P., 1920.1.169.

(12) Limoge, 20 juin 1921, D. P., 1922.2.49, et la note Lalou.

(13) Req., 25 novembre 1924, D. P., 1925.1.12.

(14) Poitiers, 25 octobre 1926, D. P., 1927.2.105.

Les Tribunaux peuvent aller plus loin et déclarer suivant le même principe, responsable le fabricant, l'artisan ou le voisin par suite des émanations, des fumées et des bruits provenant d'une machine qui se trouve sous leur garde (1).

Ce sont donc toutes les choses, sans distinction, qui sont susceptibles d'engager, par leur fait, la responsabilité de l'homme, à la seule condition qu'elles se trouvent sous la garde de celui-ci au moment où le dommage est causé. Ce n'est point à la chose elle-même qu'est rattachée la responsabilité de droit, c'est à la garde dont cette chose est l'occasion (2).

(1) NIBOYET, Cours de droit civil professé à la Faculté de Paris pour la préparation du diplôme d'études supérieures de droit privé, années 1930-1931, p. 376.

(2) D. P., 1930.2.106, et note Josserand.

CHAPITRE II

INTERETS DE LA DISTINCTION

A. — La preuve

Celui qui réclame, en vertu de l'art. 1382 du Code civil, des dommages-intérêts à la personne par la faute de laquelle un dommage a été causé, doit prouver non seulement le préjudice, mais encore la faute de la personne qu'il actionne. L'application de ce principe n'a jamais fait de difficultés pour les dommages causés par le propre fait d'une personne ou par celui des autres personnes dont celle-ci doit répondre. Mais, la règle est-elle également applicable quant il s'agit de déterminer la responsabilité résultant des choses inanimées que l'on a sous sa garde ? En d'autres termes, le paragraphe 1^{er} *in fine* de l'art. 1384 constitue-t-il une dérogation aux principes posés par l'article 1382 ? Nous avons montré dans la partie historique de cet ouvrage que pendant longtemps il a été admis, sans difficulté, que la disposition finale du 1^{er} paragraphe de l'art. 1384, n'était qu'une application de l'art. 1382 : le demandeur en indemnité devait, dans tous les cas, faire la preuve de la

faute, de l'imprudence ou de la négligence de celui à la garde duquel se trouve la chose qui a causé le dommage. Mais depuis que la responsabilité du fait de la chose inanimée est devenue une responsabilité distincte de la responsabilité du fait personnel, la situation est différente : la victime d'un dommage causé par une chose inanimée obtiendra dorénavant une indemnité en établissant simplement l'existence d'un rapport de causalité entre cette chose et le dommage. Elle n'est donc tenue de relever à la charge de son adversaire une faute déterminée qu'il aurait commise. Il est aisé de se rendre compte que cette situation nouvelle présente pour la partie demanderesse un intérêt pratique considérable.

Avant d'entrer dans l'étude détaillée de cette question, il est à remarquer que le législateur n'a pas édicté la responsabilité du propriétaire de la chose, mais bien celle de la personne qui a la chose sous sa garde, ce qui est fort différent. En effet, celui qui garde une chose est tenu, par le fait même qu'il en est constitué le gardien, à prendre toutes les précautions nécessaires pour que cette chose ne nuise pas à autrui ; s'il arrive que, par le fait de cette chose, des tiers soient lésés, il est naturel de penser que ce gardien n'a pas pris les mesures nécessaires, qu'il a commis par conséquent une faute dont il doit répondre. De là une présomption de faute qui pèse sur lui. La loi présume que le dommage aurait pu être évité si le gardien de la chose s'était comporté en homme prudent et diligent. Cette interprétation concorde bien avec l'intention des rédacteurs du Code, qui, ainsi qu'en témoignent les travaux préparatoires, ont considéré la faute comme la condition essentielle des délits et quasi délits. Pourtant les auteurs sont divisés

sur la détermination du fondement de la responsabilité. Mais la Cour de cassation a maintes fois déclaré qu'il s'agit d'une présomption de faute. Il est pourtant très curieux de constater que, malgré cette affirmation, la jurisprudence a construit un système qui ne concorde certainement pas avec la subjectivité de la responsabilité, puisqu'il s'inspire à la fois de la double idée de présomption de faute et de risque. En effet, le gardien ne peut se soustraire à la responsabilité mise à sa charge par l'art. 1384, alinéa 1^{er}, qu'en prouvant la faute de la victime, le cas fortuit ou la force majeure. Il ne serait pas admis à démontrer qu'il n'a point commis de faute, car le texte ne lui réserve pas la preuve contraire ; ce silence prend toute sa signification en rapprochant ce 1^{er} alinéa du 5^e alinéa qui accorde cette preuve aux pères, mères, instituteurs et artisans. On en déduit *a contrario* l'absence de cette preuve contraire lorsqu'il s'agit de la responsabilité des maîtres et commettants ; il est impossible de donner une interprétation différente en ce qui concerne les gardiens de choses dommageables dont la responsabilité se trouve affirmée dans une même disposition.

Les juristes ont autrefois discuté sur le point de savoir si l'art. 1385 du Cod. Civ. établissait une présomption de faute, *juris tantum* qui cèderait devant la preuve de l'absence de faute, où une présomption *juris et de jure*, qui ne cèderait que devant la preuve du cas fortuit ou de la force majeure. Demolombe (1) et Aubry et Rau (2) se prononçaient pour le caractère absolu de la présomption. La Chambre des requêtes, le 23 déc.

(1) t. XXXI, N° 654.

(2) 4^e édition, t. 5, N° 442, texte et notice.

1879 (1), admettait encore la possibilité de la preuve de l'absence de la faute, mais la Chambre civile, dans un arrêt du 27 oct. 1885 (2) déclare que « cette présomption ne peut céder que devant la preuve, soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la partie lésée » (3). C'est ce que décide aujourd'hui et sans aucune exception la jurisprudence pour les dommages causés par les animaux (4).

Il paraissait dès lors bien difficile de décider autrement pour les dommages occasionnés par les choses inanimées dont la loi s'est occupée dans la même disposition, qu'elle a confondu dans une formule unique, indivisible, excluant toute distinction et surtout une distinction arbitraire qui ne pourrait se réclamer d'aucune justification ; pourquoi accorder au gardien d'une machine la preuve contraire qu'on refuse au maître de l'animal ? Une telle différence de situation serait en contradiction avec le texte de l'art. 1384 et avec le bon sens.

Aussi, dans le premier arrêt, dans lequel elle fit application de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, la Cour de cassation obligea-t-elle le gardien à prouver la force majeure ou la faute de la victime (5).

Mais, tout de suite après l'arrêt du 16 Juin 1896, la ju-

(1) S., 1880.1.463.

(2) Civ. Cass., 27 octobre 1885 et Civ., rej., 9 mars 1886, D. P., 86.1.207, (l'expression de cas fortuit est, dans cet arrêt, très certainement synonyme de force majeure).

(3) CAPITANT, les fluctuations de la théorie de la responsabilité du dommage causé par le fait des choses inanimées, D. H., 1927, chronique, P. 49.

(4) V. notamment : Besançon, 20 novembre et 4 déc. 1889, D. P., 90.2.291 ; Req., 1^{er} fév. 1892, D. P., 92.1.501 ; Dijon, 21 juin 1894, D. P., 95.2.48 ; M. et L. MAZEAUD, Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, t. 1^{er}, Paris 1931, p. 777 et s.

(5) V. *infra*, chapitre III consacré à la jurisprudence ; et en outre Trib. Marseille, 29 juil. 1903, S., 1904.2.87 ; Trib. Mayenne, 2 mars 1899.

risprudence s'est montrée réfractaire à cette idée et a accepté par deux arrêts de la Chambre des requêtes (1), que le gardien de la chose qui prouve son absence de faute, ne puisse encourir aucune responsabilité. L'arrêt du 29 avril 1913 est, à ce point de vue, d'une netteté absolue. Il refuse d'admettre la responsabilité de l'exploitant d'un appareil de levage pour dommage causé par la rupture de la chaîne de cet appareil, en constatant qu'il était impossible de prévoir ou d'empêcher cet événement dont la cause restait inconnue. La Cour de cassation ne trouvant pas, sous le fait de la chose, la faute personnelle du gardien, ne donnait aucun recours à la victime. Dès lors, la présomption de faute qui pèse sur le gardien de l'animal devenait plus lourde que celle qui pèse sur le gardien d'une chose inanimée, différence presque inexplicable.

S'il fallait n'accorder à la disposition légale qu'une portée aussi restreinte que celle que la Cour de cassation venait lui reconnaître, elle n'offrirait plus vraiment grand intérêt. Tout serait ramené à un déplacement du fardeau de la preuve en ce qui concerne la démonstration de la faute du gardien ; et ce déplacement n'aurait aucune importance pratique. En effet, il ne faut pas présenter le défendeur d'un procès civil comme gardant une attitude expectative jusqu'au moment où le demandeur a fait la preuve qui lui incombe. Les deux parties, échangeant leurs conclusions, produisent leurs preuves. Le juge ne statue qu'après avoir entendu l'argumentation des deux adversaires. Y a-t-il grand intérêt à obliger le demandeur à prouver la faute du défen-

(1) Req., 30 mars 1897, D. P., 97.1.433 ; et du 29 avril 1913, D. P., 1913.1.427.

deur, plutôt qu'à présumer cette faute, mais permettant au défendeur d'établir qu'il n'a pas commis de faute ? Qui le croirait serait la victime d'une vue bien théorique des choses. Dans l'espèce de l'arrêt de 1913, l'ouvrier blessé trouve-t-il grand avantage à ne pas être obligé de démontrer que la rupture d'une chaîne est due à la faute de l'entrepreneur, si cet entrepreneur peut se contenter de dire : la chaîne était en bon état puisqu'elle n'a aucun vice de construction, donc, je n'ai commis aucune faute.

La véritable utilité de la théorie de la responsabilité du fait des choses, était justement de laisser à la charge du gardien de la chose tous les accidents inexplicables dus à l'état du matériel, ou inhérents à l'exploitation et dont la cause précise reste indéterminée.

Aussi, les accidents causés par les choses inanimées se multipliant, la jurisprudence comprit-elle la nécessité d'accorder à la victime le même traitement de fauteur admis, dès 1885, pour la victime d'un animal. C'est ainsi que la Cour de cassation, après avoir déclaré le gardien irresponsable, tantôt comme ayant établi le cas fortuit, tantôt après avoir relevé qu'il y a faute exclusive de la victime, et le plus souvent, par une formule générale, parlant de cas fortuit et de force majeure, ou y ajoutant toute autre cause étrangère, arriva à partir de 1927 à la formule suivante : « la présomption de faute établie par l'art. 1384, alinéa 1^{er}, du c. civ., à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose mobilière inanimée qui a causé un dommage à autrui, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis

aucune faute ou que la faute du fait dommageable est demeurée inconnue » (1).

Dans l'arrêt du 13 Février 1930 (2), rendu à l'occasion de l'affaire Jeand'heur, les Chambres réunies ont repris la même formule en évitant toutefois d'employer le mot mobilier (3) et en se servant de « la présomption de responsabilité » au lieu de « la présomption de faute ». Cette substitution qui touche, plutôt au fondement de la responsabilité et se trouve par ce fait exclue de notre sujet, fut interprétée de façon différente (4).

En ce qui nous intéresse, la formule définitivement adoptée par la Chambre civile en 1927, et consacrée par les Chambres réunies en 1930 précise que : « la présomption de responsabilité établie par l'art. 1384 à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue ». Essayons donc de déterminer la portée exacte de cette formule.

(1) DEMOGUE, *op. cit.*, T. V, N° 1147 ; MAZEAUD, *op. cit.*, N° 1297, et sous la note N° 10.

(2) V. *infra*, Chap. 2 consacré à la jurisprudence.

(3) La Chambre civile, dans son arrêt du 21 fév. 1927, citait l'art. 1384, alinéa 1^{er}, comme établissant une présomption de faute pour les choses mobilières inanimées, et rappelait par là sa jurisprudence qui écartait l'application de cet article pour les dommages causés par les immeubles. La Chambre des requêtes, par un arrêt du 6 mars 1928 (D. P. 1928.1.97) statuant sur le cas d'un accident causé par un ascenseur, décidait qu'il y avait lieu d'appliquer la présomption de faute. Aussi, les Chambres réunies de la Cour de cassation ont-elles modifié la formule en décidant que la responsabilité du fait des choses entre en jeu pour le dommage causé par les immeubles, comme pour ceux qui sont occasionnés par les meubles. Toutefois, ce point de vue n'est pas admis unanimement. V. notamment, RIPERT, D. P., 1930.1.58 ; CAPITANT, D. H., 1930, chronique, p. 31 ; JOSSERAND, D. P., 1928.1.97.

(4) JOSSERAND, D. H., chronique, p. 25 ; RIPERT, D. P., 1930.1.58 ; CAPITANT, D. H., chronique, 1930, p. 30 ; MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile*, p. 909.

I. — *Le cas fortuit ou la force majeure* (1) : Le gardien est exonéré de sa responsabilité, dit la jurisprudence, s'il prouve le cas fortuit ou la force majeure. Mais les Tribunaux et les auteurs ne semblent pas être en parfait accord sur cette formule (2). La plupart des auteurs, considèrent les mots cas fortuit et force majeure comme synonymes, signifiant indifféremment toute cause étrangère au débiteur. Et les rédacteurs du Code accolent en général les deux expressions ou semblent les employer indifféremment l'une ou l'autre pour exprimer la même idée. D'autres auteurs font une distinction (3) : la force majeure désignerait le fait résultant d'une force étrangère à la personne du défendeur, et le cas fortuit serait un fait interne, un événement anonyme qui se produit à l'intérieur du cercle obligatoire. Donc, la force majeure exige d'abord une condition d'extériorité ; il faut qu'elle soit une cause étrangère plus forte que l'initiative de l'auteur et qu'il y ait défaut de connexité entre le fait dommageable et le milieu où il se produit. La force majeure exige, en second lieu, une condition d'importance : il faut que l'événement soit anormal et imprévisible.

Si l'on admet ce second point de vue nous voyons les auteurs se diviser en deux groupes. Pour les uns, seul le cas de force majeure pourrait exonérer le gardien responsable ; d'après les autres, la démonstration du cas fortuit aurait les mêmes effets. Pour M. Josserand, tandis que l'accident fortuit, qui ne peut être rattaché à aucune cause certaine et précise, qui est le produit spontané de

(1) JOSSERAND, De la Responsabilité du fait des choses inanimées, p. 121.

(2) BETTREMIEUX, *op. cit.*, p. 48 (en note).

(3) FERGEV, Le développement jurisprudentiel de la théorie du risque, thèse, Lille 1927, p. 13.

l'entreprise ou de l'objet dommageable, garde un caractère anonyme, le préjudice dû à la force majeure est dans un rapport direct de causalité avec une force extérieure et toute puissante à laquelle on ne peut évidemment demander de compte, mais qui agit ostensiblement, tels le vent, l'eau, le feu du ciel, le tremblement de terre, la guerre, le brigandage. Si c'est dans cet esprit que les décisions opposent l'un à l'autre le cas fortuit et le cas de force majeure, si elles entendent par là que le défendeur peut dégager sa responsabilité en dénonçant l'événement qui s'est produit à l'intérieur de l'entreprise, qui est dû au fonctionnement, ou même à la seule existence de l'objet dommageable, il est impossible de les suivre sur ce terrain, car le cas fortuit laisse subsister parfaitement intact le fondement de la responsabilité que l'art. 1384 alinéa 1^{er} met à la charge du gardien (1).

C'est en somme un argument qui se rattache à la théorie du risque, d'après laquelle on est responsable du dommage causé par les forces dont on profite, mais semble-t-il par elles seulement. Celui qui profite d'une chose sera donc responsable des dommages causés par les forces contenues dans cette chose, par ces puissances d'explosion, d'inflammation, de propulsion, de bris ; mais non des dommages causés par une force étrangère et seulement transmis par la chose. Par exemple, un incendie s'allume par une cause extérieure dans les marchandises dont je profite ; celles-ci transmettent l'incendie à des marchandises voisines, la théorie du risque attaché au profit ne me rend pas responsable envers le propriétaire, parce que l'incendie n'a pas sa source dans des forces dont je suis bénéficiaire, celles renfermées dans

(1) D. P., 1900.2.291.

la chose. Au contraire, une chaudière éclate, une canalisation de gaz d'éclairage laisse fuir le gaz, une machine à battre met le feu dans un tas de gerbes, un siphon se brise sous la pression du gaz carbonique, des grenades explosent automatiquement : celui qui tirait profit de la chaudière, de la canalisation de gaz, de la batteuse, du siphon, des grenades, ne peut nier que ce soient les forces issues de la chose dont il tirait profit qui se trouvent à l'origine du dommage. La doctrine du risque attaché au profit le rend donc responsable (1).

Il semble que la jurisprudence sous le nom de cas fortuit ou de force majeure, entende la cause étrangère à la chose et ayant seule causé le dommage. Après avoir compris le cas fortuit de façon subjective, comme étant ce que l'homme ne pouvait prévoir, la jurisprudence tend à l'éliminer et à admettre que tout dommage ayant sa source dans la chose, dans sa composition, sa masse, son obéissance aux lois physiques et chimiques de la nature, est un fait de la chose et ne constitue pas par conséquent un cas fortuit (2). Elle a donc tendance à restreindre le domaine du cas fortuit ou de la force majeure ; elle rend l'exonération très difficile pour le gardien en exigeant la preuve d'une cause étrangère très précise.

Il n'est pas douteux qu'il n'y a pas cas fortuit ni force majeure si la chose avait un vice même absolument caché ; et les tribunaux montrant une grande sévérité condamnent le gardien de la chose dommageable même s'il n'y a pas de vice de construction ou d'entretien de la chose.

(1) D. P., 1920.2.369, note M. Savatier ; JOSSERAND, *Droit civil positif français*, t. II, p. 220 et 266.

(2) DEMOGUE, *Traité des obligations en général*, t. V, p. 402.

Le gardien ne doit pas seulement démontrer que sa chose n'est pas la cause de l'accident. La preuve de cas fortuit ou de force majeure qu'il apporte doit être précise. Il ne peut se contenter d'établir que la cause du dommage est restée inconnue. Pour exonérer le gardien, le juge doit, de son côté, s'expliquer, sous peine de voir casser sa décision, d'une manière suffisamment précise sur les circonstances qui peuvent constituer un cas fortuit ou de force majeure ; il faut donc qu'il relève la cause étrangère (1).

II. — *Les clauses étrangères qui ne sont pas imputables au gardien :*

En dehors du cas fortuit ou de la force majeure, la jurisprudence admet que le gardien peut s'exonérer en établissant l'intervention d'autres « causes étrangères qui ne lui sont pas imputables ». Que signifie exactement cette expression ? Elle vise la faute de la victime ou d'un tiers (2).

a) Faute de la victime : Le gardien de la chose domageable doit être libéré si le préjudice est dû exclusivement à la faute de la victime. Dans ce cas, l'initiative du gardien passe au second plan pour ne laisser apparaître que celle de la victime. La jurisprudence a maintes fois fait application de ce principe. L'enfant qui est blessé par un pied de chèvre dont se servaient les ouvriers pour placer des tuyaux dans une tranchée de canalisation, ne peut demander des dommages-intérêts, alors que l'accident a eu lieu dans un chantier privé où il n'aurait pas dû se trouver (3).

(1) Civ., 28 novembre 1904, D. P., 1905, I. 253.

(2) LALOU, La Responsabilité civile, Paris, 1^{re} édition, 1928.

(3) Dijon, 22 janvier 1907, D. P., 1910, 232. Pour d'autres décisions dans cet ordre d'idées : Req., 8 octobre 1924, D. H., 1924, 636 ; Req., 10 juillet 1923, S. 1926.1.297.

Cependant, la Chambre des requêtes, dans un arrêt du 24 novembre 1924 (1) a décidé contrairement à la solution reçue jusqu'alors, que la preuve de la faute de la victime n'écarte pas la responsabilité du gardien de la chose, à la charge duquel aucune faute n'est prouvée. Elle a seulement pour effet de l'atténuer : il y a faute commune, constituée par la combinaison d'une faute prouvée et d'une faute présumée.

Dans l'espèce, une domestique, seule dans la maison, ayant vu tomber le lustre au gaz du salon, avait obstrué simplement à l'aide d'un bouchon l'orifice du tuyau rompu, puis avait commis l'imprudence d'entrer dans la pièce avec une bougie allumée. Une explosion s'étant produite qui l'avait blessée, la Cour a décidé que son imprudence reconnue comme cause directe de l'accident, n'empêchait pas de laisser une partie de leur responsabilité à la charge des patrons, gardiens de la chose, qui ne prouvent ni un cas fortuit ni la force majeure.

Cette décision méconnaît complètement le sens et la portée de la preuve d'une cause étrangère ou de la faute de la victime. Sans doute, la faute de la victime n'empêche pas que l'accident ne se fut pas produit si les patrons n'avaient pas eu de lustre au gaz ; il en résulte en même temps nécessairement qu'il faut que les patrons n'aient pas négligé de surveiller leur lustre. Mais à ce compte, le cas de force majeure le plus caractérisée ne ferait pas disparaître la responsabilité du gardien de la chose qui a causé le dommage. Son existence n'établit pas que celui-ci n'ait pas été imprudent ou négligent. Si l'on admet qu'elle écarte la responsabilité, c'est parce

(1) D. P., 1925.1.12.

qu'elle entraîne une certitude suffisante que l'accident n'est pas dû à une faute du gardien. Or, une faute de la victime a le même effet.

A cet arrêt s'en oppose un autre, de la même Chambre des requêtes (1). Celle-ci déclare, dans une espèce où un ouvrier avait été enlevé par un câble métallique dont il s'était imprudemment approché, que l'imprudence de la victime suffit à écarter, à l'égard du gardien du câble le jeu de l'article 1384, du moment qu'il n'est pas établi que le câble ait été en mauvais état. On saisit toute la différence entre cet arrêt et celui du 25 novembre 1924. Alors que ce dernier, une fois la faute de la victime constatée, laisse encore au gardien l'obligation de prouver que lui-même n'en a point commis d'autre ; l'arrêt du 10 juillet 1923, au contraire, déclare que la faute de la victime suffit à exonérer le gardien tant que la première n'établit pas que le second a lui-même été fautif.

De ces deux solutions opposées, M. le Professeur Ripert, semble admettre la première, quand il dit « au cas de la faute de la victime, on a soutenu qu'il ne pouvait y avoir lieu à l'application de l'art. 1384, car la preuve était faite que l'accident était dû à une cause étrangère au gardien de la chose. Mais la jurisprudence décide avec raison que la faute de la victime peut simplement diminuer le montant des dommages-intérêts auxquels elle a droit. Cette jurisprudence se justifie parfaitement étant donné que le fondement donné à l'article 1384, la faute de la victime ne supprime pas nécessairement la faute présumée du gardien de la chose. Il peut y avoir et il y a souvent, dans un accident, faute commune de l'auteur

(1) Req., 10 juillet 1923, S., 1926.1.297.

et de la victime. Le concours de ces fautes doit faire admettre un partage de la responsabilité » (1). Pour M. Capitant, au contraire, s'il y a présomption, logiquement celle-ci doit tomber du moment qu'il est démontré qu'il y a une faute de la victime. Il n'y a plus alors de raison, en effet, pour maintenir la présomption contre le défendeur. Sans doute, il se peut que lui aussi ait commis une imprudence ou une négligence, mais ce sera à l'adversaire à le démontrer ; on retombe sous l'empire de l'article 1382.

M. le Professeur Savatier est de l'avis de M. Capitant. « Qu'on fonde la solution, dit-il, sur le risque, sur une présomption légale de faute, ou sur la combinaison de l'une et de l'autre, la responsabilité du fait des choses, prévue par l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384, nous apparaît nettement comme une responsabilité subsidiaire, qu'il convient de faire jouer qu'à défaut d'une responsabilité fondée sur une faute prouvée... la faute d'un tiers ou celle de la victime suffit à écarter l'art. 1384 et à ramener au droit commun. Le gardien n'encourt plus de responsabilité que s'il est établi qu'il a manqué de vigilance » (2).

Il est naturel d'admettre, que si le dommage a pour cause, pour partie seulement, la faute de la victime, la responsabilité soit partagée entre elle et le gardien de la chose ; car la faute de la victime influe aussi sur son droit à réparation dans la mesure où elle a été la cause du dommage.

La jurisprudence tient même compte d'une acceptation de risque par la victime ; mais le seul fait de la vic-

(1) D. P., 1927.1.99.

(2) D. P., 1927.1.146. V. également note Hubert S., 1926.1.131. Si une clause d'irresponsabilité peut faire ou non échec à la présomption de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, V. LALOU, La Responsabilité civile, 1^{re} édition, p. 321.

time, ne suffit pas, il faut de sa part un fait impliquant acceptation éventuelle des risques (1).

b) La faute d'un tiers (2) : si le dommage causé est exclusivement dû à la faute d'une tierce personne, et non à la chose, le gardien peut décliner la présomption qui pèse sur lui. C'est ainsi que la Cour de Nancy (3) avait jugé que la responsabilité de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, ne saurait être invoquée contre un maître de maison qui, croyant donner de la bière à son hôte, avait servi un liquide caustique, parce que la bouteille contenant cette substance, avait été déposée par une personne étrangère, à l'insu des habitants de la maison, parmi des bouteilles de bière dont elle ne se distinguait par aucun signe extérieur appréciable. L'espèce étant délicate, il nous suffit de retenir que la Cour de Nancy, voyant dans le seul fait du tiers la cause du dommage, a écarté, pour cet unique motif, la responsabilité du gardien de la chose.

Si la faute du tiers n'est pas la cause exclusive du préjudice, la responsabilité sera partagée entre le tiers et le gardien de la chose. C'est ce que a décidé la Cour de Lyon (4) dans une instance en dommages-intérêts formée par les victimes d'une explosion de gaz ; elle a retenu à la fois la responsabilité du locataire, gardien de la canalisation qui avait produit la fuite de gaz et celle de l'ouvrier de la Compagnie d'éclairage qui avait par son imprudence provoqué l'explosion.

(1) DEMOGUE, *op. cit.*, t. V, p. 400.

(2) D. P., 1925.2.31, note Roger.

(3) Nancy, 9 juin 1905. D. P., 1906.5.7.

(4) Lyon, 12 décembre 1902, D. P., 1907.1.177.

**B. — Le fait personnel et le fait des choses inanimées
procèdent de causes juridiques différentes**

La distinction du fait personnel et du fait des choses inanimées présente d'autres intérêts, non moins importants que les précédents. En effet, la Cour de cassation a maintes fois déclaré que l'action basée sur l'art. 1382 (fait personnel) et celle qui résulte de l'art. 1384 (fait des choses inanimées) si elles poursuivent le même objet, procèdent de causes juridiques différentes (1).

De cette formule découle, la discussion sur le fondement de la responsabilité mise de côté, les conséquences suivantes d'une grande importance.

a. — Mise en mouvement de l'action — Compétence (2)

Chaque fait est soumis à un texte spécial. Le fait personnel est régi par les articles 1382 et 1383, tandis que le fait de la chose inanimée est soumis à l'article 1384, alinéa 1.

Le premier de ces faits, n'engendre pas seulement la responsabilité civile de leur auteur. Il peut les rendre en outre passibles des peines criminelles, correctionnelles et de simple police. Il est intéressant de remarquer que seuls les faits personnels peuvent constituer les infractions pénales.

La victime d'un délit uniquement civil ne peut demander justice qu'aux juridictions civiles. Elle est donc obligée de porter sa demande devant les tribunaux civils chaque fois qu'il s'agit de la réparation d'un préjudice résultant uniquement du fait de la chose inani-

(1) Req., 9 juin 1928, D. P., 1928.1.153, et note Savatier ; S., 192.1.17 ; 16 juillet 1928, D. P. 1929.1.33, note Savatier. V. également J. Loup, La Responsabilité des accidents causés par les automobiles, Paris, Dalloz, 1932, p. 117 et s.

(2) J. Loup, *op. cit.*, p. 19.

mée (1) ; mais, si le fait est personnel relevant également du droit criminel, la victime peut, à son choix, porter son action soit devant le tribunal répressif, et dans ce cas elle bénéficiera de la rapidité de la procédure (2), soit devant le tribunal civil. Au cas où elle mettrait son action en mouvement devant les deux juridictions, le tribunal civil devrait surseoir à statuer jusqu'à la décision des juges criminels.

Or, dans l'exploit introductif d'instance, tout demandeur doit faire connaître d'une manière précise et définitive, non seulement l'objet du procès, mais les moyens présentés à l'appui, c'est-à-dire sur quelle qualité, sur quel titre, sur quel motif et sur quel texte de loi il fonde son action. L'énoncé dans l'assignation de l'article dont le demandeur entend se prévaloir est une mention essentielle de l'acte parce qu'il peut seul circonscrire le débat *ab initio* et mettre le défendeur à même de répondre. Suivant l'expression consacrée, il « lie » le débat. D'où la nécessité pour la victime de spécifier la nature du fait qui lui a causé un préjudice et l'article en vertu duquel elle prétend à une réparation (3).

b. — *Les juges du fond ne peuvent modifier d'office ni l'objet, ni la cause de la demande et doivent statuer dans les limites fixées par les conclusions des parties* (4)

Chacun sait que les juges ne doivent point statuer *extra petita*. L'article 480-3° c. proc. civ. ne veut pas que les juges prononcent sur des choses non demandées.

(1) H. PRUDHOMME, La Responsabilité de l'automobiliste, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1925, p. 226.

(2) GLASSON et TISSIER, *Procédure civile*, 3^e édition, t. I, Sirey, 1925, p. 427 et s.

(3) VITRY, La Détermination du fait de l'homme, du fait de l'animal et du fait de la chose, thèse, Rennes 1922, p. 39 ; TAUZIN, un exemple de « Socialisme juridique » en matière de responsabilité du fait des choses, thèse, Paris 1929, p. 161.

(4) *Civil* 29 juillet 1926, *Gaz. Trib.*, 23 novembre 1926.

Ils enfreignent cette prohibition, non seulement s'ils accordent ce qu'on ne demandait pas, mais encore si pour accorder ce qu'on demandait, ils se fondent sur une cause non déduite en justice, par exemple, s'ils ordonnent la restitution, à titre de dépôt, d'une chose dont la délivrance avait été réclamée en vertu d'une vente. La décision peut ainsi sans changer l'objet de la demande, être *extra petita* par la cause. Mais, quand le tribunal ne change pas la cause des prétentions élevées devant lui, il peut en justifier par des moyens dont les parties n'ont pas usé ; autant il est lié d'un côté, autant il demeure libre de l'autre.

Or, le tribunal statue *extra petita*, selon la Cour de cassation, lorsque, saisi d'une action qui se fonde sur la faute du défendeur, il ne relève, à sa charge ni imprudence ni maladresse, ni inobservation des règlements, et le condamne néanmoins, comme ayant encouru une responsabilité dont les conclusions ne disaient mot, celle que la garde de la chose entraîne, indépendamment de toute faute démontrée. De là résultent les conséquences suivantes : le tribunal, auquel on demandera la condamnation d'une personne en raison de sa chose dommageable, aura soin, pour mettre son jugement à l'abri des attaques, de ne pas appliquer l'article 1384, si la victime ou ses ayants droit ne s'y sont expressément référés ou tout au moins ne l'ont virtuellement compris dans des conclusions qui ne spécifiaient aucun texte de loi et laissaient ainsi le champ libre aux juges, comme aux plaideurs ; de son côté, l'ayant cause de la victime d'un accident mortel qui, dans sa demande en dommages-intérêts contre le gardien de la chose inanimée, s'est borné à offrir la

preuve de fautes que le défendeur aurait commises, en invoquant les articles 1382 et 1383 c. civ., ne saurait reprocher à l'arrêt qui l'a débouté, en raison de l'absence de toute faute imputable au défendeur, d'avoir méconnu, en intervertissant l'ordre de la preuve, la disposition de l'article 1384.

Voir dans cela, comme le fait la jurisprudence, une cause nouvelle et non un moyen nouveau ne paraît pas satisfaire M. Chavegrin qui fait le raisonnement suivant : si, dit-il, deux personnes, blessées par deux automobiles différentes, poursuivent séparément devant le même tribunal la réparation du dommage sans pouvoir, ni l'une ni l'autre, prouver la faute de l'adversaire, qui de son côté ne démontre aucun fait positif d'exonération, cette similitude de circonstances doit entraîner similitude de jugement. Le tribunal saisi des deux affaires doit juger celle-ci comme celle-là, débouter par suite les deux demandeurs, s'il estime que, n'ayant pas établi la faute de la partie adverse, ils n'ont droit à rien (art. 1382), ou au contraire condamner les défendeurs, s'il croit applicable la présomption de faute de l'article 1384, alinéa 1^{er} ; on n'imagine guère que deux procès si pareils se terminent différemment. Cette anomalie est pourtant à craindre, poursuit M. Chavegrin, avec la manière de voir de la Cour de cassation sur *l'extra petita*. Lorsque les conclusions font mention expresse de l'article 1384, alinéa 1, dans une des instances, et se réfèrent exclusivement à l'article 1382, dans l'autre, le juge ne peut suivre ; pour cette dernière, la règle de responsabilité rigoureuse qu'il lui est permis d'appliquer à la première. Le sort des plaideurs dépend ainsi d'un détail : il varie selon que les rédacteurs des conclusions y ont mis ou non un numéro d'article.

Cette objection de M. Chavegrin ne nous paraît pourtant pas convaincante. Il est vrai qu'il s'agit, dans les deux accidents d'automobiles, que M. Chavegrin a pris comme exemple, de deux procès semblables. Mais les faits qui les ont produits ne sont nullement identiques, tout au moins aux yeux des parties demanderesses ; car, si l'une a invoqué l'article 1384 et bénéficié, à ce titre, de la présomption de ce texte, c'est parce qu'elle a vu que l'accident lui est arrivé par le fait de la chose ; tandis que l'autre a eu la conviction qu'il s'agissait dans le même accident du fait de la personne qui conduisait la voiture. Or, ces deux faits sont soumis, de par la loi, à des textes différents, dont chacun est régi par des conditions propres. La loi n'est pas douée de pouvoir de vision. Elle ne peut voir les circonstances dans lesquelles un accident arrive. Elle ne peut mettre entre les mains de la victime que des éléments nécessaires pour mieux défendre son droit ; c'est à celle-ci qu'il incombe d'être prudente et clairvoyante. Si elle se trompe, si elle voit autrement qu'il ne fallait, elle doit supporter les conséquences de son ignorance.

Par conséquent, la Cour de cassation considère avec raison que le juge du fond statue *extra petita*, chaque fois qu'il modifie la cause de la demande à lui soumise, en invoquant l'article 1384, sur lequel les parties n'étaient pas mises en demeure de s'expliquer.

c. — *Le demandeur ne pourra pas invoquer pour la première fois - en appel l'article 1384. ; car cela équivaldrait à une demande nouvelle (1).*

Pour apprécier la valeur de cette règle, il est nécessaire de rappeler d'abord, très brièvement, quelques notions

(1) Civ., 24 mai 1927, Gaz. Pal., 4 juillet 1927, D. P., 1928.1.128 ; Req., 23 novembre 1927, D. P., 1928.1.121, note Besson ; LALOU, La Responsabilité civile, 1928, 1^{re} édition, p. 318.

sur la distinction des demandes nouvelles et des moyens nouveaux.

L'article 464 c. proc. civ. interdit de former, en appel, des demandes nouvelles ; mais la contre-partie de cette prohibition est la possibilité d'invoquer pour la première fois en appel des moyens nouveaux. Et d'autre part, d'après l'article 1351 c. civ., relatif à l'autorité de la chose jugée, cette autorité peut être invoquée toutes les fois qu'on est en présence d'un moyen nouveau ; elle ne peut l'être lorsqu'il s'agit d'une demande nouvelle. Ainsi la détermination des éléments constitutifs de la chose jugée permet de distinguer les demandes nouvelles et les moyens nouveaux.

Une demande est nouvelle et ne peut par conséquent être reçue en appel lorsqu'elle diffère de la demande primitive par son objet, par les parties ou par sa cause (2).

M. A. Besson, définissant la cause, d'après Aubry et Rau, « le fait juridique qui forme le fondement direct et immédiat du droit revendiqué », voit dans les articles 1382-83 et 1384, alinéa 1^{er}, les mêmes fondements ou les mêmes causes, c'est-à-dire la réparation du préjudice souffert ; il soutient que le mécanisme de ce dernier article s'analyse en définitive en un renversement de la charge de la preuve. Cela ne touche, pour lui, aucunement au fondement du droit, à la source de l'action, à la cause de la demande : par rapport à l'article 1382, il s'agit par excellence d'un moyen nouveau ; il est en effet admis en doctrine et en jurisprudence que le de-

(2) GLASSON et TISSIER, *op. cit.*, t. 1, N° 189.

mandeur peut apporter en appel une preuve qu'il n'avait pas proposée en première instance, comme il peut produire des pièces nouvelles ou des titres nouveaux pour justifier sa demande. Le fait juridique qui donne naissance à l'action de la victime étant l'accident lui-même, elle pourrait en appel, se prévaloir pour la première fois de l'article 1384, et par là, ne touchant pas à la cause de sa demande, elle invoquerait seulement un texte qui touche à l'ordre des preuves.

Pour M. le Professeur Savatier, au contraire, au point de vue de la chose jugée, comme au point de vue de l'influence de l'action publique sur l'action civile, il convient d'appuyer la jurisprudence qui voit une différence de cause entre l'action de l'art. 1384 et celle de l'art. 1382.

A ceux qui nient cette dualité de cause, la réponse à leur faire dépend, dit M. Savatier, d'une question très générale qui est la suivante : où s'arrêtent les questions de preuve avant de se métamorphoser en question de fond ? Quelle est la différence entre un droit concernant la preuve et un droit tout court ? Quand faut-il ne voir dans une présomption ou une fin de non recevoir qu'une simple règle de preuve, et quand faut-il y prouver une véritable règle de fond ? Pour comprendre l'importance de cette question, écrit l'éminent professeur, il suffit de se rappeler que presque toutes les dispositions d'une loi codifiée ne constituent que des présomptions ou des fins de non recevoir légales. Pour ne citer que quelques exemples, les incapacités du mineur, de l'interdit ou du faible d'esprit, ne sont que des présomptions légales préjugant une lacune dans le consentement de l'incapable. La prescription n'est qu'une présomption de conformité du droit au fait. C'est par couches successives de présomptions,

destinées à appliquer un fond primitif de règles très simples que s'est construit tout le droit des peuples civilisés. Or, il advient un moment où la plupart de ces présomptions acquièrent une force et une individualité telles qu'elles cessent de pouvoir être considérées comme de simples règles de preuve. Elles se classent à ce moment comme règles de fond, dans l'application desquelles pourront d'ailleurs se former ensuite de nouvelles couches de présomption légales. Or, ce moment précis où une présomption passe de simple règle de preuve au rang de règle de fond est précisément celui où elle va constituer, pour une demande en justice, une cause nouvelle.

En conséquence de cette opinion qui a prévalu, si les actions basées sur les articles 1382 et 1384 poursuivent le même objet, elles procèdent, comme le décide la jurisprudence, des causes juridiques différentes. La victime ne peut invoquer, si elle avait fondé son action devant la juridiction de première instance, uniquement sur l'article 1382, pour la première fois en appel l'article 1384 (1).

d. — *Autorité de la chose jugée au criminel sur le civil*

Quelle est donc l'influence d'un acquittement prononcé, pour le délit d'imprudence, par le juge répressif, au regard d'une action en dommages-intérêts poursuivie contre le même agent ?

Les termes des articles 319, 320 c. pén. sont tellement compréhensifs, tellement généraux qu'il est mal aisé d'imaginer des hypothèses dans lesquelles l'homicide, les blessures, les coups involontaires ne seraient pas punissables ; il faut supposer un accident purement casuel, fortuit, dont les causes ne tiennent à aucune négli-

(1) Outre les décisions de la Cour de cassation, V. Lyon, 11 juillet 1925, Rec. des sommaires, 1926, N° 966 ; Paris, 19 mars 1926, Recueil des Assurances, 1926, p. 167.

gence, à aucune imprudence. La faute d'ailleurs consiste non seulement dans un fait positif, mais encore dans toute abstention, omission ou inaction. Il y a responsabilité pénale par cela seul que la prévoyance, les soins, la diligence auraient pu empêcher l'accident, sans qu'il y ait à rechercher comment l'agent se comporte dans sa conduite habituelle, dans la gestion de ses propres affaires.

Cependant, il était généralement admis que la faute prévue par les art. 319 et 320 c. pén. devait avoir une certaine gravité, qu'elle se distinguait ainsi de la faute civile (1), que le juge répressif n'examinant les faits qu'au point de vue de la peine, la faute pénale pouvait être écartée et laisser cependant subsister une faute plus légère, ayant le caractère de faute civile et ne donnant lieu qu'à des dommages-intérêts (2).

Il résultait de cette doctrine que l'autorité de la chose jugée par la juridiction répressive ne s'imposait pas à la juridiction civile, à moins que le jugement n'eût lié le fait lui-même et la participation du prévenu à ce fait, à moins que, mais il y avait dissidence sur ce point, le jugement eût affirmé en une formule absolue l'absence de toute faute, de toute imprudence.

Mais, la question a changé d'aspect par suite de l'évolution des institutions répressives, la fusion réalisée entre la faute correctionnelle et la faute civile, si contraire qu'elle soit peut-être au principe primitivement admis par les auteurs du code pénal. Tant que les délits d'im-

(1) V. pour l'historique de la dualité de la faute civile et de la faute pénale. LOUP, *op. cit.*, p. 23 et s.

(2) MARCADÉ, *Explications théoriques et pratiques du Code civil*, 8^e édition, t. V., N^o 223 ; GRIOLET, D. P., 69.1.170, 2^e colonne, cités dans la note D. P., 1915.1.17, signée L. S.

prudence ont été, comme dans le jeu primitif du code, l'objet de pénalités rigides et redoutables, il eut certainement paru injuste aux magistrats de réprimer si sévèrement les fautes extrêmement légères. Ils se refusaient donc à croire que la *culpa levissima*, bonne sans doute à fonder une responsabilité civile, pût de plus faire peser sur son auteur toute la rigueur de la loi pénale. Mais comment garderaient-ils ce scrupule à une époque où des réformes successives leur ont permis de faire descendre jusqu'à un franc d'amende avec sursis la peine de l'homicide par imprudence ? la sanction pénale apparaît alors moins lourde que la sanction civile. Les magistrats ne sont plus guère portés à croire, en l'absence de définitions légales, qu'elle exige une imprudence dépassant en gravité l'imprudence civile.

Or, depuis un arrêt du 18 décembre 1912 (1), la Cour de cassation a franchement abandonné cette idée de la distinction entre deux imprudences prétendument séparées par leur gravité respective, l'une, l'imprudence civile des art. 1382-1383, c. civ., l'autre l'imprudence pénale des art. 319 et 320 c. pén.

Et dès lors, la faute pénale comprend tous les éléments de la faute civile. Le juge pénal n'a pu tenir compte du peu de gravité de la faute ; si légère soit-elle, la faute devait entraîner une pénalité ; la faute tout entière, sous tous ses aspects, dans tous ses effets, a été déduite en justice, envisagée à tous les points de vue par le juge pénal. Dès lors, en cas d'acquittal, le fait qui a servi de base à la poursuite, ne peut être repris comme quasi-délit ; il ne peut être retenu à ce titre par le juge

(1) D. P., 1915.1.17, et la note L. S.

civil ; celui-ci étant compétent, le juge criminel ayant enlevé au fait tout caractère dommageable.

Toutefois, il ne fallait nullement en conclure que tout acquittement eut pour conséquence, avec la jurisprudence nouvelle, d'épargner nécessairement à son bénéficiaire la moindre condamnation à des dommages-intérêts. Cela dépend des motifs de cet acquittement.

L'autorité du jugement repressif se limite aux faits qu'il déclare, relativement à l'inculpation, soit prouvés, soit non établis. Le juge civil ne peut plus, soit nier le premier, soit admettre le second. Mais, ces faits déterminés mis à part, rien ne s'oppose à la libre recherche (1).

Il est certain qu'en principe l'acquittement n'empêche pas le jeu de l'art. 1384. La décision qui le prononce repose sur cette idée qu'aucune imprudence ne peut être prouvée ; et l'impossibilité de cette preuve est considérée comme définitivement acquise même au civil. Mais précisément, le but assigné à l'art. 1384, quand le dommage résulte du fait d'une chose inanimée, est de dispenser la victime de cette preuve, de sorte que l'acquittement correctionnel laisse intacte la responsabilité du gardien du fait de sa chose (2).

Seulement, il n'en est ainsi que lorsque l'acquittement est motivé seulement sur l'absence de faute établie. Or, il peut constater plus. Fréquemment, le tribunal correctionnel, non content de dire qu'aucune faute n'est établie à la charge du prévenu, ajoute que la cause essentielle de l'accident se trouve ailleurs, soit dans une faute de la victime ou d'un tiers, soit dans un autre événe-

(2) P. HÉBRAUD, L'Autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, cité par Savatier, D. P., 1930.1.41.

(1) Paris, 26 juil. 1926, Rec. Gaz. Pal., 1926.2.629 ; RIPERT, note D. P. 1925.1.6, col. 2.

ment déterminé (cas de force majeure par exemple). Dans ce cas, l'application même de l'art. 1384 serait tout naturellement écartée (1).

e. — *Autorité de la chose jugée au civil sur le civil*

Nous avons vu que l'art. 1351 c. civ., relatif à l'autorité de la chose jugée, permet d'invoquer cette autorité toutes les fois qu'on est en présence d'un moyen nouveau ; elle ne peut l'être lorsqu'il s'agit d'une demande nouvelle. Nous avons, en outre, signalé qu'une demande est nouvelle lorsqu'elle diffère de la demande précédente par son objet, par les parties ou par sa cause.

Supposons que la seconde demande, tout en ayant le même objet et les mêmes parties que la demande précédente, devienne par le changement de la cause une demande nouvelle.

C'est dans un cas de ce type (que l'on justifie la règle de l'autorité de la chose jugée, soit par l'impossibilité d'admettre deux décisions contradictoires, soit par une idée plus large qui attribue à la loi la volonté de limiter le nombre des procès et de n'en pas permettre le renouvellement indéfini sur des faits voisins, successivement mis en réserve, puis relevés par le demandeur), que la jurisprudence décide que les actions accordées par les art. 1382 et 1384, si elles poursuivent le même objet, procèdent néanmoins de causes juridiques différentes ; et elle permet, par conséquent d'invoquer respectivement ces deux articles. En d'autres termes, la Cour de cassation ne voit pas là des moyens nouveaux, mais une demande nouvelle.

(1) Paris, 10 juin 1925, D. H., 1925, 521 ; D. P., 1930.1.43-44, colonne 2 note Savatier.

Et alors, malgré les fluctuations de la jurisprudence sur l'alinéa 1^{er} de l'art 1384, nous ne voyons pas comment on peut nier, en toute impartialité, l'élément de risque qui y est contenu et qui donne à cet article un caractère absolument autonome.

f. — *La nature du fait dommageable désigne la personne civilement responsable.*

Nous n'avons examiné jusqu'à présent que le cas dans lequel une seule personne, le gardien, pouvait être condamnée à une réparation. Or, il peut arriver que les diverses activités dont nous sommes entourés aient contribué à causer le préjudice. Il arrive souvent que l'auteur direct du dommage soit, non pas le gardien lui-même, mais son préposé. Dans ce cas des difficultés particulières surgissent tenant à la combinaison de la responsabilité du fait des choses et de la responsabilité du fait d'autrui.

Prenons par exemple le cas d'un chauffeur d'automobile, préposé du propriétaire ou gardien, qui a renversé et blessé quelque passant. La victime a, dans ce cas, le choix entre plusieurs partis : elle peut, d'abord actionner le chauffeur en vertu des art. 1382-1383 c. civ. ; elle peut, en second lieu, s'adresser au commettant en invoquant l'alinéa III de l'art. 1384. Qu'elle prenne l'un ou l'autre parti, la victime est obligée de prouver dans ces deux cas, la faute du chauffeur. Mais, elle préférera presque toujours invoquer l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384 ; et si le gardien est condamné en cette qualité, c'est-à-dire en raison du fait de sa chose, il ne pourra avoir aucun recours vis-à-vis de son préposé. Au contraire une condamnation prononcée contre le commettant en vertu du paragraphe III du même texte

lui laissera la possibilité d'être indemnisé, puisqu'il s'agit là d'un fait personnel de son employé.

C'est donc, suivant la catégorie dans laquelle on rangera l'accident (fait personnel ou fait de la chose inanimée), telle ou telle personne qui en supportera définitivement les conséquences.

g. — *Les deux faits se prescrivent suivant des règles différentes (1).*

L'action en dommages-intérêts fondée sur l'art. 1382 c. civ. se prescrit par le même délai que l'action publique à laquelle auraient pu donner lieu les faits dommageables. On sait que l'action publique se prescrit par 10 ans, s'il s'agit d'un crime ; par trois ans s'il s'agit d'un délit ; par un an s'il s'agit d'une contravention (2). Cependant la prescription de l'action publique ne paralyse en rien une action en dommages-intérêts fondée sur l'art. 1384 alinéa 1 ; celle-ci demeure soumise à la prescription de trente ans (3).

(1) Req., 9 juin 1928, D. P., 1928.1.153 ; V. NIBOYET, *op. cit.*, p. 405.

(2) Art. 637, c. instr. crim.

(3) Art. 2262, c. civ.

CHAPITRE III

JURISPRUDENCE

SECTION I

VICE INHERENT DE LA CHOSE

A. — Application

Le 4 juin 1891 la machine d'un remorqueur à vapeur appartenant à X et Y, faisait explosion et le sieur T, son mécanicien atteint mourait le soir même des suites de ses blessures. La veuve T. assigna devant le Tribunal civil de la Seine les propriétaires du remorqueur en payement de dommages-intérêts, et par jugement du 1^{er} juillet 1893, le Tribunal rejeta sa demande, la veuve T. n'ayant pu établir la faute des défendeurs. Sur l'appel de la demanderesse, la Cour de Paris réforma ce jugement par arrêt du 18 mai 1893 et déclara les propriétaires du remorqueur responsables de l'accident. La Cour fondait sa décision sur deux motifs. Le premier

était tiré de l'art. 1160 c. civ. et des principes de la responsabilité contractuelle ; elle s'appuyait subsidiairement, sur un deuxième motif tiré de l'art. 1386 c. civil.

Saisie d'un pourvoi contre cet arrêt, la Chambre civile de la Cour de cassation le rejeta, malgré les conclusions contraires de M. l'avocat général Sarrut, rattachant exclusivement sa décision à la disposition de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, du code civil. « Attendu que, disait-elle dans son arrêt du 16 juin 1896, l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion du remorqueur à vapeur qui a causé la mort de T est due à *un vice de construction* ; qu'aux termes de l'art. 1384 c. civ., cette constatation, qui exclue le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité des propriétaires du remorqueur, sans qu'ils puissent s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé ; d'où il suit qu'en condamnant les propriétaires du remorqueur à payer les dommages-intérêts à la veuve et aux enfants de T, ledit arrêt, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des art. visés au pourvoi » (1).

Peu après un nouvel arrêt de la Cour de cassation, Chambre des requêtes, du 30 mars 1897 (2), est intervenu à l'occasion d'une espèce identique, avec cette différence seulement qu'on n'avait relevé aucun vice de construction.

Dans l'espèce, une explosion s'était produite dans le foyer de la chaudière de M. et le chauffeur atteint était mort le lendemain. Sa veuve intenta contre la Com-

(1) D. P., 97.1.433, note Saleilles ; S. 97.1.17, note Esmein.

(2) Req., D. P., 97.1.433 ; S., 98.1.65, note Esmein

pagnie Transatlantique devant le Tribunal de Marseille une action en responsabilité fondée sur les articles 1382-1383 et 1384. Le Tribunal après avoir relevé que les foyers et chaudières du M. étaient construits conformément aux règles de l'art, rejeta la demande en constatant qu'il était absolument impossible de déterminer la cause de l'accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits qui tiennent à l'imperfection des connaissances actuelles de l'homme relatives à l'action des forces de la nature.

La Cour d'Aix saisie d'un appel contre ce jugement, motivé surtout sur l'art. 1384, alinéa 1^{er}, confirma le 19 juillet 1895 la décision des premiers juges.

Un pourvoi en cassation fut alors formé par la veuve de la victime pour la violation des articles 1382, 1383, 1384 et 1386. Elle soutenait spécialement qu'aux termes de l'article 1384 elle n'avait aucune preuve à fournir et que la Compagnie Transatlantique devait établir, pour se libérer, le cas fortuit ou la force majeure. La Chambre des requêtes rejeta le pourvoi par les motifs suivants : « attendu que l'arrêt attaqué constate que l'accident a donné lieu à deux enquêtes... ; qu'il en résulte que les foyers et chaudières du M. étaient construits conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien, qu'il est absolument impossible de déterminer la cause de l'accident, qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits... ; qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a sainement appliqué les articles invoqués du c. civ. ; Par ces motifs, rejette... »

Cet arrêt considéré dans la rigueur de ses termes se borne à écarter la responsabilité du défendeur par cet

unique motif qu'il est constant, en fait, que l'accident est la conséquence d'un cas fortuit.

Le rapprochement des deux arrêts de la Cour de cassation a donné lieu aux interprétations les plus variées. On s'est demandé notamment si la Chambre civile, en constatant le vice de construction, n'avait pas entendu par là rattacher la responsabilité des propriétaires du remorqueur à ce texte, bien qu'elle n'eut pas visé l'art. 1386.

On a même remarqué que l'arrêt de la Chambre des requêtes qui mettait le propriétaire hors de cause avait pris soin de noter le bon état des foyers et chaudières ; d'où l'on pourrait conclure que les deux chambres de la Cour de cassation entendaient en réalité faire reposer ici la responsabilité sur l'art. 1386, ou du moins sur l'art. 1384 combiné avec l'art. 1386 et exiger du demandeur la preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction. Cette preuve faite dans l'espèce soumise à la Chambre civile, la responsabilité s'en suivait ; elle devait, au contraire, être écartée dans l'espèce jugée par la Chambre des requêtes, *la preuve du vice de construction n'étant pas rapportée.*

Dans une espèce différente, par suite de la rupture d'une chaîne au cours du déchargement d'une péniche, le Tribunal de Commerce de la Seine a rendu, le 12 mai 1910 (1) son jugement dans les termes suivants : «... attendu qu'il appert des débats, des documents soumis et de l'instruction ordonnée, que le maillon de la chaîne qui s'est rompu ne présente aucun défaut particulier au métal ; que l'analyse chimique non plus que l'examen microscopique ne révèle sa mauvaise qua-

(1) D. P., 1913.1.427.

lité ; ...qu'ainsi, en l'espèce, la preuve du cas fortuit doit être considérée comme acquise par le fait seul que le défendeur apporte la justification qu'aucune défectuosité n'existait dans la chaîne employée par lui..., que la demande est mal fondée et doit être rejetée ».

Sur appel des parties demanderesses, la Cour de Paris a confirmé le jugement qui précède en ces termes : « considérant qu'un arbitre expert a été nommé par le Tribunal de Commerce ; qu'il résulte de son rapport que le maillon de la chaîne qui s'est rompu ne présentait *aucun vice de construction*. Par ces motifs, et adoptant ceux des premiers juges, confirme... »

Sur pourvoi en cassation, la Chambre des requêtes (1) a rejeté le pourvoi : « attendu, disait-elle, que l'arrêt attaqué constate que le maillon de la chaîne qui s'est rompu ne présentait *aucun vice de construction*, que malgré sa diminution d'épaisseur, par l'usure, il pouvait supporter une charge très supérieure à celle qu'il soulevait lorsque l'accident s'est produit ; qu'il se trouvait, en un mot, dans des conditions normales eu égard à l'emploi auquel il était affecté... »

A l'occasion d'un incendie, la Cour de Paris confirmant le jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, rendait son arrêt du 23 mars 1911 (2) en ces termes : « considérant que le demandeur réclame à Z. la réparation du préjudice qu'il a subi, en vertu notamment de l'article 1384, c. civ., aux termes duquel on est responsable du dommage qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; qu'il soutient que le feu ayant été communiqué à ses meubles soit par les meu-

(1) Req., 29 avril 1913, D. P., 1913.1.420.

(2) D. P., 1916.2.136.

bles de Z, soit par la partie de l'immeuble dont il avait la garde, Z est responsable du dommage causé ; mais considérant que l'art. 1384 n'est applicable qu'autant que la cause du dommage réside dans la chose même que l'on a sous sa garde, qui elle lui est intrinsèque et *provient du vice propre de cette chose* ; qu'il en est autrement lorsque cette chose qu'on a sous sa garde est un simple agent de transmission, qu'elle n'est pas la cause du dommage et lui est étrangère ; l'art. 1384 est donc inapplicable dans l'espèce et que la réparation du préjudice ne peut être demandée que dans les termes de l'art. 1382 du même code ; par ces motifs, confirme le jugement rendu... ».

La jurisprudence, antérieure à l'arrêt de la Chambre civile du 21 janvier 1919 dont nous donnons l'extrait un peu plus loin, paraît donc permettre au gardien de la chose inanimée qui a causé le dommage, d'échapper à la responsabilité qui pèse sur lui en prouvant que la chose ne présentait aucun vice (1).

B. — Abandon du « vice inhérent de la chose »

Dès le 21 janvier 1919, la Chambre civile de la Cour de cassation fut amenée à émettre une tout autre idée sur le critérium à appliquer dans les circonstances suivantes :

Une locomotive stationnant sur une voie de la gare St-Lazare, avait fait explosion. La machine avait été vérifiée lors de sa construction et de ses réparations successives, elle avait résisté aux épreuves réglementaires, aucune faute ne pouvait être relevée à la charge de la compagnie ou de ses agents. La responsabilité de

(1) Outre les cas que nous avons cités, voir également Trib. civ. de la Seine du 19 janvier 1918, Rec., Gaz. Pal., 1919.1.59.

la Compagnie n'en a pas été moins reconnue. « Attendu que, formulait l'arrêt rendu à cette occasion (1), la présomption édictée par le paragraphe 1^{er} de l'art. 1384, c. civ., à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute, ni que la cause du dommage est demeurée inconnue ; *qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature*, susceptible de causer le dommage, l'art. 1384 rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même ».

Cet arrêt est le premier qui écarte l'idée d'un défaut de la chose, d'un vice inhérent à sa nature.

La formule de cet arrêt se retrouve également dans celui du 16 novembre 1920 intervenu à l'occasion d'un incendie. Dans cette espèce, l'arrêt rendu le 16 juillet 1917, par la Cour d'appel, qui considérait que les fûts de résine étaient bien sous la garde de la compagnie, mais déclarait que la cause du dommage doit résider dans la chose qu'on a sous sa garde, lui être intrinsèque, que le brai n'est pas susceptible de s'enflammer par suite *d'un vice inhérent à sa nature*, fut cassé par la Cour suprême. La Chambre civile déclarait une fois de plus qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature.

Donc, l'application de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, n'est plus limitée au cas d'existence d'un vice de fonctionnement de la chose. La responsabilité édictée par ce texte résulte uniquement d'un fait matériel, la garde de la

(1) D. P., 1922.1.25.

chose. « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore... des choses que l'on a sous sa garde ». Cette application, aux termes d'une jurisprudence bien établie dès ce moment, ne peut être écartée qu'en cas de force majeure ou de la faute de la victime ou d'un tiers (1).

Bien qu'il s'agit ici d'un incendie résultant de l'inflammation d'objets mobiliers, les compagnies d'assurances s'émurent à la pensée que la jurisprudence allait peut-être s'étendre, dans le cas d'un incendie d'un immeuble, au recours exercé par les voisins et elles manifestèrent leur intention de majorer le taux des primes en prévision de ce nouveau risque. De là, est née la loi du 7 novembre 1922 qui, dans le but d'éviter à la propriété foncière un surcroît de charges, a ajouté à la suite du paragraphe 1^{er} de l'article 1384 cette disposition : « Toutefois, celui qui détient à titre quelconque tout ou partie de l'immeuble, ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par l'incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à la faute des personnes dont il est responsable ».

(1) V. outre l'arrêt de principe : Civ., 29 juil. 1925, D. P. 1925.1.5, note V. Ripert ; Poitiers, 18 fév. 1924 ; Paris, 18 octobre 1924 ; Riom, 19 novembre 1924 ; Douai, 16 déc. 1924, D. P., 25.2.41 note Savatier ; Civ., 21 févr. 1927, D. H., 27.133 ; Planjol, *Traité élém. de droit civ.*, 10^e édit., T. II, N° 931-3^e.

SECTION II

FAIT DIRECT DE LA CHOSE

A. — Application

La jurisprudence, prenant à la lettre l'art. 1384, alinéa 1, chercha un autre critérium. Lorsqu'on peut estimer que l'accident a été causé par la chose elle-même considérée en soi, en dehors de toute participation de l'homme (fait direct de la chose) (1), et obéissant aux lois physiques ou chimiques ou aux forces naturelles, tel par exemple un siphon d'eau de seltz qui éclate (2), les feuilles d'un arbre qui, poussées par le vent, obstruent la canalisation d'un voisin (3), il y a fait de la chose ; si, au contraire, le dommage s'est produit à un moment où la chose était en mouvement sous l'impulsion et la direction de l'homme, les tribunaux y voyaient le fait personnel.

Voici un exemple assez frappant. La ville de Dijon faisait exécuter en 1905 des travaux de canalisation, quand un pied de chèvre, dont se servaient les ouvriers vint atteindre un enfant qui eut une cuisse fracturée. Dans le jugement rendu par le Tribunal civil de Dijon (4) et confirmé par la Cour d'appel, les juges, rejetant l'action intentée par le père de l'enfant, considèrent notamment « que c'est à tort que le demandeur s'appuie sur l'article 1384, c. civ., en prétendant que l'accident ayant été occasionné par une chose inanimée, il se trouve par ce fait seul dispensé de faire la preuve d'une faute quelconque commise par le maître de cette

(1) H. et L. Mazeaud emploient dans cette circonstance, l'expression « fait autonome de la chose » ; mais, nous croyons plus exact de dire « fait direct de la chose ».

(2) Req., 19 janv. 1914, D. P., 1914.1.303.

(3) Limoges, 20 juin 1921, D. P., 1922.2.49 et la note de Lalou.

(4) D. P., 1910.2.133.

chose, celui-ci se trouvant de plein droit responsable du dommage causé par sa chose ; considérant, en effet, que l'art. 1384 n'est applicable que dans le cas où le dommage a été causé *par la chose inanimée seule, en dehors de la participation de l'homme*, mais qu'il en est autrement toutes les fois que cette chose inanimée a causé le dommage au moment où elle était *soit actionnée soit dirigée par la main de l'homme*, dont elle n'était plus alors qu'un instrument actif ; considérant que dans ce dernier cas c'est l'art. 1382 c. civ. qui doit être appliqué... ».

Dans une espèce différente, où une voie de tramway étant momentanément obstruée par suite de la rupture d'une roue d'un camion passant sur cette voie, la Compagnie des Tramways fut déboutée de son action par le Tribunal de Commerce de la Seine (1). « Attendu que, disait ce jugement, les dispositions de l'art. 1384, alinéa 1^{er} *in fine*, qui font peser sur le gardien de la chose une responsabilité légale, responsabilité objective, indépendante de toute faute du gardien, ne sont applicables que dans le cas où le dommage a été causé *par la chose seule, abandonnée à elle-même, c'est-à-dire en dehors de toute participation du fait de l'homme* ; qu'il en est autrement toutes les fois que cette chose a causé le dommage au moment où elle était, soit actionnée, soit dirigée par la main de l'homme, dont elle n'était plus alors que l'instrument ; que dans ce dernier cas, c'est l'art. 1382, c. civ. qui, seul, doit être appliqué ; qu'en décider autrement serait considérer l'art. 1384, alinéa 1^{er}, comme faisant inutilement double emploi avec l'art. 1382... ».

(1) D. P., 1918.2.7.

Sur appel de la partie demanderesse, la Cour de Paris, confirmant le jugement ci-dessus, a rendu son arrêt dans ces termes : « considérant qu'étant constant et reconnu qu'au moment où la rupture de la roue s'est produite, le camion était en marche, conduit par le préposé du défendeur, la Compagnie ne peut invoquer contre l'intimé la présomption de faute, basée sur ce que le camion aurait été sous la garde de ce dernier ; qu'encore faut-il dans ce cas, que ce soit *la chose seule qui, en dehors de toute participation immédiate de l'homme*, ait été la cause véritable du dommage dont on se plaint... ; considérant qu'il lui incombe donc (à la Compagnie), par application des principes généraux en matière de responsabilité, de faire la preuve de la faute.... »

Il faut faire une place un peu à part aux accidents causés par les automobiles, car les Tribunaux appliquèrent, dès le 21 janvier 1919 (1), à l'occasion des dommages causés par celles-ci, le critérium du fait direct de la chose tantôt avec toute sa rigueur et tantôt atténué par la notion du vice propre de la chose, et cela malgré la condamnation de ce critère, dans des domaines autres que celui des accidents d'automobiles.

Quelques décisions des Tribunaux vont nous permettre de mieux saisir le chemin parcouru dans ce domaine par la jurisprudence.

A la suite de l'accident causé par l'automobile de M. E, qui fut renversée, invoqua devant le Tribunal civil d'Orléans (2) les art. 1384 et 1382. Le jugement intervenu n'a retenu que ce dernier article, en écartant le premier. « La chose inanimée, disait-il, occasionne un

(1) V. *supra*, section I

(2) D. P., 1911.2.307.

dommage par suite *d'un vice* de construction, d'un défaut d'entretien, sans l'intervention d'un tiers ; l'automobile, au contraire, agit sous l'impulsion de son chauffeur, subit sa volonté, sa direction, de telle sorte que, lorsqu'un accident se produit, il n'est pas dû à la machine inerte qu'est l'automobile abandonnée à elle-même, mais à l'imprudence ou à la négligence de celui qui la met en mouvement et qui lui communique en quelque sorte, une partie de son action ».

A l'occasion d'un autre procès intenté à la suite de la mort d'un garçon renversé par l'automobile de G et conduite par celui-ci, la Cour de Bordeaux a rendu, en appel, l'arrêt suivant : « Attendu qu'il résulte ainsi des prétentions de l'intimé que l'accident doit être attribué non à la machine, considérée en soi et au point de vue soit du risque qui lui est inhérent, soit de la négligence présumée de la personne qui l'avait sous sa garde, mais à la mise en action de cette machine, à la direction vicieuse ou maladroite que lui avait imprimée son conducteur, c'est-à-dire à un fait direct de l'homme ; attendu, dans de telles conditions, que l'art. 1384 ne saurait ici recevoir son application, puisqu'il ne s'agit pas seulement du fait de la chose ; que la présomption de faute qui, aux termes de la jurisprudence la plus récente, atteindrait, en pareil cas, le gardien responsable de l'objet dangereux, en l'espèce l'automobile qui a déterminé l'accident, ne saurait s'étendre au cas actuel, où c'est la mauvaise direction de ce véhicule qui est principalement et même exclusivement incriminée, c'est-à-dire l'acte de son conducteur, qu'il faut démontrer fautif... ».

En février 1908, le nommé G a été écrasé par l'auto-

mobile de la Compagnie des Mines de Béthune. Sur l'action intentée par la veuve G le jugement rendu en la cause fut réformé par la Cour de Douai (1) dont l'arrêt fut confirmé par la Chambre des requêtes (2) en ces termes : « Attendu que le pourvoi critique l'arrêt attaqué en ce que, après avoir constaté que G avait été écrasé par l'automobile de la Compagnie des Mines de Béthune, il aurait, en violation de l'art. 1384, interverti la charge de la preuve en prétendant obliger la veuve G à justifier d'une faute commise... ; attendu qu'il s'agit dans la cause, non de la responsabilité de la chose dans les termes de l'art. 1384, mais de la responsabilité résultant du fait du préposé auquel elle était confiée, et que, par suite, il incombait à la victime ou à ses ayants cause de prouver la faute » (3).

Une telle application du critère du « fait direct de la chose », était incontestablement très rigoureuse ; car il peut arriver qu'un accident se produise sans que l'automobiliste ait commis aucune faute, parce que, par exemple, les freins se sont rompus à une descente ou que la barre de direction s'est brisée. Pendant longtemps la jurisprudence n'admettait aucun recours pour la victime de l'accident survenu dans de semblables conditions et elle s'appuyait, pour cela, sur l'absence de toute faute de la part de l'automobiliste. Une évolution s'est faite dans le sens d'une atténuation de la règle traditionnelle. Malgré la condamnation, dès 1919, de la notion du vice inhérent de la chose dans d'autres domaines que nous avons signalée précédemment, on a admis,

(1) D. P., 1911.1.355.

(2) D. P., 1911.1.355.

(3) V. l'article de M. Whal, La responsabilité civile relative aux accidents d'automobiles, Revue trimestrielle de droit civil, 1908, p. 5 et s.

à peu près unanimement, qu'au cas où l'accident d'automobile est provoqué par le vice propre de la chose, la personne qui prétend avoir subi un dommage du fait de cet accident peut revendiquer la présomption de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, du c. civil. Cette présomption est générale et absolue, elle ne tombe que devant la preuve du cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère à la victime. Les Tribunaux et les Cours adoptèrent cette façon de voir (1). Mais la Cour de cassation ne se prononçait pas nettement sur la question.

Cette atténuation même ne paraissait pas être de nature à satisfaire les esprits alarmés par la recrudescence des accidents d'automobile et par la difficulté de preuves qui incombaient à la victime. Il apparaissait difficile et même presque toujours impossible de prouver après un accident le vice inhérent de la chose, base de la présomption de l'art. 1384 d'après cette jurisprudence atténuée.

On invoquait les législations étrangères aux termes de la plupart desquelles les chauffeurs sont présumés en faute et par conséquent responsables sans que la victime soit tenue de prouver celle-ci (2).

On soutenait d'autre part que dans l'automobile en marche, le fait de la chose, entendu au sens le plus vague du mot et non pas seulement le vice propre de la chose, l'emporterait sur le fait de l'homme et qu'il était facile d'appliquer dans tous les cas l'art. 1384, ainsi que l'avait fait la jurisprudence elle-même en matière de

(1) Lyon, 14 octobre 1922, Rec. des Assur. 1923, p. 33 ; Trib. com. de la Seine, 4 janvier 1923, Rec. des Ass. 1923, p. 298 ; Gaz. Trib. 1922.2.545.

(2) L'Autriche ; loi du 9 août 1918, Annuaire de Législation Etrangère, 1909, p. 226 ; Allemagne : loi du 3 mai 1909, *ibid*, p. 81 ; Italie : loi du 30 juin 1912.

responsabilité des choses inanimées dans des espèces où le fait de l'homme apparaissait négligeable par rapport au fait de la chose.

On invoquait notamment le premier arrêt-type du 16 juin 1896 (1) et surtout l'arrêt du 16 novembre 1920 (2) aux termes duquel avait été déclaré responsable de plein droit l'entrepositaire de tonneaux de résine pour l'incendie transmis par eux, et dont l'origine était inconnue. Sans doute, la loi du 7 novembre 1922 était venue écarter l'art. 1384 au cas de propagation d'incendie, mais les motifs de l'arrêt avaient en réalité une portée qui ne restreignait pas l'espèce à la seule communication d'incendie. Ils contenaient déjà l'abandon de l'ancien critérium en formulant « qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature susceptible de causer le dommage, l'art. 1384 rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même ».

Dès lors, la voie était toute tracée à la Cour de cassation pour qu'elle proclame la responsabilité générale de l'automobiliste basée sur l'art. 1384 et cela sans tenir aucun compte des anciens critères.

B. — Abandon du « fait direct de la chose »

PREMIÈRE PHASE

Le 11 juillet 1918, la dame Bessières fut renversée par une automobile, appartenant à la Compagnie A. La voiture avait franchi, à la suite d'une embardée, le trottoir et avait pénétré dans la boutique où se trouvait la dame

(1) V. *supra*, section I, A-application.

(2) V. *Supra*, section I, B-abandon de l'idée du vice inhérent de la chose.

Bessières. La Cour de Paris qui eut à s'occuper de l'affaire, avait débouté les époux Bessières de leur demande en réparation et déclaré par son arrêt du 6 janvier 1922, que l'art. 1384 était bien applicable dans l'espèce, mais que les enquêtes-expertises demandées par le juge n'ayant pas permis de découvrir la cause de l'accident, la demande ne pouvait être accueillie.

Les époux B. se sont pourvus alors en cassation invoquant : d'abord, la violation de l'art. 1384 en ce que la Cour de Paris avait rejeté leur demande en indemnité sous l'unique prétexte que les causes de l'accident étaient restées inconnues, alors qu'il incombait au défendeur de se décharger de la présomption légale qui pesait sur lui en faisant la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ; en second lieu, la violation de l'art. 1351 du c. civ., en ce que la Cour de Paris avait motivé son arrêt en se basant sur le fait que le défendeur, traduit devant le Conseil de guerre sous l'inculpation de blessures par imprudence, avait été acquitté par jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

La Cour de cassation décida (1) : « sur le premier moyen : vu l'art. 1384, alinéa 1^{er}, c. civ. — attendu que la présomption de faute établie par cet article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du dommage est demeurée inconnue ; attendu que l'arrêt attaqué décide que l'accident ne pouvant être attribué au mauvais état de la voiture automo-

(1) Civ., 29 juillet 1924, D. P., 1925.1.15 et note Ripert.

bile, aucune faute ne peut être retenue à la charge de la Compagnie A qui détruit la présomption de faute pesant sur elle aux termes de l'article 1384 ; qu'en statuant ainsi il a violé l'art. sus-visé ;

Sur le second moyen : vu l'art. 1351 c. civ. ; attendu que le principe d'après lequel les décisions de la justice criminelle ont au civil l'autorité de la chose jugée, doit être entendu en ce sens que le juge civil ne peut méconnaître ce qui a été jugé par le juge criminel ; attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'y a pas lieu de rechercher si l'accident est dû à la faute du chauffeur S, par le motif que celui-ci, poursuivi devant le Conseil de guerre, sous l'inculpation de blessures par imprudence, a été acquitté par jugement passé en force de choses jugées ; mais attendu que le jugement du Conseil de guerre n'a statué qu'en ce qui concerne la culpabilité ; que dès lors, il appartenait à la Cour d'appel de rechercher si les faits ne constituaient pas un quasi-délit entraînant la responsabilité de l'auteur ; que dès lors l'arrêt attaqué a violé l'article ci-dessus visé ; par ces motifs, casse... ».

Cet arrêt de la Cour suprême est d'un intérêt considérable ; il consacre en matière d'accident d'automobile, cette fois-ci, sa jurisprudence établie dès le 21 janvier 1919, sans se préoccuper de ce que l'automobile est ou non sous la direction de l'homme ou que l'accident provienne d'un vice inhérent de la chose (1).

Mais cette décision ne resta pas sans protestations (2).

(1) Dans ce sens, notamment : Ripert note, D. P., 1927, 197, col. 1^{re} et les aut. cit. ; le Marc'hadour, rapport sous ch. réunies, 13 fév. 1930, D. P. 1930.1.69 ; A. Coressi, de la responsabilité encourue par les automobilistes à raison des dommages causés par eux, th., Paris, 1928.

(2) A. Momnier, de la resp. du fait des choses inanimées et notamment des accidents occasionnés par les véhicules automobiles, th., Nancy, 1926, p. 165 et s.

On l'estima qu'elle n'avait aucune portée générale. Si la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour de Paris, c'est uniquement, a-t-on dit, parce que celui-ci admettait comme cause d'exonération de la part du défendeur la preuve négative ; le chauffeur S n'avait commis aucune faute. Or, on sait que la Cour Suprême a décidé à plusieurs reprises que la présomption de faute de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, ne peut être écartée que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, la faute d'un tiers ou de la victime.

M. le Professeur Savatier notamment a écrit dans une note au Dalloz (1) : « contrairement à M. Ripert, dit-il, nous ne croyons pas que cet arrêt ait vraiment statué sur la question qui divise aujourd'hui les Tribunaux. L'arrêt de la Cour de Paris, que la Chambre civile a cassé admettait déjà l'application de l'article 1384 à l'accident alors litigieux. Le pourvoi, loin de critiquer le principe de cette application, soutenait seulement que la Cour de Paris n'en avait pas exactement déduit les conséquences. A aucun moment par suite, la Cour de cassation n'a examiné le principe de l'application de l'art. 1384, à la place de l'art. 1382, aux accidents d'automobiles, principe que ni l'arrêt attaqué ni le pourvoi ne semblaient mettre en doute ».

L'arrêt de renvoi de la Cour de Rouen du 4 mars 1926 (2) (affaire Bessières), marque l'hésitation de cette Cour à suivre la Cour suprême.

Pour retenir la responsabilité du chauffeur S préposé de la Compagnie A, la Cour de Rouen s'exprime ainsi : « Attendu que, pour que sa responsabilité doive

(1) D. P., 1925, 241.

(2) D. H., 1926, 413.

être retenue il suffit qu'il n'ait pas pris toutes les précautions nécessaires pour maintenir sa direction et rendre inoffensif à l'égard des tiers un engin mécanique doué d'une force propre et susceptible, comme le fait s'est produit, après avoir échappé à la direction de l'homme, d'entraîner par lui-même un grave préjudice à des tiers. Or, attendu que les circonstances même de l'accident révèlent que le chauffeur S n'a pas pris les précautions indispensables, puisque la voiture n'était pas soumise à sa direction et obéissant à sa propre impulsion a traversé le large trottoir, franchissant une marge élevée et ayant brisé la devanture d'un magasin, est allée atteindre la dame B. à l'intérieur de la maison... Attendu qu'il est superflu de rechercher une base de décision dans la présomption de faute qui est édictée par la disposition de l'art. 1384, alors que la réalité de la faute civile est d'ores et déjà démontrée, mais que de ce qui vient d'être posé résulte, que s'il en était besoin, on y pourrait aussi trouver un motif suffisant d'accueillir la demande des époux B. ».

Cet arrêt est assez particulièrement rédigé. Après avoir fondé la responsabilité du chauffeur sur les art. 1382-1383, l'arrêt éprouve le besoin de dire que, si le besoin était, on pourrait en effet se servir de la présomption générale de l'art. 1384.

M. l'avocat général Langlois, dans les conclusions qu'il donna devant la Chambre civile saisie plus tard à nouveau de la même question, déclarait notamment : «... Je pourrais presque me tenir dans une attitude défensive, et abriter derrière l'arrêt du 29 juillet 1924, la solution que je me propose de vous demander d'admettre. Mais, malgré le sens certain de votre arrêt qui ap-

paraissait à ceux qui connaissent votre jurisprudence et votre pratique, des doutes ont cependant subsisté. M. le Professeur Savatier, notamment, a soutenu que cet arrêt n'avait pas le sens que je lui donne et que vous aviez bien entendu lui donner... ».

Quoiqu'il en soit, l'imprécision de l'arrêt de la Chambre civile a rejeté un grand désarroi dans la jurisprudence des Cours d'appel et des Tribunaux qui se séparèrent en deux camps bien distincts. Alors que certaines juridictions appliquaient désormais l'art. 1384 aux accidents d'automobiles, mettant une présomption de faute quasi-irréfragable à la charge du gardien (1), d'autres décisions, au contraire, continuaient à affirmer que l'art. 1384, avec sa présomption de faute, ne saurait s'appliquer aux choses qui, comme les automobiles, se bornent à traduire fidèlement les mouvements de leurs conducteurs (2). La divergence n'était pas seulement entre les différents Tribunaux et les Cours d'appel, comme nous venons de la voir, mais la division se fit même au sein des Cours et des Tribunaux. La situation devenait d'autant plus choquante que la jurisprudence d'une même Chambre n'était pas la même suivant les jours ; elle variait avec la composition de la Chambre (3).

Des deux solutions entre lesquelles hésitait la juris-

(1) Trib. civ. de la S., 29 oct. 1924, D. H. 1924,661 ; Trib. civ. de Mende 12 nov. 1924, Gaz. Pal., 26 décemb. 1924 ; 5 décembre 1924, Gaz. Pal., 19 fév. 1925 ; Trib. civ. de Narbonne, 11 décemb. 1924, D. H., 1925,73 ; Trib. civ. de Gaillac, 27 janv. 1925 et Trib. civ. de Châteaubriand, 30 janv. 1925, Gaz. Pal., 19 fév. 1925.

(2) Trib. civ. de Glen, 3 déc. 1924, Gaz. Pal. des 18 et 19 jan. 1925 ; Trib. civ. de Bordeaux, 9 décemb. 1924, D. H., 1925,18 ; Trib. civ. de Valence, 16 décemb. 1924, Gaz. Pal. du 24 janv. 1925 ; Trib. civ. de Vienne, 22 janvier 1925, D. H., 1925,215 ; V. en outre les arrêts cités par Demogue, *op. cit.*, T. V., N° 1135.

(3) Lalou, Cité par MM. H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, p. 847 ; et Cour de Bordeaux, 29 octobre 1925, Gaz. Trib., 1^{er} juil. 1926 ; Cour de Bordeaux, 9 décemb. 1924, Gaz. Trib., 1925,2.247.

prudence, celle qui faisait application de l'art. 1384 était la meilleure. La solution contraire se fondait, en effet, sur un motif très contestable, à savoir que l'usage d'une automobile est assimilable à celui de tout instrument au moyen duquel l'homme exerce son activité, donne un supplément de vigueur ou de précision à ses gestes ; tels, par exemple, que la pioche du terrassier, le marteau du forgeron. Or, il y a là une erreur manifeste.

S'il est légitime de ne pas restreindre l'application de l'art. 1382 au cas où l'homme cause un dommage uniquement par un mouvement de son corps, comme celui par exemple du passant brutal ou maladroit qui en renverse un autre, et de décider que le chasseur qui, dans une battue, blesse quelqu'un d'un coup de fusil mal dirigé, tombe sous le coup de cet article, il nous paraît impossible d'admettre que le fait de l'homme s'étende au maniement d'une machine douée d'un mouvement propre, surtout d'une machine telle que l'automobile qui, à l'imitation d'un être vivant, par une admirable combinaison de rouages, s'alimente, produit de la chaleur et la transforme en mouvements sans que son conducteur ait autre chose à faire qu'à surveiller le résultat visible de ce travail caché et indépendant de lui.

Les automobiles militaires n'ont pas causé moins d'accidents que les automobiles civiles ; et le Conseil d'Etat lui aussi, a été assailli de recours en indemnité (1).

Par une réplique, à l'arrêt de la Chambre civile rendue dans l'affaire Bessières, le Conseil d'Etat a pu se rendre compte, à son tour, de l'injustice qu'il y avait à mettre la preuve à la charge des victimes ou des parents

(1) V. Conseil d'Etat, 26 janv. 1906, Arnoult, S. 1908,3.28 ; 22 novembre 1918, Vve Blampin, Rec. des Arrêts du Conseil d'Etat, p. 1044 ; 25 janv. 1919, Guinot, S. 1922.3.53.

de celles-ci, ce qui est le cas le plus fréquent. Par son arrêt du 22 décembre 1924 (1), le Conseil d'Etat admettait la présomption générale de la faute à la charge du conducteur d'une automobile d'Etat, présomption qui ne pouvait être détruite que par l'une des trois circonstances spécifiées par la Cour de cassation. Seulement la doctrine du Conseil d'Etat s'écarte de la jurisprudence de la Cour suprême en ce qu'elle ne vise point l'art. 1384 c. civil. Il se contente d'affirmer que « les conditions particulièrement dangereuses de la circulation automobile à l'heure actuelle doivent faire admettre une présomption de faute à la charge du conducteur d'automobile qui a causé l'accident ».

Cette présomption de faute dans la circulation des choses inanimées que sont les automobiles, le Conseil d'Etat la tire de son propre pouvoir discrétionnaire de juge sans se croire obligé de l'appuyer sur l'interprétation d'un texte ; la Cour de cassation est obligée de s'appuyer sur un texte, puisqu'elle n'est compétente que pour la loi et par la loi ; le Conseil d'Etat au contraire est une Cour suprême de pleine juridiction (2).

Si la voie couverte par la décision du 29 juillet 1924 (affaire Bessières) répondait aux besoins de la pratique, le doute régnait dès qu'on sortait du domaine des accidents d'automobiles. La conduite d'une voiture automobile n'était en effet qu'une des innombrables manifestations de l'activité humaine. Des automobiles on passait logiquement aux motocyclettes et, abandonnant la catégorie des véhicules à moteur, on arrivait aux voi-

(1) D. P., 1925,3.9.

(2) Cfr. la note de Mr. Appleton, D. P., 1925,3.9.

tures à bras ou aux bicyclettes. Il fallait, même laissant de côté les véhicules, trouver un critérium applicable à toutes les choses inanimées.

Malgré les solutions consacrées par les deux hautes juridictions, celle du Conseil d'Etat tout comme celle de la Cour de cassation, dans le domaine d'accidents d'automobiles, le désarroi que nous avons signalé dans la jurisprudence devenait de jour en jour plus inquiétant. Pour le bon ordre social, il fallait, plus que jamais, mettre fin à la confusion, dans ce domaine, de la jurisprudence.

DEUXIÈME PHASE

L'affaire Jeand'heure en fournit l'occasion à la Chambre civile de la Cour de cassation ; saisie en 1927, de nouveau d'un accident d'automobile, elle a voulu, cette fois-ci nettement, abandonner le critérium du « fait direct de la chose ». Les termes qu'elle employa dans son arrêt entraînèrent la grande majorité des Tribunaux et la doctrine dans une autre voie (1), il en est né un autre critère qui a donné lieu à beaucoup de discussions juridiques.

Voici dans quelles circonstances le nouvel arrêt de la Cour Suprême fut rendu : Le 22 avril 1925, la fille mineure de M^{me} Vve Jeand'heure fut renversée par un camion automobile appartenant à la Société Anonyme G. L'enfant très gravement atteinte devait rester définitivement infirme. M^{me} Jeand'heure assigna la Société en dommages-intérêts devant le Tribunal civil de Belfort, en fondant la responsabilité sur l'art. 1384, alinéa 1^{er}. Le Tribunal admit cette thèse, et par jugement du 7 juillet 1925 déclara que « la Société devait être présumée res-

(1) V. *infra*, section III.

pensable de l'accident, à moins qu'elle ne prouvât l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure, ou la faute de la victime ».

Sur appel de la Société, la Cour de Besançon réforma le jugement par un arrêt du 29 décembre 1925, sous prétexte qu'au moment de l'accident le camion était actionné par un chauffeur au service du propriétaire et que dès lors, pour obtenir réparation du préjudice, la victime était tenue d'établir, à la charge du conducteur, une faute qui lui fut imputable dans les termes de l'art. 1382 (c'était là en somme, l'ancienne distinction du fait direct de la chose et du fait de l'homme).

Madame Veuve Jeand'heure se pourvut en cassation de cet arrêt de la Cour de Besançon. La Chambre civile, devant laquelle le pourvoi fut porté, s'efforça de dissiper toutes les indécisions qui régnaient depuis 1924, en décidant « que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer le texte sus-visé (art. 1384) sous le prétexte qu'au moment de l'accident le camion était actionné par S, chauffeur au service du propriétaire, et que, dès lors, pour obtenir réparation du préjudice, la victime était tenue d'établir, à la charge du conducteur, une faute qui lui fut imputable dans les termes de l'art. 1382 ; mais attendu que la loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, *ne distingue pas suivant que la chose était ou non actionnée par la main de l'homme* ; qu'il suffit qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui » (1).

La Cour rejette donc toute distinction puisée dans l'analyse des éléments matériels du dommage, tirée

(1) S. 1927.1.137, note P. Esmein ; D. 1927.1.97, note Ripert ; Gaz. Pal., 1927.1.407 et la conclusion de l'avocat général Langlois.

d'une participation matérielle de l'homme dans les faits qui l'ont directement produit.

Il est à remarquer que l'arrêt rendu le 21 février 1927 contient certaines nouveautés et il ne reproduit pas les termes de ceux du 21 janvier 1919 et du 16 novembre 1920 (1) où la Chambre civile avait condamné le critérium « du vice inhérent de la chose ». Il distingue parmi les choses inanimées celles qui sont soumises à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elles peuvent faire courir à autrui. En énonçant cette formule, la Cour a-t-elle voulu distinguer les choses inanimées ? A-t-elle eu l'intention de donner un nouveau critérium ? Nous allons répondre à ces questions quand nous étudierons plus loin la doctrine (2). Pour le moment, contentons-nous de retenir la nouvelle formule.

L'arrêt cassé de la Cour de Besançon fut renvoyé devant la Cour d'appel de Lyon. Dans sa décision fort bien motivée, rendue le 7 juillet 1927 (3), elle s'est ralliée au point de vue de la première Cour en statuant notamment « ...que les termes de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, ont toute leur valeur quand il s'agit d'un dommage provoqué directement par une chose qui, à raison des mesures devant être prises pour éviter de nuire, n'a pas cessé d'être soumise au contrôle du propriétaire ou de son préposé soit, du reste, qu'elle ait été ou non dirigée, la direction étant alors sans influence sur la responsabilité ; que cette interprétation large d'un texte légal dont la portée est pourtant limitative, repose sur des motifs d'utilité pratique et ne se trouve pas contredite

(1) V. *supra*, section I, B. — abandon du vice inhérent de la chose.

(2) V. *infra*, Chap. IV, section III, A.

(3) D. H., 1927, 423.

par l'esprit de la loi ; attendu que, par suite, on conçoit l'application de ce texte à l'explosion de la machine en marche ou en station, à l'éclatement d'un pneu, à la rupture du frein ou du volant et toutes les fois que l'accident est dû au vice grave qui rendait dangereux l'usage normal de la chose... Qu'ainsi suivant les distinctions sus-indiquées, il incombe au demandeur de justifier du grief allégué à la charge du conducteur d'une automobile... que l'automobile en marche n'est pas à proprement parler sous la garde de son conducteur, qu'on doit à cet égard argumenter que l'ensemble du texte, comme de l'esprit ayant animé sa rédaction, et que le terme de « garde » au sens le plus étendu éveille une idée de surveillance ou de protection et non de direction... Par ces motifs, l'accident imputé à une voiture-automobile en mouvement sous l'impulsion et la direction de l'homme, alors qu'aucune preuve n'existe qu'il soit dû à un vice propre de la voiture, ne constitue pas un dommage causé par une chose que l'on a sous sa garde dans les termes de l'art. 1384, alinéa 1^{er}... »

Il est à remarquer que cet arrêt fait une sorte de dissociation de la garde et de la conduite de la voiture automobile par la seule vertu de la mise en marche du véhicule. La loi ne mentionnant qu'« on est responsable... des choses que l'on a sous sa garde », le gardien se transforme, d'après cet arrêt, en conducteur et par là même se libère de la responsabilité de plein droit.

Mais on ne voit pas bien comment une chose peut être privée de tout gardien par la volonté même de celui-ci et à raison de l'attitude qu'il adopte par rapport à elle. Et si un tel résultat est possible on n'a pas le droit de limiter aux accidents d'automobiles la disso-

ciation, établie pour les besoins de la cause, entre la garde et l'utilisation d'une chose ; elle doit valoir pour toutes les choses inanimées visées par l'art. 1384 : comme par exemple pour les dommages causés par une locomotive qui fait explosion ou qui propage le feu par des étincelles (1), pour ceux que déterminent une batteuse mécanique (2), un ascenseur (3), ou même un simple siphon (4). On devra donc distinguer, dans ces différentes éventualités, selon que le représentant qualifié de la chose se trouvait réduit, lors de la survenance du dommage, au rôle de gardien théorique et inerte ou suivant qu'il exerçait sur elle une maîtrise effective, qu'il l'utilisait.

Ce point de vue était d'ailleurs soutenu par l'avocat général Langlois dans sa remarquable conclusion devant la Cour de cassation (5). « Depuis 1896, disait-il, vous avez adopté une formule générale : responsabilité du gardien des choses inanimées... vous avez appliqué cette jurisprudence aux explosions de machines à vapeur, sans aucune réserve : l'explosion des machines à vapeur et notamment d'une locomotive peut cependant être le résultat du fait de l'homme qui la conduit. Tous ceux qui ont la pratique des chemins de fer savent que lorsqu'un mécanicien est en retard, il arrive qu'il charge sa chaudière, et que ce soit ainsi qu'il obtienne une augmentation de vitesse. Or, vous ne vous êtes jamais préoccupés, lorsqu'il s'est agi d'appliquer l'art. 1384 à l'ex-

(1) Req., 17 juillet 1922, D. P., 1923,1.172.

(2) Chambéry, 12 juillet 1905, D. P., 1905,2.97 ; Grenoble, 4 mars 1925, D. H., 1925,375.

(3) Paris, 13 décembre 1918, D. P. 1921,2.103 ; 28 janvier 1924, D. P., 1924,2.84.

(4) Req., 19 janvier 1914, D. P. 1914,1.303.

(5) Gaz. Pal., 1927,1.412.

plosion des chaudières, de savoir si la machine à vapeur était sous la direction de l'homme. Vous avez dit : « Il y a un gardien de cette chaudière ; la chaudière a fait explosion, l'art. 1384 est applicable à ce gardien ». Vous avez admis la même solution en ce qui concerne des grenades qui étaient, j'insiste sur cette circonstance, non pas remises dans un magasin, mais placées dans une cour d'usine et maniées par des ouvriers du fabricant. Est-ce que la présence de ces ouvriers, lorsqu'il s'est agi des grenades, est-ce que la présence du mécanicien, lorsqu'il s'est agi de l'explosion de la locomotive, est-ce que la présence du patron du bateau, lorsqu'il s'est agi de l'explosion de la chaudière à vapeur d'un bateau, vous a paru de nature à faire écarter l'art. 1384 ? Non ».

Avant que l'arrêt de la Cour de Lyon ne revienne devant la Cour de cassation, cette fois pour être discuté en Chambres réunies, d'autres Cours et Tribunaux avaient statué dans des sens parfois différents, parfois identiques à celui indiqué par la Chambre civile (1). Quant à la Chambre des requêtes de la Cour suprême, elle s'est ralliée à la thèse de la Chambre civile à l'occasion d'un accident causé par un ascenseur (2).

(1) Parmi les rebelles, nous pouvons citer notamment : Colmar, 1^{re} Ch., 16 novembre 1927, Gaz. Pal. 10 février 1928 ; Rennes, 26 janvier 1928, Rec. Rennes, p. 263.

(2) Req., 5 mars 1928, Gaz. Pal., 20 mars 1928. Il convient de remarquer que cet arrêt de la Chambre des requêtes constitue un revirement absolu de la jurisprudence de la Cour de cassation. En effet, par trois arrêts formels, deux de la Chambre des requêtes des 18 Mai 1909, 1.461 et 10 Février 1925 (S. 1925, 1.65) et un de la Chambre civile du 26 juin 1924 (D. P., 1924.1.159 ; 125.1.65 et note de M. Morel), la Cour Suprême avait décidé qu'en matière de responsabilité du fait des choses inanimées, l'art. 1384 alinéa 1^{er} était inapplicable aux immeubles, ceux-ci étant régis par l'art. 1386 dans l'hypothèse spéciale de vice de construction ou défaut d'entretien visé par ce texte, de sorte que en dehors de cette hypothèse, l'art. 1382 était seul applicable.

TROISIÈME PHASE

Quand l'affaire Jeand'heure revint devant la Cour de cassation siégeant toutes Chambres réunies, la théorie de la responsabilité civile fut longuement et très savamment exposée par M. le conseiller le Marc'hadour et par M. le procureur général Matter. Ils ont minutieusement fait l'historique de la jurisprudence en matière de la responsabilité du fait des choses inanimées. M. le Procureur général, approuvant pleinement la jurisprudence de la Chambre civile et de la Chambre des requêtes, a conclu à la cassation de l'arrêt de Lyon. Et la Cour suprême, en Chambres réunies, a rendu son arrêt du 13 février 1930 (1) en ces termes : « Vu l'art. 1384, alinéa 1^{er}, c. civ. ; attendu que la présomption de responsabilité établie par cet article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable... Que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer le texte susvisé par le motif que l'accident causé par une automobile en mouvement, sous l'impulsion et la direction de l'homme, ne constituait pas, alors qu'aucune preuve n'existe qu'il soit dû à un vice propre de la voiture, le fait de la chose que l'on a sous sa garde dans les termes de l'art. 1384, alinéa 1, et que, dès lors la victime était te-

(1) S. 1930,1.121 et note P. Esmein ; D. P., 1930,1.57, rap. le Marc'hadour, conclusion Matter et note Ripert ; Gaz. Pal. 1930,1.393 ; Capitant, La Responsabilité du fait des choses inanimées d'après l'arrêt des Chambres réunies du 13 février 1930, D. H., 1930, ch., p. 29 et s. ; Josserand, La Responsabilité du fait des automobiles devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, D. H., 1930, chr. p. 25 et s. ; Maurice Picard, La responsabilité des accidents d'automobiles devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, Revue générale des Assurances terrestres 1930, p. 259 et s.

nue, pour obtenir la réparation du préjudice, d'établir à la charge du conducteur, une faute qui lui fut imputable ; mais attendu que la loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme ; qu'il n'est pas nécessaire qu'elle ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage, *l'art. 1384 rattache la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même* ; D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a interverti l'ordre légal de la preuve et violé le texte de la loi sus-visée ; Par ces motifs, casse... »

Déjà les arrêts de 1919 et 1920 avaient déclaré, pour l'application de l'art. 1384, qu'il n'y avait pas lieu de distinguer, suivant que la chose qui a occasionné le dommage avait ou non un vice propre ; et l'arrêt de 1927 avait voulu mettre fin à toutes les incertitudes qui régnaient depuis 1924, au sujet du critère du fait direct de la chose. L'arrêt du 13 février 1930, qui est suivi depuis par les juridictions inférieures, condamne, une fois pour toutes, très clairement ces deux critères autrefois admis. Il n'y a plus aucun doute à ce sujet.

SECTION III

CHOSSES DANGEREUSES ET NON DANGEREUSES.

A. — Application

Avec l'arrêt Bessières (1) la jurisprudence rentrait dans une nouvelle phase. En effet, le membre de phrase « qu'il suffit qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elle peut

(1) S. 1927,1.137 ; D. P. 1927,1.97.

faire courir à autrui » fut retenu par de nombreux Cours et Tribunaux pour servir comme base à un nouveau critère. Appuyées par certains auteurs (1), quantité de décisions judiciaires divisèrent les choses en deux catégories : les choses dangereuses et les choses non dangereuses. Si par le fait des premières un dommage venait à se produire, on appliquait l'article 1384, alinéa 1^{er}, avec sa présomption irréfragable ; s'il s'agissait au contraire des choses non dangereuses, on obligeait la victime à prouver la faute du gardien conformément à l'article 1382.

Déjà avant 1927 le caractère dangereux de la chose avait été dégagé par une partie de la jurisprudence et de la doctrine. Les Tribunaux et les Cours d'appel avaient relevé, à une époque où l'on ne songeait pourtant guère encore à tout ce que pouvait receler l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384, le caractère dangereux de certaines choses qui causaient un dommage à autrui ou à un bien. C'est ainsi que la Cour de Bordeaux, par son arrêt du 21 juin 1859 (2), observait « qu'en droit, quelques utiles que soient les chemins de fer, les Compagnies qui les exploitent sont, comme toutes les compagnies industrielles, soumises à la loi commune, et tenues d'après l'art. 1382, de réparer le dommage qu'elles occasionnent ; qu'elles n'ignorent pas le danger qu'elles font courir aux propriétés contiguës... ».

Au moment où les critères du vice inhérent et du fait direct de la chose étaient en vogue, on invoquait également ce motif de danger à l'encontre des machines à

(1) V. *infra*, chapitre IV, section III, A.

(2) D. P. 1859, 2.187.

battre (1) ou de fûts de brai qui occasionnaient un incendie (2).

Après la « découverte » de l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384, la jurisprudence invoque encore cette notion de danger pour appliquer cet article en cas d'incendie déclaré dans une scierie où des piles de bois étaient accumulées (3) ou causé à des gerbes par des machines à battre (4), ainsi qu'en cas d'électrocution d'un passant par des fils électriques tombés à terre (5).

Le jour où le désarroi que nous avons signalé plus haut a pris une extension démesurée, les Tribunaux se servirent de plus en plus fréquemment de la notion de danger dans les accidents d'automobile (6).

Nous avons signalé que le Conseil d'Etat, suivant de très près l'évolution de la jurisprudence en cette matière, décida dès 1924 que le conducteur était présumé en faute « à raison des conditions particulièrement dangereuses de la circulation automobile à l'heure actuelle ».

Mais, c'est surtout depuis 1927 que l'idée de danger, cette fois-ci comme critérium de distinction, a pris une extension remarquable dans la jurisprudence. On a été d'autant plus attiré par cette idée qu'on s'imaginait pouvoir remédier par là à toutes les difficultés rencontrées jusqu'alors. Il n'en fut rien. Les théoriciens donnèrent des suggestions savantes aux Tribunaux qui interprétèrent, peut-être un peu arbitrairement, la nouvelle dis-

(1) D. P., 1905, 2.54.

(2) Bordeaux, 27 juillet 1908, sous Civ. 19 mars 1912, D. P. 1912, 1.327.

(3) Bordeaux, 26 juin 1922, Rec. des Ass. 1922, P. 343.

(4) Grenoble, 4 mars 1925, D. H., 1925, 375.

(5) Montpellier, 24 juin 1924, D. H. 1924, 145.

(6) A. Besson, *op. cit.*, p. 70.

inction des choses dangereuses et non dangereuses (1).

Lorsque le critère de danger fut en vogue, on refusa l'application de l'art. 1384, contrairement à la jurisprudence antérieure (2), à des dégâts que la chute d'arbres avait occasionnés (3), sous prétexte « que cet article édicte bien une présomption de faute de celui qui a sous sa garde une chose mobilière ou immobilière ayant causé un dommage à autrui ; que cette présomption de faute repose sur la nécessité de garder, c'est-à-dire de surveiller la chose lorsqu'elle est dangereuse ; mais que les arbres ne rentrent pas dans cette catégorie ; qu'ils sont inoffensifs par eux-mêmes et ne peuvent constituer un péril pour la circulation que lorsqu'ils présentent certains vices... » (4).

Dans le domaine des accidents de bicyclettes, les Tribunaux se divisèrent en deux camps, les uns, estimant ce moyen de locomotion assez dangereux, appliquaient l'art. 1384 ; tandis que les autres, considérant la bicyclette comme inoffensive, faisaient jouer l'art. 1382. Cette divergence, cette incertitude des Tribunaux rappelait bien celles relatives aux accidents d'automobiles, entre l'arrêt Bessières du 29 juillet 1924 et celui du 21 février 1927 dans l'affaire Jeand'heure.

Les décisions qui prennent position contre l'application de l'art. 1384 sont d'ailleurs elles-mêmes divisées quant à leur fondement. Les unes s'appuient simplement sur ce que la bicyclette n'a pas de dynamisme

(1) Mazeaud, *op. cit.*, P. 858-859 (note).

(2) S. 78.2.48 ; D. suppl. V. Responsabilité, N° 961 ; S. 93.2.205.

(3) Mestre, Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés au réseau de distribution d'électricité, *Rev. crit. de législation et de jurisprudence*, 1925, p. 392 et s.

(4) Seine, 26 juin 1928, *Gaz. Pal.* 1928.2.250 ; cpr. Grenoble le 10 fév. 1892, S. 1893.2.206 ; Limoges, 20 juin 1921, *D. P.*, 1922.2.50.

propre (1) ; les autres se rattachent à cette idée que la bicyclette n'est point une chose dangereuse sans en donner un autre motif (2). Toutefois, les décisions guidées par le critère du danger et n'hésitant pas à appliquer l'art. 1384, alinéa 1^{er}, semblent bien être plus nombreuses que les précédentes (3). La Cour de Dijon décide notamment « qu'il faut seulement qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde, en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui, qu'à cet égard, il n'est d'ailleurs pas nécessaire que la chose contienne un principe de dynamisme propre, qu'il suffit qu'elle constitue par elle-même, ou par les conditions dans lesquelles elle se trouve placée, une aggravation de risque pour les tiers, soit qu'elle renferme un danger qui se révèle spontanément en atteignant ces tiers, soit que son caractère périlleux naisse bien sans doute de l'action de l'homme..... » (4). La bicyclette unit en effet, à l'un des dangers de l'automobile, la vitesse, un autre danger qui lui est propre, l'absence de l'équilibre naturel. Il n'y a par conséquent aucune raison de la traiter autrement que l'automobile.

Toujours en suivant le même ordre d'idées, c'est-à-dire en distinguant les choses dangereuses et non dangereuses, un jugement du Tribunal de la Seine (5) applique l'art. 1384, alinéa 1^{er}, à une lame de rasoir, dans les circonstances suivantes : En mai 1928, le sieur I demandeur, occupé à cette date comme expert

(1) Trib. civ. de la Seine, 1^{er} décemb. 1927, D. H., 1928.13 ; *ibid.* 23 mai 1928, Gaz. Pal., 1928.2.126.

(2) Trib. civ. de Mayenne, 21 juin 1928, Rec., Gaz. Pal., 1928.2.482, en note ; Trib. civ. de Montluçon, 22 fév. 1928, Gaz. Pal. 192.1.433 ; V. en outre note Mazeaud, *op. cit.*, P. 884.

(3) V. Savatier, Les accidents de bicyclettes, D. H., 1929. Chr. p. 65.

(4) D. P., 1929.2.45

(5) Seine, 19 décembre 1929, Gaz. Pal. 1930.1.431.

en marchandises chez le défendeur D, en voulant se laver les mains, son travail terminé, entra dans le cabinet-lavabo du défendeur et se coupa aux deux doigts majeurs de chaque main, avec une lame de rasoir Gillette qui se trouvait collée sous la savonnette. La plaie de la main gauche s'étant envenimée, le demandeur dût entrer à l'hôpital et garda après la guérison une gêne marquée des doigts de la main gauche. « Attendu, dit le jugement en condamnant le défendeur, qu'une lame de rasoir constitue une chose dangereuse, soumise à la nécessité d'une surveillance, et qu'il échet en l'espèce de faire application de l'art. 1384 qui établit une présomption de faute contre le gardien de la chose... »

Un autre jugement du même Tribunal (1) condamna P, gardien d'un radiateur à gaz qui causa, par asphyxie, la mort de la fille C. Le jugement déclarait que l'installation d'un radiateur à gaz est une chose particulièrement dangereuse, que par conséquent l'art. 1384 doit s'appliquer.

Par contre, les Tribunaux ont refusé d'appliquer l'art. 1384, alinéa 1^{er}, à un accident causé par la chute d'un vasistas qui a frappé une dame à la tête après s'être détaché du deuxième étage d'une usine (2) ; à la rupture d'une corde (3) parce qu'ils sont considérés comme choses inoffensives.

B. — Abandon du critère de choses dangereuses

Il est à remarquer que ces différentes décisions que nous venons de citer, considérant les choses tantôt comme dangereuses tantôt comme inoffensives, sont in-

(1) Seine, 2 janvier 1930, Gaz. Pal. 1930.1.431.

(2) Seine, 4 février 1930, Gaz. Pal. 1930.1.434.

(3) Rennes, 17 juillet 1929, Rec. Rennes 1929.508.

tervenues avant que soit rendu le fameux arrêt des Chambres réunies. Nous avons signalé (1) que la Cour suprême, toutes Chambres réunies, abandonnant l'ancienne formule « qu'il suffit qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui », déclara, le 13 février 1930, que « l'art. 1384 rattache la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même ».

Cette transformation de formule implique-t-elle l'abandon du critère de choses dangereuses ? Quoique ses partisans soutiennent le contraire (2), à tort sans doute, la Cour de cassation emploie désormais la formule du 13 février et les Tribunaux la reproduisent sans se préoccuper du caractère dangereux ou non de la chose dommageable. Bien mieux, dans deux décisions qui émanent, postérieurement à cette date, l'une de la Chambre des requêtes (3), l'autre de la Chambre civile (4), les conseillers de la Cour ont passé outre à l'argumentation des deux demandeurs en cassation qui se fondaient sur le principe que les choses non dangereuses n'étaient pas soumises à la nécessité d'une garde, et ils ont reconnu par là que les choses qui paraissaient non dangereuses sont soumises comme les autres à la nécessité d'une garde, et sont, comme les autres, source de responsabilité pour le gardien.

Il s'agissait, en effet, dans ces deux espèces soumises à la Cour suprême, de choses non dangereuses. Les circonstances même ne laissaient aucun doute à cet égard.

(1) V. *supra*, section II, B., 3^e phase.

(2) V. *infra*, Chap. IV, section III, A.

(3) Req., 3 mars 1930, D. P., 1930.1.81 et note Savatier.

(4) Civ., 14 avril 1930, D. P., 1930.1.81 et note Savatier.

Dans la première espèce, L devant prendre livraison chez G d'un sac de plâtre, se trouvait à côté de sa charrette à bras et son apprenti entre les brancards, lorsque, au moment où le sac y fut déposé, la chambrière de la charrette se brisa, la charrette soulevant de terre l'apprenti bascula et des plaques de tôle placées sur la charrette, blessèrent en glissant G à la main droite. Il est hors de doute que l'accident était le fait d'une chose inoffensive et dans des circonstances telles qu'elle était tout à fait inerte. L'arrêt de la Chambre des requêtes relevait notamment « que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué (1) d'avoir accueilli la demande d'indemnité de G fondée sur l'art. 1384, alinéa 1^{er}, alors que le gardien de la chose ne pouvait être considéré comme responsable du dommage causé par une chose inerte et nullement dangereuse par elle-même ; mais attendu que l'arrêt attaqué constate, d'une part, que L avait effectivement la charrette sous sa garde et que, d'autre part, pour détruire la présomption de responsabilité qui pesait sur lui, il ne rapportait la preuve ni d'un cas fortuit ou de force majeure, ni d'un fait étranger qui ne lui fût pas imputable... D'où il suit qu'en décidant que L en était responsable, l'arrêt attaqué, qui est motivé, loin de violer les textes visés au moyen en a fait une exacte application ; Par ces motifs, rejette... ».

Dans la deuxième espèce, soumise à la Chambre civile, il ne s'agissait pas non plus d'une chose dangereuse. Une voiture de déménagement appartenant à N s'était affaissée par suite de la rupture d'une roue, sur un boulevard de Paris et avait interrompu la cir-

(1) Caen, 27 décembre 1927.

culatation de diverses lignes de tramways. La Compagnie a obtenu par un arrêt de la Cour de Paris, la réparation du préjudice qui lui avait ainsi été causé. Mais, N reprochait à l'arrêt attaqué d'avoir violé l'art. 1384, en faisant droit à l'action, sous l'unique prétexte que N serait responsable du dommage causé par le fait de la voiture qu'il avait sous sa garde, alors que cette voiture de déménagement, sous la direction de l'homme, n'offrait aucun danger particulier. La Cour rejeta le pourvoi en employant les termes consacrés par les Chambres réunies.

Si les juridictions inférieures continuaient à faire, — ce qui n'est pas le cas — une distinction entre les choses suivant leur état dangereux ou inoffensif, ni la Chambre civile, ni la Chambre des requêtes ne pourront plus, après ces décisions qui ne prêtent à aucune équivoque, tolérer une pareille distinction.

Après cet examen concret des décisions juridiques, il sera sans doute intéressant de jeter un coup d'œil en arrière et faire une synthèse toute objective de la jurisprudence.

Quand on entreprend cette étude, on est frappé de voir l'évolution considérable, presque sans précédent, de la jurisprudence en matière de la responsabilité civile.

Depuis la codification presque jusqu'à la fin du xix^e siècle les Tribunaux restèrent jalousement fidèles à la théorie traditionnelle de la faute, et la Cour de cassation consacra jusqu'en 1896 le principe « pas de responsabilité sans faute ». C'est ainsi que la Chambre civile déclare, à l'occasion d'un dommage causé par l'explosion d'une machine, que cette explosion ne peut

se rattacher qu'au fait actuel du propriétaire ou de ses agents ; par conséquent celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert doit établir, outre l'accident, la faute qu'il impute à ce propriétaire comme engageant sa responsabilité, puisqu'un pareil événement qui peut être le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure, n'implique point nécessairement la faute ou l'incurie du défendeur.

Mais l'expansion de l'industrie, vers la fin du xix siècle, bouleversant les techniques de productions, les moyens de circulation, entraîna également avec le machinisme le bouleversement de la jurisprudence ; celle-ci déclare, dès 1886, qu'on est responsable, non seulement par son propre fait, mais aussi, par le fait des choses inanimées qu'on a sous sa garde. Mais dès lors, une difficulté sans précédent surgit, avec cette nouvelle conception : chaque fois qu'une chose inanimée intervient dans la réalisation d'un dommage, la distinction du fait personnel et du fait de la chose devient malaisée.

Dans les premiers temps, la jurisprudence voit le fait de la chose dans le vice de celle-ci. Parallèlement à ce critère, la jurisprudence en détermine un second, celui du fait direct de la chose. Mais, les Tribunaux ne font pas application de ce critère pour les dommages causés par les choses inanimées autres que les automobiles. Ils ne font d'ailleurs pas la distinction du fait personnel et du fait direct de la chose quand il s'agit d'accidents de locomotion, autres que des accidents d'automobile ou de voiture attelée, par exemple, quand un dommage est causé par une locomotive en marche (1) ou par un bateau (2).

(1) Req., 24 juil. 1905, S. 1908.1.539 ; 17 juil. 1922, D. P., 23.1.172.

(2) Aix, 7 jan. 1924, D. P., 1924.2.108.

En 1919, à l'occasion de l'explosion d'une locomotive ; en 1920, à la suite des dommages causés par un incendie, la Cour de cassation abandonne le critère du vice inhérent de la chose, mais les Tribunaux restent fidèles, pour les accidents d'automobiles au critère du fait direct de la chose. La Chambre civile écarte, à son tour en 1924, ce critère, mais les Tribunaux persistent dans leur façon de voir et mitigent le fait de l'automobile avec celui du vice de la chose. L'arrêt de la Chambre civile du 21 février 1927 entraîne les Cours et les Tribunaux vers le nouveau critère des choses dangereuses. Le désarroi qui commence à régner en jurisprudence dès 1924, par suite, d'une part, de l'application arbitraire de la notion de choses dangereuses et par suite de son caractère restrictif, d'autre part, a conduit la Cour suprême, toutes Chambres réunies, à abandonner, une fois pour toutes, tous les critères appliqués jusqu'en 1930, et à adopter, par son retentissant arrêt, longtemps attendu, du 13 fév. 1930, la formule d'après laquelle la responsabilité résultant du fait de la chose réside dans la « garde » et non pas dans la chose.

M. Lalou soutient que la dernière partie de cet arrêt, suivant laquelle « l'art. 1384 rattache la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même », doit disparaître un jour par la logique de l'évolution jurisprudentielle. « En réalité, dit-il, la jurisprudence tend à consacrer la théorie du risque, c'est-à-dire à admettre la responsabilité dès qu'un rapport objectif de causalité est constaté entre une chose et un dommage. Pourquoi exiger que la chose soit soumise à une garde ? » (1).

Nous ne sommes pas du tout de l'avis de M. Lalou.

(1) Lalou, *La Responsabilité civile*, 2^e édition, Paris 1932, p. 580.

La Cour de Cassation ne dit pas que les choses inanimées doivent être gardées. Mais elle déclare tout simplement que la responsabilité du fait des choses inanimées se rattache à la garde ; ce qui est fort différent de la nécessité de surveillance.

Nous réservons la discussion de cette question pour la fin de notre étude doctrinale, et nous croyons qu'il faut, pour la rechercher d'un critérium de distinction du fait personnel et du fait des choses inanimées, s'arrêter, dorénavant, à l'interprétation qu'on peut donner, dans l'état actuel de la jurisprudence, au mot « garde » qui se trouve dans le texte de la loi et dans les derniers arrêts de la Cour de Cassation. C'est ce que nous tenterons dans le IV^e chapitre consacré à la doctrine.

Avant d'en finir avec cette étude, il sera sans doute intéressant de résumer les causes qui ont amené toute cette longue évolution de la jurisprudence. Elles sont, semble-t-il, au nombre de trois : la première a été la question des accidents du travail, la deuxième celle des accidents causés aux tiers par les automobiles, la troisième enfin, le besoin d'échapper à la règle d'après laquelle l'individu, poursuivi pour homicide ou blessure involontaires et acquitté par la juridiction pénale, ne peut plus être déclaré responsable, en vertu des mêmes faits, devant les Tribunaux civils (1).

L'histoire du droit français en matière de responsabilité civile, depuis la promulgation du Code civil, manifeste une tendance à restreindre le champ d'application de l'art. 1382. Cette restriction a été l'œuvre de la jurisprudence et de la loi. C'est la jurisprudence des tribu-

(1) H. Capitant, La responsabilité du fait des choses inanimées d'après l'arrêt des Chambres réunies du 13 fév. 1930, D. H., 1930, *chro.*, p. 29.

naux de l'ordre judiciaire qui, peu à peu, a séparé, pour les raisons que nous venons de signaler, le fait des choses inanimées du fait personnel et a élargi, en raison des nécessités sociales du xx^e siècle, le champ d'application du premier au détriment, peut-être, du second. Et c'est aussi la loi qui, étendant par des textes successifs la conception du risque professionnel en matière d'accidents du travail, puis par les dispositions sur la navigation aérienne, a rétréci le champ d'application de l'art. 1382 au bénéfice de la théorie du risque (1).

(1) Lalou, *op. cit.*, 2^e édit., p. 769.

CHAPITRE IV

DOCTRINE

SECTION I

DISCUSSION GENERALE SUR L'EXISTENCE DU FAIT DE LA CHOSE

Malgré toute la confiance qu'on peut accorder à la science physique moderne pour créer des machines souples et dociles, il est encore quelque peu téméraire de ne voir dans ces instruments que le prolongement des bras et de la volonté de celui qui les met en mouvement. Et malgré toutes les précisions que donnent la science chimique et la science de la nature, il est indéniable qu'entre la volonté qui commande et la chose inerte qui obéit, il subsiste toujours la matière, élément qu'on ne peut éliminer et dont l'intervention si assouplie soit-elle ne cesse de conditionner l'impulsion qui l'anime.

Et pourtant, pour certains auteurs, la distinction du fait personnel et du fait de la chose inanimée ne repose sur aucun fondement sérieux : Une chose n'est que l'instrument du préjudice ; elle ne saurait en être la cause.

Sous le fait de la chose, toujours on trouve le fait personnel. Ce qui est vrai c'est qu'il peut être plus ou moins éloigné dans le temps : si l'automobile heurte un passant, il y a succession presque immédiate entre le fait personnel et l'accident ; si un moteur mal construit fait explosion au bout de six mois, un intervalle plus grand sépare le fait du constructeur du dommage causé ; mais, dans un cas comme dans l'autre, la chose n'a été qu'un intermédiaire entre le fait de l'auteur et l'accident, c'est-à-dire un instrument du préjudice (1).

M. Esmein remarque que (2), dans l'art. 1384 le dommage causé par le fait des choses est assimilé au dommage causé par le fait des personnes. Il en résulte que le fait dont il s'agit dans un cas comme dans l'autre est un acte, un mouvement actif et propre qui ne peut émaner que d'un être vivant.

Un arrêt de la Cour d'appel de Rennes n'admet pas non plus qu'il y ait un fait de la chose quand il affirme « que le fait dont il s'agit est un acte, un mouvement actif et propre qui ne peut émaner que d'un être vivant ; que parmi les choses, les animaux présentent seuls ce caractère ; à la différence de ceux-ci, les objets utilisés ou fabriqués par l'homme sont inertes aussi longtemps qu'il n'ont été mis en mouvement, et ne peuvent occasionner un dommage qu'autant que, par son propre fait, sa négligence ou son imprudence, leur détenteur les aura rendus malfaisants ; d'où il suit que, hors le cas de force majeure, de cas fortuit ou de faute exclusive de la victime, la responsabilité édictée par les arti-

(1) Ripert, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, années 1907, p. 214-215 ; et 1912, p. 204.

(2) S. 1897.1.17.

cles 1382 et 1383, qui sont les plus compréhensifs, sera toujours encourue » (1).

M. A. Besson nie également l'existence du fait de la chose. « Le fait de la chose importe peu, dit-il, il faut uniquement envisager l'idée de garde et préciser l'obligation de garder pour mesurer la responsabilité. La question est insoluble avec la distinction du fait de l'homme et du fait de la chose, parce qu'il n'y a pas à proprement parler de fait de la chose inanimée... » (2). Mais, ce même auteur soutient, par ailleurs, avec insistance, que l'homme asservit à son usage des forces naturelles qui accroissent sa puissance en étendue et en vitesse. Ces forces réagissent parfois, elles se révoltent et *manifestent leur autonomie* : l'homme est impuissant à les réprimer. Malgré la souplesse des organes des automobiles, le rôle de la matière ne cesse de conditionner l'impulsion qui les anime. On ne peut nier, dit encore cet auteur, que l'automobile possède *une sorte de vie artificielle*, et que, ayant pour but d'aller plus vite que le piéton, cette vitesse, même en la supposant normale, empêche la plupart du temps le chauffeur d'éviter l'accident... (3).

Il est curieux de constater, comme nous venons de le faire, que les auteurs qui nient le fait de la chose inanimée, sont contraints néanmoins de reconnaître son existence autonome. Le fait de la chose inanimée existe et cela ne peut faire aucun doute.

Pour qu'il y ait vraiment fait de la chose inanimée, il faut envisager les cas suivants :

(1) D. P. 1906.1.338 (sous cassation).

(2) A. Besson, *op. cit.*, p. 59.

(3) Même auteur, p. 68.

a) Il est d'abord un cas où le fait de la chose se distingue nettement du fait personnel de l'homme, où aucune confusion n'est possible. C'est celui où la chose détermine le dommage sans aucune intervention de l'activité humaine ; l'homme ne joue aucun rôle dans la consommation proprement dite du dommage ; il n'a, d'autre part, rien fait auparavant qui ait pu rendre la chose nuisible. On suppose une chose susceptible de nuire spontanément, du jour où elle existe, si étant abandonnée à elle-même, elle vient à causer un dommage, il est bien évident qu'il y aura fait de la chose.

b) Il se peut, sans participer d'une façon actuelle et immédiate à l'événement dommageable, que l'activité de l'homme y contribue indirectement, l'ayant rendu possible, alors que, sans elle, il ne l'eût pas été. La plupart des choses inanimées ne sont pas nuisibles par elles-mêmes ; elles ne le deviennent que parce qu'un fait de l'homme s'est exercé sur elles, à une époque plus ou moins éloignée de la consommation du dommage, soit pour les mettre dans telle ou telle position, soit pour leur imprimer un mouvement, susceptible de se perpétuer longtemps de lui-même, l'impulsion première une fois donnée.

Mais il est à remarquer que si le fait de l'homme a rendu le dommage possible, il ne l'a pas consommé. Au moment de l'accident la chose avait en elle-même un pouvoir nuisible, acquis sans doute et non point inhérent à sa nature, mais efficace par lui-même, dès l'instant où elle l'avait acquis. Le vase placé sur un pilier (1), l'enseigne fixée au mur (2) quand ils sont tombés n'étaient

(1) Trib. civ. de la Seine, 28 janv 1899, D. P., 1900.2.289.

(2) Aix, 1^{er} juiln 1904, D. P., 1904.2.257.

pas actionnés par une main humaine. A ce moment, ils avaient, en quelque sorte, une vie propre, un mouvement spontané, malgré leur qualité d'objets inertes. L'activité matérielle de l'être humain n'est pas intervenue dans l'accident d'une façon actuelle ; le dommage a pu être précédé par le fait de l'homme, mais le fait qui l'a consommé doit être considéré comme le fait de la chose.

c) A côté des espèces nettement tranchées où le préjudice apparaît comme étant la conséquence certaine soit du fait de la chose, soit du fait de l'homme, il en est d'autres où l'action de l'homme et le fait de la chose ont manifestement concouru pour causer l'accident, mais dans des conditions telles qu'il est difficile de discerner exactement la part qui revient à chacun. Il faut rechercher, en pareil cas, pour apprécier si le dommage est dû au fait de la chose, si elle est douée d'un mouvement propre et indépendant que l'homme ne peut régler à son gré ou si elle est soumise à l'action et à la direction de celui-ci et se trouve ainsi sous sa dépendance.

Ainsi, dans un accident causé par un ballon gonflé au gaz d'éclairage, le Tribunal de la Seine argumentait, entre autres, « que si, en principe, la présomption de faute créée par l'art. 1384, alinéa 1^{er} ne s'applique qu'au cas où le dommage a été causé en dehors de toute intervention du propriétaire ou du gardien, elle doit encore s'appliquer lorsque cette intervention n'a joué qu'un rôle insignifiant dans le dommage et lorsqu'il s'agit de choses qui échappent par leur nature à l'action de la volonté humaine... ».

D'après ce jugement, le critérium de distinction est donc dans la maîtrise de l'homme sur la chose.

Lorsque la chose est sous la dépendance de l'homme, de telle sorte qu'il puisse en régler les mouvements à sa guise, tous les dommages qu'elle peut causer sont le fait de l'homme. Si au contraire, la chose échappe à sa direction elle est considérée comme douée d'une vie propre et indépendante ; on dit que les accidents qui auront pu se produire de la sorte sont le fait de la chose.

C'est la distinction que la jurisprudence faisait déjà en ce qui concerne les animaux et qui peut être étendue par analogie. Un cheval attelé et conduit par son cocher cause un accident. Y a-t-il fait de l'animal ou fait personnel du cocher ? Il semble bien que, pour résoudre cette question, les juges recherchent si, au moment où l'accident s'est produit, le cheval était dans la main du conducteur qui le dirigeait à sa guise, ou si, au contraire, il avait échappé à sa direction. C'est dans ce second cas seulement que l'accident est réputé provenir du fait de l'animal (1).

Cependant, certains auteurs n'admettent pas une assimilation entre le fait d'un animal et le fait d'une chose inanimée. M. Ripert notamment s'exprime de la façon suivante : « Cette assimilation peut-elle se justifier, et y a-t-il un fait de la chose inanimée analogue au fait de l'animal ? Il est permis d'en douter. Quand le Code civil parle du dommage causé par un animal, il emploie une expression exacte, parce que l'animal a une activité propre et peut, de lui-même, causer un préjudice ; il y a un fait de l'animal... Si l'on considère

(1) Cassation 5 avril 1894 et 15 juillet 1896, S., 97.1.229 ; Toulouse, 28 février 1901, S., 1901.2.164 ; Req., 6 mai 1901, S., 1902.1.286.

maintenant les choses dites inanimées, on remarque que certaines d'entre-elles ont ou paraissent avoir une activité propre, une force intime, un dynamisme personnel. La machine, la « bête humaine » déchaîne parfois sa force ; elle communique l'incendie, elle fait explosion, elle blesse ou tue ; elle agit alors comme un animal furieux, et il semble qu'il y ait bien un fait personnel de la chose. Mais c'est pure apparence. Entre l'animal et la machine, il y a cette différence essentielle, la vie. La force interne de la chose a été créée par l'homme ou tout au moins appropriée par lui. C'est lui qui produit la vapeur, qui capte l'électricité, qui conduit la flamme, qui mélange les gaz. En réalité, il y a fait de l'animal, il n'y a pas fait de la chose... » (1).

Pour M. le Professeur Savatier, le fait de la chose est, au contraire parfaitement compréhensible. « Quoiqu'on en dise, écrit-il, l'accident arrivé par une chose qui, à ce moment même, suit fidèlement la direction de l'homme (automobile, bicyclette, instrument de travail à main, etc.), diffère de l'accident survenu du fait d'une chose qui, sous l'action imprévue d'une force de la nature (explosion, pesanteur, inflammation spontanée, etc...) s'est émancipée de la direction humaine avant de causer le dommage » (2).

Pour M. le Professeur Josserand, également, le fait de la chose inanimée ne fait pas de doute. « En réalité, écrit-il, l'homme n'est point le maître souverain des forces qu'il a déchaînées et qui peuvent se retourner contre lui. L'utilisation qu'il en fait n'est que la conju-

(1) V. également dans ce sens, M. Picard, *Revue générale des Ass. ter.* 1930, p. 264 ; Esmein, *S.* 1897.1.17.

(2) D. P., 1925.2.42.

gaison de deux forces distinctes, indépendantes ; elle n'est qu'une collaboration dans laquelle le fait de la chose apparaît au premier plan. Ce n'est pas le fait de la chose qui disparaît devant le fait de l'homme ; c'est le fait de l'homme qui s'emploie et qui s'intègre dans le fait de la chose, puisqu'il suffit d'une fausse manœuvre, d'un moment d'inattention et parfois même du hasard, pour que les calculs humains soient déjoués et pour que la matière fasse durement sentir à son employeur sa force, son autonomie. Au reste, le langage courant est suffisamment expressif : on dit que tel accident a été causé par une automobile, on ne dit pas qu'il a été causé par une canne ou par un parapluie, mais bien par telle personne, par tel passant. C'est que, dans le premier cas, le fait de la chose apparaît au premier plan, au lieu que, dans le deuxième, c'est le fait de l'homme qui occupe la scène tout entière » (1).

M. le Conseiller Michel Jaffard résume bien cette conception, le fait de la chose inanimée, qui est aussi notre opinion, dans le rapport qu'il a présenté devant la Chambre des requêtes : « On dit, conclut-il, que les choses ne pouvaient causer de dommage par leur *fait* ; qu'un *fait* impliquait une intervention humaine. Le contexte de l'art. 1384 ne permet pas cependant d'écarter cette expression ; si on la supprime il devient illisible. L'objection nous touche peu. Un fait n'est pas seulement *un acte, une action* produite par un être vivant, c'est aussi *une chose qui arrive, qui a lieu*, tous les dictionnaires en donnent également cette définition. Que de choses inanimées ont des mouvements propres ! » (2).

(1) D. P., 1925.2.107, col. 1.

(2) Req., 29 avril 1913, D. P., 1913.1.427.

SECTION II

CRITIQUES FAITES AUX CRITERES DU « VICE INHERENT DE LA CHOSE » ET DU « FAIT DIRECT DE LA CHOSE »

A. — Vice inhérent de la chose

Nous savons, par notre étude historique, comment la jurisprudence avait voulu venir en aide aux ouvriers, victimes du fait des choses inanimées, en généralisant, avant la découverte d'un principe général, dans l'article 1384, le système de l'art. 1386 qui rend responsable le propriétaire d'un bâtiment qui tombe en ruines par suite du défaut d'entretien ou de vice de la chose. Quand le dommage résultant du fait d'une chose inanimée trouva enfin un appui dans le texte de la loi, c'est par suite de la survivance des idées anciennes, et par une sorte d'analogie imaginaire sans doute, que la jurisprudence n'a vu, durant vingt ans, le fait de la chose que dans le vice inhérent de celle-ci.

Et pourtant, le critère du vice inhérent de la chose était juridiquement et pratiquement insoutenable.

Juridiquement insoutenable parce qu'il était difficile de chercher les conditions d'application de l'ar. 1384, ali. 1^{er}, dans l'art. 1886 qui ne s'occupe que de la ruine des bâtiments. Ce dernier texte a ses conditions d'applications propres, et, étant exceptionnel, n'assigne de responsabilité qu'au propriétaire du bâtiment ; le premier au contraire, disposition générale, ne pose aucune condition d'application, et rend responsable non pas uniquement le propriétaire, mais tout gardien de la chose dommageable.

Pratiquement aussi ce critère était inadmissible. En effet, la preuve exigée du demandeur en indemnité ne se trouvait pas facilitée, ainsi qu'on pourrait le croire. Démontrer le vice de la chose est relativement facile quand il s'agit de la ruine d'un bâtiment. Les matériaux restent généralement dans un état suffisant pour permettre une expertise probante. L'état défectueux du bâtiment, d'autre part, au moins s'il était apparent, n'aura pas manqué d'attirer l'attention des voisins, il sera donc possible de recourir à leur témoignage.

Mais qu'une chose inanimée, autre qu'un bâtiment, vienne à causer un dommage ; que le moteur d'une automobile, par exemple, fasse explosion, exiger de la victime la démonstration du défaut d'entretien ou du vice de la chose, c'est exiger une preuve souvent plus difficile à apporter que celle de la faute du gardien. Les témoignages seront ici plus rares et moins probants ; il est souvent impossible, quand la machine est en marche, de se rendre exactement compte de la cause initiale de l'explosion. Quant à l'expertise, elle ne pourra pas non plus donner de résultats parce que la chose, par suite de l'accident, se trouvera généralement totalement détruite.

Si l'on ajoute à toutes ces considérations celle de la pauvreté habituelle de la victime, on mesure toute l'injustice à laquelle il était nécessaire de remédier sans délai. C'est ce qu'ont fait la Chambre civile, pour la première fois en 1919, et les Chambres réunies de la Cour de cassation tout dernièrement, en décidant que « fait de la chose » ne résultait pas nécessairement d'un vice inhérent à la nature d'une chose.

B. — Fait direct de la chose

Le critère du fait direct de la chose était, d'abord, arbitraire et en contradiction avec les décisions rendues depuis 1896. En effet, les tribunaux n'ont fait l'application de ce critère que pour les accidents d'automobiles ; et au contraire, dans les cas d'explosion de machines à vapeur, de chaudières, ils ne se préoccupaient pas de la présence, lors de l'accident, du mécanicien, lorsqu'il s'agissait de l'explosion d'une locomotive, du patron du bateau, lorsqu'il s'agissait de l'explosion de la chaudière à vapeur d'un bateau, et appliquaient l'art. 1384.

Ce critère aboutissait, en second lieu, comme l'a remarqué M. le Conseiller le Marc'hadour dans son rapport, sur lequel a été rendu l'arrêt des Chambres réunies du 13 février 1930, à ce résultat de faire peser la présomption de responsabilité sur le gardien dans le seul cas où, l'automobile étant au repos, son pouvoir dommageable était à peu près nul ; le droit commun de l'art. 1382 reprenait son empire au moment précis où la voiture, mise en marche, devient une source de dangers. C'était là un résultat singulier si l'on considère que le législateur, en édictant la présomption de l'art. 1384, a eu évidemment en vue les personnes et les choses dont on a la surveillance ou la direction et qui peuvent être pour les tiers la source d'un dommage ; la garde et les obligations qui en découlent ne survivaient alors pas au fait de l'embrayage ! On aboutissait ainsi à des résultats contraires au bon sens et à l'équité. Quand une chose était sous la direction de l'homme, on formulait une distinction qui n'est écrite nulle part dans la loi et qui aboutissait à ce résultat paradoxal

de soumettre le conducteur de l'automobile à un régime plus sévère lorsqu'il ne conduit pas que lorsqu'il tient la direction ; en effet, dans la première attitude, purement passive, il faisait figure de gardien et encourait à ce titre de plein droit la responsabilité de l'accident, au lieu que dans la deuxième éventualité, il était considéré comme agissant par ses propres moyens et ne répondait par suite plus que de son fait. Si bien qu'en définitive, et si l'on décide que le fait de l'homme exclut le fait de la chose, on aboutit à ce résultat que la responsabilité de droit fonctionnera surtout dans le monde des choses inertes et inoffensives, mais bien rarement dans celui des choses vivantes et dangereuses, c'est-à-dire qu'elle aura une valeur théorique bien plutôt qu'une signification pratique, et qu'elle apparaîtra dans toute son ampleur là où on pourrait aisément se passer d'elle.

Ce n'est pas non plus dans le texte du Code qu'on pourrait trouver la justification de la distinction proposée. On admet, au contraire, que les responsabilités des articles 1384 et 1385 sont gouvernées en tous les points par les mêmes règles et sont issues de la même conception juridique ; or distingue-t-on, pour l'application de l'article 1385, suivant que le cheval est abandonné ou accompagné, suivant que le chien garde une maison inoccupée ou chasse sous l'œil et sous la direction de son maître ?

Cette distinction du fait personnel et du fait direct de la chose est, au surplus, comme le remarque M. Josserand, presque impossible à faire ; cette ventilation est pratiquement irréalisable. Prenons, par exemple, le cas d'une voiture automobile. La voiture est-elle

au repos au moment où l'accident est survenu ? Il est parfaitement concevable que celui-ci soit cependant imputable au fait du chauffeur qui avait négligé de serrer le frein ou de caler les roues de la voiture, de telle sorte que sollicitée par la pente, l'automobile a pu se mettre en marche et causer des ravages sur son passage : son fait est alors précédé et dominé par celui de son gardien. Est-ce au contraire en pleine vitesse et sous l'action de son chauffeur qu'elle a déterminé un dommage ? Il est fort possible que le fait du conducteur, si apparent ou si probable qu'il soit, se trouve relégué au second plan, peut-être exclu, dominé par un incident d'ordre mécanique qui échappait à toutes les prévisions humaines ; telle est bien la situation au cas de dérapage ou de capotage ; ces incidents sont susceptibles d'être provoqués aussi bien par un vice de construction de la voiture ou d'un bandage que par la maladresse ou l'imprudence du chauffeur ; ce sont des conjonctures équivoques, anonymes, dont la source est obscure et qu'il est impossible de ramener, en thèse absolue, soit au seul fait de la chose, soit à l'action exclusive de l'homme.

Il n'est point exact, d'autre part, que l'automobile ne soit aux mains du conducteur qu'un instrument agissant à sa volonté. L'automobiliste n'est pas maître absolu de sa machine pas plus qu'un conducteur n'est maître absolu du cheval qu'il mène ; l'animal, être vivant, a des initiatives imprévisibles ; mais la machine porte dans ses flancs une force que l'homme crée, actionne et dirige, mais dont il ne peut prévoir et limiter les effets. De cette force, de la vitesse qui en est l'effet,

l'automobiliste n'est pas pleinement le maître. C'est, a-t-on pu dire, la force utilisée qui conditionne l'accident beaucoup plus que la personnalité du conducteur.

Le critère du fait direct de la chose étant, comme le critère du vice inhérent de la chose, juridiquement et pratiquement inadmissible, devait donc, par la logique des choses, être rayé, tôt ou tard, de la pratique jurisprudentielle, c'est ce que la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, a fait par son arrêt du 13 février 1930.

SECTION III

INTERPRETATION DU MOT « GARDE »

Le mot « garde » qui se trouve dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 et qui commence à prendre une place prépondérante dans les décisions judiciaires, dès 1919 et surtout depuis l'arrêt du 13 février 1930 des Chambres réunies, peut recevoir trois interprétations différentes (1).

La première consiste à dire que le mot « garde » vise l'obligation légale qui incombe à une personne de surveiller sa chose dont elle a la propriété ou l'usage. Or, cette obligation ne se conçoit, dit-on, que pour les choses dangereuses. En 1804, le législateur aurait considéré que parmi les choses mobilières possédées, les animaux seuls présentaient des dangers particuliers pour les

(1) Il ne faut pas oublier que nous examinons la question au point de vue de critère ; nous laissons, par conséquent, de côté la notion de « garde juridique » et « garde matérielle ». V. à ce sujet H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, V. également Laurens, *La Responsabilité du fait des choses inanimées*, Th. Toulouse, 1908, p. 220.

tiers et devaient être gardés. Le siècle suivant a créé une multitude de choses dangereuses (1) qui doivent être surveillées à l'égal des animaux. Quand un dommage arrive par le fait d'une de ces choses, il est à présumer que le gardien a manqué à son obligation de surveillance (2).

« La garde dont il est question dans l'art. 1384, dit Planiol, est une sorte de surveillance qui ne se comprend que pour les choses qui en ont besoin, à raison de leur caractère particulièrement dangereux et connu comme tel. Les rédacteurs du Code pensaient sans doute, en écrivant ce membre de phrase, aux animaux capables de causer des blessures, tels que les chiens, les chevaux, les bœufs, les taureaux, dont ils se sont occupés dans l'art. 1385. Qu'on puisse étendre la formule dont ils se sont servis à des cas non prévus par eux, cela est tout naturel ; mais on n'ira pas jusqu'à dire qu'un champ labouré est sous la garde de son propriétaire ou du fermier. On ne garde que ce qui a besoin d'être gardé... » (3).

D'après cette interprétation, qui confond en somme, la « garde juridique » et « la garde matérielle », le mot garde constitue le fondement et le critérium de la responsabilité du fait des choses inanimées.

Dans une deuxième interprétation, ce n'est pas seulement les choses dangereuses qui doivent être gardées ; la « garde » consistant en un droit de direction ou de contrôle, exercé ou non par le propriétaire ou le gardien

(1) D. P., 1925.1.98.

(2) Sourdat, *Traité général de la resp.*, 5^e édition, T. II., p. 732 et s.

(3) Planiol, *Etude sur la responsabilité civile*, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1926, p. 89 ; V. également dans le même sens Ripert, note D. P., 1922.1.25.

de la chose, ou bien par un préposé de ceux-ci, toute chose inanimée nécessite par conséquent une garde. Le mot garde sert, ici aussi, de fondement et de critérium en ce sens que la loi impose de bien garder ce que l'on possède ou ce que l'on utilise ; dès que l'on perd la garde de cette chose, on commet une faute. D'où il suit que le fondement de responsabilité, résultant du fait d'une chose, est la faute et non le risque. Et ce fondement détermine en outre le critérium du fait de la chose : le dommage est-il arrivé quand la chose inanimée, dangereuse ou non, a strictement obéi à la volonté, à la maîtrise de l'homme, il y a fait personnel ; au contraire, la chose dommageable a-t-elle échappé à la maîtrise, au contrôle de l'homme, il y a fait de la chose (1).

D'après une troisième interprétation, enfin, on peut dire que le législateur n'a eu l'intention, en insérant le mot « garde » dans le texte, que de déterminer la personne responsable. Il n'a pas voulu rendre responsable seulement le propriétaire d'une chose ; il a cru plus équitable de mettre cette responsabilité à la charge du gardien, comme à la charge du propriétaire (2). Aussi bien le législateur n'a-t-il pas dit seulement : «... que l'homme est responsable... du fait des choses », mais il a ajouté « ... que l'homme est responsable... du fait des choses qu'il a sous sa garde ». Cette formule, qui englobe le propriétaire aussi bien la personne qui utilise la chose, avec le pouvoir de lui donner la direction qu'il désire, répond mieux aux exigences de la pratique. D'ailleurs, le législateur n'avait-il pas fait sienne l'in-

(1) MAZEAUD, *op. cit.*, T. I., p. 803 et s.

(2) JOSSEMERAND, D. P., 1925.2.108 ; D. H., 1930, Chronique, p. 6.

interprétation que nous venons de donner quand il dit dans l'article 1385 : « le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert... est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ». En d'autres termes, le mot garde intervient, dans cette troisième interprétation seulement pour identifier celui qui profite de la chose (1).

A la vérité ceux qui adoptent cette dernière interprétation ne s'occupent pas beaucoup de donner un critère propre. Mis à part en effet le cas où la chose a strictement obéi à la volonté de son gardien, n'a été qu'un simple instrument entre ses mains, et où l'on fait intervenir alors l'art. 1382, ils veulent appliquer dans toutes les autres hypothèses de dommage survenant par l'intermédiaire d'une chose inanimée, l'article 1384, alinéa 1^{er} (2). Ce n'est donc rien autre, en définitive, que l'adoption de la théorie du risque.

Ces trois interprétations du mot « garde » ainsi dégagées brièvement, nous allons les reprendre successivement, en détail, pour découvrir le critérium sur lequel la jurisprudence semble s'arrêter.

A. — Première interprétation du mot « garde »
Seules les choses qui nécessitent une surveillance particulière doivent être gardées

(CHOSES DANGEREUSES)

a) Exposé de la Théorie.

Dès le premier arrêt de la Cour de cassation qui, abandonnant le critère du « vice inhérent de la chose »,

(1) JOSSERAND, cité par M. Picard, *Revue Générale des Ass. Terrestres*, 1930, p. 270.

(2) V. note Josserand précitée.

adopta la formule d'après laquelle « l'art. 1384 rattache la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même » (1), notre éminent professeur, M. Ripert commença à mener campagne en faveur du critère de « danger » (2). Déjà avant lui de nombreux auteurs avaient dégagé cette notion (3) ; mais on peut dire que seule sa haute autorité amena la Cour suprême à adopter le critère défendu par lui. En effet, la Chambre civile de la Cour de cassation formulait, dans l'affaire Jeand'heure (4) « que la loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose était ou non actionnée par la main de l'homme, qu'il suffit qu'il s'agisse d'une *chose soumise à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui* ».

Bien que sa portée fut contestée (5) cette formule fut, comme nous l'avons vu en étudiant la jurisprudence, rapidement accueillie par de nombreux Tribunaux et Cours d'appel. Et beaucoup d'auteurs se sentirent satisfaits par ce nouveau critère (6) M. Ripert, de son côté, divisant les choses dangereuses en trois catégories, exposa son point de vue de la façon suivante :

Il y a, dit-il, tout d'abord une catégorie de choses qui sont dangereuses parce qu'elles sont mues par une force dont l'homme n'a pas la direction absolue. Il a beau créer, capter, aménager cette force, elle échappe parfois à sa direction. Rentrent dans cette catégorie les véhicules, et d'une façon générale toutes les machines

(1) Civ., 21 janvier 1919, D. P., 1922.1.25.

(2) D. P., 1922.1.26 ; 1925.1.7.

(3) V. les auteurs cités par A. Besson, *Op. Cit.*, p. 72 et 73.

(4) V. *supra*, ch. III, section II, B. 2^e phase.

(5) V. *infra* c.

(6) V. notes Esmein, S., 1927.1.137 ; 1928.1.89.

mues par un moteur quelconque ; dans la deuxième catégorie rentrent les choses qui sont mises en mouvement par la force humaine, mais dont elles développent les effets, par exemple un treuil mû à la main, un tricycle porteur et même une bicyclette ; il y a enfin des choses qui ne peuvent être dangereuses que par la force de leur pesanteur à la condition qu'elles soient mises dans une situation telle que cette force les entraîne : ainsi un véhicule sans moteur lancé sur une pente, une pierre ou un vase détaché d'un mur, un lustre tombant d'un plafond, une enseigne décrochée par le vent. Si de pareilles choses causent un dommage, c'est qu'elles ont été mises dans une position telle qu'elles sont devenues dangereuses par leur masse et leur poids (1).

Si donc une chose rentrant dans une de ces trois catégories cause un dommage, on pourrait dire, d'après cette théorie, qu'il y a fait de la chose, et que par conséquent l'application de l'article 1384, alinéa 1^{er}, s'impose.

Mais restent, d'après M. Ripert, hors d'application de cet article les dommages causés par le fait des choses qui n'ont pas de force propre et ne peuvent par un mécanisme multiplier la force humaine, qui sont par elles-mêmes inertes et inoffensives et ne peuvent par conséquent causer un accident que si une personne quelconque s'en sert comme d'instrument ; tel serait le cas d'une tringle fixée dans un mur, d'un siphon d'eau de seltz, des feuilles des arbres poussées par le vent, des poussières.

Les arrêts qui ont admis dans ces cas l'application de l'article 1384, paraissent, à cet auteur, avoir étendu

(1) D. P., 1927.1.98.

la présomption de faute au delà des limites qu'elle doit recevoir.

b) *Critique de la Théorie.*

Cette distinction des choses dangereuses et non dangereuses, a été vivement critiquée par de nombreux auteurs (1). On a fait, à la classification tripartite des choses dangereuses, les objections suivantes :

1° Le mot « garde » que se trouve dans le texte et dans les arrêts, loin de désigner les choses dangereuses, exclut bien au contraire, une pareille distinction. La formule adoptée par la jurisprudence, dès 1919, formule d'après laquelle « la responsabilité se rattache à la garde de la chose, *non à la chose elle-même* » ne permet pas de faire une distinction suivant la nature de la chose. Que celle-ci soit mobilière ou immobilière, dangereuse ou non, l'art. 1384 doit s'appliquer quand le dommage est causé par le fait d'une chose. La loi et la jurisprudence n'attachent pas la responsabilité à la chose elle-même ; la nature de la chose est pour elles indifférente. On est étonné de voir M. Ripert, qui n'a cessé de critiquer, durant de longues années, la jurisprudence qui refusait d'appliquer l'art. 1384 aux immeubles, en dehors de la ruine d'un bâtiment, venir proposer un critère basé sur la nature abstraite de la chose.

2° Cette distinction rompt toute unité entre les articles 1334 et 1385. Ce dernier qui contient également le mot « garde » n'a pas été l'objet, de la part de la jurispru-

(1) CAPITANT, D. H., 1927, chronique p. 51 ; SAVATIER, semaine juridique 1927, p. 433 ; D. P., 1927.2.169 ; F. MAZEAUD, S., 1927.1.131 ; JOSSE-RAND, D. H., 1930, chr., p. 5 et 25 ; D. P., 1928.1.98.

dence, d'une interprétation analogue. Quoique certains auteurs aient voulu trouver une référence à l'idée du danger présenté par les animaux dans l'art. 1385 (1), nul ne songe à imposer à la victime, lorsqu'elle utilise cet article, la preuve du caractère dangereux de l'animal qui l'a blessé, par exemple, la preuve que le chien qui l'a mordu était méchant. Nul ne propose de distinguer entre les animaux inoffensifs et les bêtes féroces, entre les animaux domestiques et les animaux sauvages ; le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert, c'est-à-dire en somme le gardien, est responsable de plein droit des dommages causés, sans qu'on s'inquiète de savoir si, dans l'espèce, existait un devoir de garde particulièrement impérieux dont il ne se serait pas acquitté. Or, si telle est l'interprétation que comporte, pour les dommages causés par les animaux, l'art. 1385, on ne saurait, sans arbitraire, en faire prévaloir une autre pour les dommages causés par les choses inanimées. Il est de jurisprudence et de doctrine constantes que les deux dispositions voisines instituent deux régimes de responsabilité similaires.

3° La distinction des choses en dangereuses et non dangereuses entraîne un large recul sur les acquisitions faites dans la jurisprudence antérieure par l'art. 1384. Comment considérer, en effet, comme dangereux un siphon d'eau de seltz, un arbre laissant tomber ses feuilles ? Or, tout cela a donné lieu à application de l'article 1384.

Si l'on admet que cet article ne s'applique plus qu'aux choses dangereuses, il apparaîtra, par contre nécessai-

(1) PLANIOL, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence* 1906, p. 89 ; RIPERT, *D. P.*, 1925.1.98.

rement, que le gardien d'une chose dommageable peut s'affranchir de toute responsabilité en prouvant avoir pris les mesures nécessaires pour empêcher, selon toute prévision, sa chose d'être dangereuse (1).

4° On peut enfin objecter à la distinction proposée d'être arbitraire. Une même chose peut, suivant les circonstances, être considérée ou non comme dangereuse (2). Un jouet mécanique, une épingle sont dangereux entre les mains d'un enfant, tandis qu'ils ne le sont pas entre les mains d'un homme raisonnable.

Donc, la chose sera ou non dangereuse selon les circonstances et selon la personne qui la maniera. Malgré ces variations, faudra-t-il en dresser une liste nominative ? Qui sera chargé d'accomplir cette tâche ? Si on réserve ce droit à la Cour de cassation, elle doit *a priori* se heurter aux plus grandes difficultés ; si on laisse toute liberté aux Tribunaux, il est inévitable de tomber dans l'arbitraire (3).

*c) La notion de choses dangereuses est-elle
définitivement abandonnée ?*

Après tant de critiques que nous venons de relever, on se demande si une telle distinction peut encore vivre dans la jurisprudence. Nous avons souligné, à la fin du chapitre précédent, que les Tribunaux et les Cours adoptent, depuis le fameux arrêt des Chambres réunies, la formule employée par celles-ci et ne font aucune allusion au caractère dangereux de la chose dommageable. La Chambre civile et la Chambre des requêtes ont

(1) *La Semaine Juridique*, 1927, p. 433.

(2) CAPITANT, D. H., 1927, chr. p. 52 ; SAVATIER, D. P., 1927.2.170.

(3) V. pourtant la note Voirin, D. H., 1929, chr. p. 1 et notes Esmein, S., 1927.1.137 ; 128.1.89 (pour ces auteurs établir la liste de choses dangereuses est parfaitement possible).

eu l'occasion de dire, depuis le 13 février 1930 que « l'art. 1384 rattache la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même ». L'une comme l'autre ont évité d'employer l'ancienne formule « qu'il suffit qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui ».

Il est donc permis d'admettre que « la chose dangereuse » comme critère « du fait de la chose » est définitivement abandonnée. La plupart des auteurs sont de cet avis. « Le silence gardé par les Chambres réunies, dit M. Josserand, et les conclusions de M. le Procureur général Matter nous permettent de penser à la condamnation de la règle proposée ou du moins qu'elles ont tenu à ne pas donner une consécration définitive et solennelle à un standard dont la vérité n'était pas démontrée et qui déterminait un refoulement considérable de la théorie de la responsabilité du fait des choses » (1).

D'après l'éminent professeur Capitant également, il résulte de l'arrêt du 13 février 1930, qu'il n'y a plus lieu, pour l'application de l'art. 1384, alinéa 1, de distinguer entre les choses inertes ou dangereuses ; si la Cour a jugé bon de passer sous silence les prudentes restrictions que la Chambre civile avait formulées en 1927, c'est que sa volonté bien formelle, était d'élargir le domaine de cet article (2).

Et pourtant, MM. Ripert et Esmein soutiennent que les Chambres réunies n'ont eu nullement l'intention de condamner le critère de danger. « Bien que la Cour de cassation ne parle plus de choses dangereuses, dit

(1) D. H., 1930, chr., p. 28.

(2) D. H., 1930, chr. p. 31.

M. Ripert, nous sommes fondés à soutenir que puisqu'elle établit la présomption de responsabilité sur la garde de la chose, il n'y a rien de changé dans la jurisprudence. Aucune des modifications de forme apportées à l'arrêt du 1927 ne paraît de nature à condamner la distinction qui résultait de cet arrêt » (1).

Quoique la plupart des auteurs se fussent ralliés assez facilement à la distinction simpliste de choses dangereuses et non dangereuses, quoique l'arrêt de 1927 de la Chambre civile eût été chaleureusement accueilli par les Cours et les Tribunaux, il est tout de même permis de se demander si ce fameux arrêt avait bien eu la portée qu'on lui prête. A lire cet arrêt, on est très étonné de voir qu'il ait reçu, de la part de très éminents auteurs, une interprétation si inexacte. Les uns, entraînés par l'idée que leur théorie venait de trouver échos dans la jurisprudence, les autres, par plaisir de critique, peut-être, ne cherchant nullement la portée exacte de l'arrêt et se contentant, par conséquent, de pures objections au principe même de la distinction proposée, ont perdu de vue la signification de la règle que la Chambre civile avait déjà consacrée en 1919, et une fois de plus en 1927. Seuls, à notre connaissance, MM. H. et L. Mazeaud ont donné, à cet arrêt, l'interprétation qu'il convient : la présomption de responsabilité de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, se justifie par des dangers que font courir les choses ; toutes les choses inanimées, susceptibles de causer un dommage. L'arrêt soulignait simplement la raison profonde et cachée qui a poussé un jour la jurisprudence à rompre avec la tradition pour attribuer une significa-

(1) Dans le même sens, Maurice PICARD, *Revue générale des assur. terrestres* 1930, p. 273.

tion spéciale au premier alinéa de l'art. 1384. Les choses inanimées sont soumises à la nécessité d'une garde « en raison des dangers qu'elles font courir à autrui » ; voilà ce que déclarait l'arrêt ; et non pas du tout que seules les choses dangereuses sont soumises à la nécessité d'une garde, ni que, pour l'application de l'art. 1384, alinéa 1^{er}, il faut distinguer entre les choses dangereuses et celles qui ne le sont pas (1).

Après cette interprétation parfaite, il est permis de penser que la distinction des choses dangereuses et non dangereuses n'aurait pas dû apparaître, même un instant, comme critère du fait des choses inanimées. Elle pourrait servir de fondement à la responsabilité du fait des choses si la jurisprudence rattachait celle-ci uniquement à la notion de faute. Nous aurions pu dire, dans ce cas, avec les partisans de cette distinction, que du moment que le fondement de la responsabilité se rattachait uniquement à la faute du gardien, on était fondé à en conclure qu'on est responsable du dommage résultant du fait de la chose qu'on avait l'obligation de garder.

Est-ce bien là le point de vue de la jurisprudence ? Nous ne le croyons pas ; car, bien qu'elle continue à employer l'expression de présomption de responsabilité, la jurisprudence s'est ralliée, il y a longtemps déjà à la théorie du risque. C'est d'ailleurs ce que nous lisons sous la plume de l'éminent professeur Capitant : « la Cour de cassation a inconsciemment glissé vers la théorie de la responsabilité objective (2). En vérité, le système de la responsabilité de plein droit construit par la jurisprudence, est incohérent et trop rigoureux, en ce qu'il s'ins-

(1) MAZEAUD, *Op. Cit.*, T. I., p. 857.

(2) D. H., 1930, chr., p. 30.

pire à la fois de la double idée de présomption de faute et de risque » (1). Nous n'avons voulu citer que M. Capitain qui est un des fervents partisans de la théorie traditionnelle de faute ; mais M. Savatier défend également cette même idée.

En résumé, la première interprétation du mot « garde » peut servir à expliquer, d'une manière logique, le fondement de la responsabilité du fait des choses inanimées, si l'on tombait d'accord pour admettre que celle-ci est à base de faute ; mais, cette interprétation ne peut avoir, d'après nous, qu'une valeur médiocre pour la recherche d'un critérium de responsabilité du fait des choses inanimées. Si, cette interprétation avait pu amener la doctrine et la jurisprudence, à la distinction des choses en dangereuses et non dangereuses, il n'est plus douteux qu'elle est complètement abandonnée depuis le 13 février 1930 (2).

d) *Imperfection de l'action de l'homme
sur la chose.*

L'abandon du critère que nous venons d'examiner étant acquis, on en a proposé un autre qui, comme le précédent paraît à première vue, assez séduisant. Dès que l'on voit la formule proposée, on a l'impression de se trouver en face d'un nouveau critère plein de promesses. Il n'en est rien. A part l'originalité de la formule, il n'y a là, à notre avis, qu'un déguisement de la distinction des choses dangereuses et non dangereuses. Il est proposé dans la remarquable thèse de M. A. Beson.

Nous avons montré, dans l'étude consacrée à la dis-

(1) 1927, chr., p. 52.

(2) V. en ce qui concerne la Jurisprudence chap. III, section III B. ; en ce qui concerne la doctrine, note SAVATIER, D. P., 1930.1.81, col. 1 ; Niboyet, *Op. Cit.*, p. 384.

cussion générale sur le fait de la chose inanimée, comment cet auteur, tout en niant en termes explicites, le fait de la chose inanimée, est pourtant contraint d'admettre, au moins implicitement, que ce fait existe bel et bien.

Son critère de distinction, M. Besson en cherche, lui aussi, le fondement dans la notion de garde. La règle doit être limitée, d'après lui aux biens qui sont susceptibles d'être gardés, toutes les choses n'exigeant pas des mesures de surveillance spéciales.

Il conçoit deux catégories distinctes de biens : ceux qui, par leur nature, appellent la surveillance de ceux qui s'en servent, qui ont besoin qu'on les garde, parce qu'ils sont une menace perpétuelle pour les tiers ; et ceux qui normalement n'impliquent pas eux-mêmes une surveillance de ce genre, dont, habituellement, on ne peut craindre aucun danger, qui ne nécessitent aucune mesure spéciale de protection, parce qu'ils ne peuvent causer d'accidents que dans des circonstances indépendantes de tout gardiennage et laissant supposer plutôt le cas fortuit ou de force majeure.

Après ce préambule, M. Besson donne comme critérium « l'imperfection de l'action de l'homme sur la chose » (1). L'imperfection de l'action de l'homme s'explique, d'après cet auteur, par les imperfections mêmes de la chose. Malgré toutes les découvertes scientifiques, les créations de l'homme n'atteignent pas la perfection. C'est l'observation de la fréquence possible des accidents qui permettra de découvrir cette imperfection et d'appliquer la présomption de l'art. 1384 qui a sa source dans l'imperfection, dans la défectuosité ou même dans l'essence de la chose.

(1) Thèse citée, p. 61.

Faisant état de la jurisprudence, M. Besson cite des exemples où celle-ci aurait appliqué l'art. 1384 parce que l'homme se sert d'une chose dont il n'est pas sûr de rester maître. Tels sont les cas d'incendies causés par des flammèches échappées des locomotives à des propriétés bordant la voie ferrée ; d'incendies causés par des machines à battre ; de l'aéronaute, pilotant un ballon gonflé au gaz d'éclairage qui cause un dommage ; des accidents d'automobiles, survenus non seulement par suite de la faute de leurs conducteurs, mais aussi parce que malgré tous les perfectionnements modernes, il arrive le plus souvent que le conducteur de la machine soit surpris et dépassé dans son intervention pour empêcher l'accident.

Dans ces exemples donnés par M. Besson, il ne s'agit incontestablement que de choses dangereuses. Parlant de la principale application de la notion de garde en ce qui concerne des choses inanimées, dans le chapitre consacré aux choses qui nécessitent une garde, M. Besson cite également des machines à battre, des locomotives, des ascenseurs, des câbles ou des lampes électriques, des explosions de grenades, de poudre ou de cartouches, des automobiles ou tous autres moyens de transport mus par un moteur. Ces choses nécessitent une garde, parce que l'action de l'homme est imparfaite sur elles. Si l'on veut transporter ces exemples dans la distinction tripartite de M. Ripert, on voit qu'il n'y a là que des choses spécialement dangereuses.

M. Besson n'admet cependant pas que le critère de l'imperfection de l'action de l'homme sur la chose n'englobe que les choses dangereuses et que viendraient préciser seulement la considération de l'imperfection de

l'action de l'homme. D'après M. Besson, l'idée de danger est objective en ce sens qu'elle ne considère que les choses, tandis que le critère de l'imperfection de l'action de l'homme sur la chose serait d'une autre nature, parce qu'il envisage également l'impossibilité pour le gardien d'empêcher parfois les dommages de se réaliser ; il rattacherait ainsi la responsabilité au fait de l'homme, à la garde de la chose.

Si tant est qu'on puisse s'efforcer de soutenir le contraire, il n'est pas douteux que le critère de l'imperfection de l'action de l'homme nous apparaît comme identique à la distinction condamnée des choses dangereuses et non dangereuses ; il est sujet aux mêmes critiques et doit subir le même sort (1).

**B. — 2° Interprétation du mot « garde »
(Perte du contrôle de la chose)**

Dans une deuxième interprétation, la notion de « garde » permet, d'après les auteurs qui la préconisent, comme dans l'interprétation précédente, de donner un fondement et un critère de la responsabilité du fait des choses inanimées.

MM. H. et L. Mazeaud donnent comme critère « la perte du contrôle de la chose » (2). Toutes les choses inanimées, quelle que soit leur nature, doivent être gardées. Elles sont toutes susceptibles d'échapper au contrôle de l'homme. Une machine peut faire explosion, un syphon d'eau de selzt peut éclater, une automobile laissée dans une rue en pente peut se mettre en marche, etc. Si un accident arrive, dans de pareils cas, on pourrait dire que

(1) V. à peu près dans le même sens H. et L. MAZEAUD, *Op. Cit.*, T. I., p. 877.

(2) H. et L. MAZEAUD, *Op. Cit.*, T. I., p. 869.

L'homme n'a pas pu maîtriser la chose dont il était le gardien ; il en a perdu le contrôle donc il y a fait de la chose et par conséquent l'alin. 1 de l'art. 1384 doit s'appliquer. Mais, la chose a-t-elle, au contraire, strictement obéi à son gardien, n'a-t-elle été qu'un instrument passif et obéissant entre ses mains, alors on appliquera l'art. 1382 parce qu'il y aura « fait personnel », non « fait de la chose ».

En gesticulant avec sa canne, un promeneur blesse-t-il un passant ; en tirant un coup de fusil dans la direction d'une haie, un chasseur atteint-il une personne qui se trouvait derrière cette haie, d'après ces auteurs, autant dire dans ces cas qu'il y a fait personnel parce que les choses, la canne et le fusil dans les exemples choisis, ont obéi à la volonté de leur gardien car sans doute le promeneur et le chasseur ne désiraient-ils blesser personne, du moins l'un désirait-il faire des gestes, l'autre désirait-il envoyer des plombs dans une certaine direction. Les choses n'ont fait que traduire l'impulsion qui leur a été donnée par l'homme.

Au contraire, dans les cas où une machine fait explosion, où un pot de fleur tombe du rebord de la fenêtre où il était placé, il y a fait de la chose parce que l'accident est la conséquence d'une force naturelle (chaleur, pesanteur) qui a empêché l'homme de maîtriser la chose ; en d'autres termes, les choses dont se servait le gardien ont échappé à son contrôle, il y a par conséquent lieu d'appliquer l'alin.1 de l'art. 1384.

Sous certaines réserves (1), nous admettons ce critère de « la perte du contrôle de la chose » qui n'est cependant pas, lui non plus, à l'abri de toute critique.

(1) V. infra, 3^e interprétation du mot gardé.

La grande objection qu'on pourrait lui faire est relative au problème de la preuve. Ses partisans obligent, en effet, la victime à prouver que le gardien a perdu le contrôle de sa chose. En répondant à cette objection, MM. H. et L. Mazeaud disent que rien n'est plus facile que cette preuve : il suffira à la victime d'établir que la chose n'a pas obéi strictement à l'action de l'homme. A notre avis ce n'est pas une réponse suffisante pour écarter toutes les difficultés dans lesquelles la victime pourrait se trouver. Certes, il résultera, le plus souvent, des faits allégués par des parties que le gardien a bien perdu le contrôle de sa chose ; mais, parfois la victime aura beaucoup de difficultés pour établir cette preuve.

Dans les cas où le dommage proviendra de la chute d'un arbre ou de ses feuilles, de la rupture de la chaîne d'une grue, de l'éclatement d'un lessiveur ou d'un siphon d'eau de seltz la preuve de la perte du contrôle de la chose ne sera peut-être pas très gênante pour la victime. Mais, le cas du dommage causé volontairement mis de côté (art. 1382), pourquoi mettra-t-on la victime dans la situation difficile de prouver par exemple que le chasseur qui l'a blessé a perdu le contrôle de ses plombs ? Qui peut prétendre que cette preuve est facile à faire ? La jurisprudence est d'ailleurs dans notre sens : elle n'oblige pas la victime à faire la preuve que le chasseur a perdu le contrôle de son fusil et, sauf le cas où une faute est prouvée à la charge d'une des parties en conflit, elle applique dans les accidents de chasse sans hésitation l'alin. 1 de l'art. 1384 (1).

(1) Douai, 13 oct. 1930, Gaz. Pal., 1930.2.702 ; Paris, 24 janv. 1931, Gaz. Pal., 1931.1.486 ; Jossierand, note D. P., 1930.2.105.

En somme, le critère de la « perte du contrôle de la chose » est très satisfaisant ; mais il n'est pas suffisant.

Le fardeau de la preuve dont ses partisans veulent charger la victime mis à part, il est satisfaisant en ce sens que, si la chose, laissée seule dans une position quelconque, fait explosion, éclate ou tombe, c'est-à-dire si elle obéit, en dehors de la participation de l'homme, à une force physique, chimique ou naturelle, il n'est pas douteux que l'accident est arrivé par le fait de la chose. Satisfaisant encore dans le cas où le dommage arrive quand la chose tout en étant sous la conduite ou la direction de l'homme, obéit également à une de ces forces.

Mais il devient insuffisant dans le cas où la chose, tout en résistant à l'endroit où on l'a placée, cause un dommage dont la cause reste inconnue. En effet, il est définitivement consacré par la décision des Chambres réunies, du 13 fév. 1930, que la Cour suprême ne permet pas au gardien de la chose d'établir, pour s'exonérer, que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue. La situation que nous envisageons ne peut se présenter que très rarement ; mais si elle se réalise, la jurisprudence ne veut pas que l'incertitude dans la cause de l'accident soit supportée par la victime. C'est au gardien qu'il incombe d'établir la preuve dont d'ailleurs le contenu est limité par la Cour de cassation. Il reste donc toujours un fait de la chose que le critère de la perte du contrôle de la chose est dans l'impossibilité d'englober.

D'autre part, au point de vue de la preuve de la perte de contrôle sur la chose, la jurisprudence ne nous paraît pas obliger la victime à apporter cette preuve. Elle

se contente, nous semble-t-il, d'un rapport de causalité entre le dommage et le fait incriminé. En d'autres termes, la victime qui se targue de l'art. 1382 doit prouver trois choses : la faute, le dommage et le rapport de la causalité entre la faute et le dommage ; au contraire la personne lésée par une chose ne doit prouver que le dommage et le rapport de causalité entre celui-ci et la chose. Le fait de la chose s'incorpore donc, pour ainsi dire, dans le rapport de causalité (1).

Quant au fondement de la responsabilité à base de faute, la deuxième interprétation du mot « garde » ne nous paraît pas bien convaincante. Ceux qui la préconisent tiennent le raisonnement suivant : « L'art. 1384, alin. 1, crée une obligation de garde à l'encontre de ceux qui ont un droit sur les choses inanimées. Ceux-là, en raison de ce droit de direction, doivent assurer la garde matérielle des choses inanimées, ne pas les laisser échapper à leur contrôle. Aussi, chaque fois que l'action dommageable de la chose se soustrait à leur empire, ils ont manqué à leur obligation de garde, ils ont commis une faute dans la garde » (2).

Une locomotive stationnant sur la voie d'une gare fait explosion. La machine avait résisté à toutes les épreuves réglementaires. La cause de l'accident reste inconnue (3). Comment peut-on, en toute impartialité prétendre que le gardien, dans l'espèce la compagnie, a manqué à son obligation de garde, qu'il a commis une « faute dans la garde » ? Ou bien encore : un siphon

(1) Dans ce sens, Lalou, la Responsabilité civile, 2^e édition, Paris 1932, p. 580.

(2) H. et L. Mazeaud, *op. cit.*, t. I., p. 876 ; H. Mazeaud, la faute dans la garde, Revue trimestrielle de droit civil, 1925, p. 793 et s.

(3) V. *supra*, chap. III, section I, B.

d'eau de seltz, placé sur la table d'un café, éclate et blesse un consommateur ; qui peut prétendre logiquement que le cafetier-gardien n'a pas assuré, en rançon de son droit de direction, la garde matérielle de sa chose, et par conséquent qu'il a commis une « faute dans la garde » ? On ne garde pas une locomotive dans un dépôt, ni une bouteille de siphon dans un placart. La garde matérielle des choses inanimées dépend de leur nature, de leur usage normal. Dans ces cas, et dans tant d'autres qu'on pourrait citer, la faute du gardien est certainement un raisonnement insoutenable.

Comme le dit M. Maurice Picard (1), « cette obligation de garde, si l'on veut demeurer dans le cadre de la responsabilité traditionnelle à base de faute, ne peut se comprendre que limitée à certaines choses à raison des dangers particuliers qu'elles présentent. Etendue à toutes les choses, quelles qu'elles soient, l'obligation de garde ne peut avoir d'autre signification que le profit. Dire que celui qui utilise une chose quelconque doit la garder de telle sorte qu'elle ne nuise point à autrui, c'est admettre qu'il est responsable parce qu'il est propriétaire ou parce qu'il se sert de la chose dans son intérêt ». Etant donné que la jurisprudence postérieure à l'arrêt des Chambres réunies (2) ne limite pas cette obligation de garde aux seules choses qui présentent des dangers particuliers, mais bien au contraire qu'elle étend l'obligation de garde de l'art. 1384, alin. 1, à toutes les choses sans distinction, elle la rattache par là même à la qualité de propriétaire ou d'usager et cette obligation

(1) La responsabilité des accidents d'automobiles devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, *Rev. Gén. des ass. ter.*, 1930, p. 271.

(2) V. *supra*, chap. III, sec. III, B.

ne trouve de justification que dans la notion de risque (1).

C'est ce que nous lisons sous la plume de M. Capitant : « Au fond, écrit-il, M. Josserand a raison : la notion de faute n'est plus qu'une fiction. Sans bien s'en rendre compte, la jurisprudence lui substitue celle de risque » (2).

Ceux-là donc qui veulent respecter la conception fondamentale des rédacteurs du Code civil en rattachant la responsabilité du fait des choses inanimées à une idée de faute, sont obligés de déclarer que la faute consiste dans la réalisation du dommage et de supposer une obligation légale qui paraît n'intervenir en réalité que pour sauver les apparences.

C. — 3° Interprétation du mot « garde »

(Identification de celui qui profite de la chose)

Dans une troisième interprétation, le mot « garde » intervient pour identifier celui qui profite de la chose dommageable (3). On ne s'occupe pour ainsi dire pas d'un critère, ou tout au moins on ne cherche que l'intention du gardien. De deux choses l'une : — Ou bien le préjudice a été causé intentionnellement, et alors on est incontestablement en dehors du domaine de l'art. 1384 ; car ce n'est plus le fait de la chose qui doit être incriminé, mais uniquement celui de l'homme. Ce n'est pas en effet par la chose, canne, couteau, arme quelconque,

(1) L. Feugey, le développement jurisprudentiel de la théorie du risque, thèse, Lille, 1927, p. 17 et s.

(2) La responsabilité du fait des choses inanimées d'après l'arrêt des Chambres réunies du 13 fév. 1930, D. H., 1930, chronique, p. 29.

(3) SALEILLES, La Réforme sociale (Bulletin de la Société d'économie sociale), année 1898, p. 642.

que le dommage a été causé, mais par celui qui l'a utilisé. En d'autres termes, quand le dommage a été voulu, il n'y a pas fait de la chose, mais bien fait personnel, et l'art. 1382 est seul applicable. — Ou bien, au contraire, le dommage a été causé involontairement, sans intention de l'infliger à la victime, et alors il émane vraiment de la chose, il y a fait de la chose et l'art. 1384, alinéa 1^{er}, devient forcément applicable.

Ce qui distingue cette interprétation de la précédente, c'est que cette dernière n'impose, à la victime, d'autre preuve que la preuve de l'intention fautive du gardien afin de déterminer le fait personnel. Mais, si la victime ne réussit pas à établir cette preuve, elle est tout de même dédommée ; ce n'est pas elle qui doit supporter en définitive les conséquences d'un risque.

Un exemple va mieux nous faire comprendre la différence qui existe entre les deux dernières interprétations. Prenons le cas du chasseur qui, en tirant un coup de fusil dans la direction d'une haie, atteint une personne qui se trouvait derrière cette haie. Dans le critère de la perte de contrôle sur la chose, les plombs qui sont sortis du fusil ayant obéi à la volonté du chasseur, et traduit l'impulsion qui leur a été donnée, la victime doit, pour obtenir la réparation du dommage qu'elle a subi, prouver la faute du chasseur ; en effet la chose n'a été qu'un instrument docile dans les mains de celui-ci. Au contraire dans la troisième interprétation, fondée sur la notion de risque, à supposer qu'il soit établi que le chasseur n'a pas tiré volontairement sur la victime, celle-ci ne doit établir que le dommage et le rapport de causalité entre le dommage et la chose. Ceci fait, elle obtiendra la réparation du préjudice subi, sans se préoccuper de la faute

du chasseur. On peut multiplier les exemples ; on arrivera toujours, avec le critère de la perte du contrôle de la chose, à la réparation dans des cas limités, tandis qu'avec cette dernière interprétation la victime obtiendra, en vertu de l'art. 1384 dans tous les cas, mis à part ceux de « dommage intentionnel » (art. 1382), la réparation du préjudice souffert.

Il nous semble que la jurisprudence préfère cette interprétation assouplie. Malgré l'opposition de la plupart des auteurs traditionnalistes, non seulement elle a d'abord élargi considérablement le domaine d'application de l'art. 1384, alinéa 1^{er} ; mais elle fait chaque jour un pas de plus en vue de faire sienne la théorie du risque. Nous croyons qu'elle a pleinement raison d'agir ainsi ; elle s'adapte mieux aux circonstances. Elle ne s'attache pas à un critère rigide qui pourrait être fatal à la victime. En se plaçant au point de vue pratique — et n'est-ce pas là d'ailleurs son rôle — elle interprète le sentiment général d'un peuple civilisé qui ne peut tolérer qu'un dommage, arrivé par la chose d'une personne ou d'une collectivité qui s'en sert, soit supporté, en définitive, par la victime qui n'eut d'autre tort que d'être sur la terre.

M. le Professeur Savatier, dans une très remarquable étude dans le Dalloz (1) a parfaitement démontré l'extension, de jour en jour croissante, des idées sociales dans le domaine de la responsabilité. N'en est-il pas de même dans beaucoup d'autres parties du droit ? A-t-on besoin de démontrer que ces mêmes sentiments envahissent, chaque jour un peu plus, toutes les activités humai-

(1) Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels, D. H., 1931, Chr., p. 9.

nes. Peut-on avoir d'autres visées que celle-là ? et comment peut-on vouloir maintenant, que la jurisprudence reste indifférente à tous ces mouvements d'ensemble.

Qu'on nous excuse. Si nous avons un peu touché à l'épineuse question du « risque », c'est parce que nous étions bien obligé de faire la part des choses : dans l'état actuel de la jurisprudence, qui n'admet pas que le gardien puisse s'exonorer de la responsabilité qui pèse sur lui, par le fait de sa chose, en prouvant « qu'il n'a commis aucune faute, ou que *la cause du fait dommageable est demeurée inconnue* », il faut reconnaître que le principe traditionnel « pas de responsabilité sans faute » n'est plus l'unique fondement de la réparation du préjudice. Des considérations d'ordre social en même temps que l'équité ont introduit l'idée de responsabilité pour risque qui est, dans une large mesure, le fondement de l'art. 1384, al. 1, dont le contenu vient suppléer à l'insuffisance de la théorie classique de la faute dans des cas où celle-ci, par suite des difficultés de la preuve, peut laisser sans réparation le dommage causé par le fait d'une chose inanimée.

Dès lors, tout en prenant le mot « garde » comme base de recherche d'un critérium de distinction du fait personnel et du fait des choses inanimées, celui-ci ne peut pas s'appliquer privativement aux choses dangereuses, non plus qu'aux cas de perte de contrôle sur la chose ; il doit être appliqué, d'après la jurisprudence, bien au delà de ces limites étroites.

Ne soyons donc pas dupes des mots. Un fait n'est pas seulement un acte, mais aussi une chose qui arrive, qui a lieu ; le fait de la chose est aussi, en dernière analyse, le dommage dont la cause reste inconnue.

CONCLUSION

Vers la fin du siècle dernier, sous le nouveau régime social, complètement transformé par le développement des formes de production, les rapports normaux d'individus à individus qui existaient sous le régime d'artisanat entre maître et apprenti, avaient disparu. Il n'y avait plus en fait que les rapports entre des ouvriers et des machines. De la nécessité sociale est sortie la loi du 9 avril 1898. Mais, on s'est vite rendu compte que, dans les conditions nouvelles de la vie économique et sociale, faite d'activité de plus en plus intensive, de relations de plus en plus diverses, de situations de plus en plus inégales, l'activité industrielle n'était pas la seule occasion de dommage, que les ouvriers n'étaient pas non plus les seuls qui devaient être protégés contre les dommages causés par les choses inanimées. La « découverte » de l'art 1384, alin. 1, semblait pouvoir donner satisfaction à la jurisprudence et la doctrine. Mais des difficultés d'un ordre tout autre en sont nées : il fallait, toutes les fois qu'une chose intervenait dans la réalisation d'un dommage, faire une distinction équitable entre le fait personnel et le fait des choses inanimées.

Dans la doctrine les polémiques furent à ce propos vives, et les suggestions diverses. On a nié d'abord qu'il

puisse y avoir fait de la chose inanimée elle-même. Puis, convaincu de son existence, on a proposé, tour à tour, pour distinguer ce fait de celui de l'homme, « le vice inhérent de la chose », « le fait direct de la chose ». Ceux-ci abandonnés, on n'a pas tardé à introduire la distinction « des choses dangereuses et non dangereuses ». Devant la défaite de celle-ci, on nous propose maintenant, comme critère de distinction, « la perte du contrôle de la chose ».

Devant ces propositions divergentes, la jurisprudence s'est débattue pendant plus de trente ans pour arriver à la formule consacrée, le 13 fév. 1930, par les Chambres réunies de la Cour de cassation.

Dans cette mêlée un peu confuse, la vérité ne s'est peut-être pas encore définitivement dégagée. Il est même permis de se demander s'il en existe une, et si nous verrons jamais autre chose que des opinions individuelles, contradictoires, et irréductibles. Et pourtant, il nous est permis, en nous reportant à l'opinion de M. Savatier, et en prenant en considération l'état actuel de la jurisprudence, de nous arrêter à l'idée suivante : Il y a fait de l'homme et par conséquent celui qui doit supporter le dommage c'est d'abord celui par la faute duquel il est arrivé. Cette règle subsistera quelle que soit l'importance qu'on donne à l'art. 1384, alin. 1, et quelle que soit l'importance qu'on donne à l'idée de risque dans cet article.

Pour s'en rendre compte il faut envisager les choses dans leur aspect concret et pratique et ne pas se laisser entraîner à une vue purement théorique. En effet, lorsque la victime poursuit le gardien d'une chose domma-geable, elle a presque toujours intérêt à faire dérouler

les débats sur le fondement de l'art. 1384 qui lui procure, comme on le sait, de grands avantages. Au contraire le défendeur voudra soit attirer l'attention du juge sur l'art. 1382, soit alléguer les moyens d'exonération de l'art. 1384, en prouvant la force majeure ou des causes qui lui sont étrangères. En d'autres termes, le gardien ne conservera pas une attitude toute d'expectative, il prendra une initiative opportune et s'efforcera d'établir que nulle faute ne saurait lui être imputée, l'accident ayant eu lieu, soit par le fait du demandeur ou d'un tiers dont lui-même défendeur ne répond pas, soit par suite de force majeure. Même si les conclusions du demandeur ne mettent en avant que l'art. 1384, elles ouvrent, malgré tout, un débat où le défendeur se sent conduit à argumenter comme si l'art. 1382 lui était opposé. Dans toutes ces discussions qui se déroulent devant le Tribunal, les juges ne perdent de vue, à aucun moment, la notion de faute. Il est frappant de constater que les arrêts, dans leur ensemble, n'ont jamais songé à mettre en doute cette hiérarchie ; ils ne font appel à l'art. 1384 qu'en cas de déficience de l'art. 1382. C'est lorsque qu'aucune faute n'est pas prouvée à l'origine du dommage qu'ils s'adressent, pour assurer la réparation de celui-ci, au gardien de la chose.

Tout dommage est le résultat d'une causalité complexe. Il ne s'est produit que parce qu'une série d'actions et d'abstentions émanant de diverses personnes, même de la victime, et remontant à des dates diverses, se sont combinées les unes avec les autres, s'enchevêtrant d'ailleurs avec l'action de forces naturelles. Or, si parmi ces activités ou ces abstentions humaines, une ou plusieurs ont constitué des fautes, la recherche de la res-

ponsabilité n'a pas besoin de s'égarer ailleurs. La personne ou les personnes en faute sont responsables. Il n'y a là aucun doute : le fait personnel est la cause du dommage.

C'est ainsi que l'idée de faute gardera toujours et légitimement la première place comme source de responsabilité, et que, seul, un rôle subsidiaire paraît y être réservé à l'idée de risque.

Mais, si l'idée de faute continue à être tenue, dans la conscience contemporaine de l'équité, pour la source la plus juste de la responsabilité, elle ne lui paraît plus suffisante comme principe de réparation. Un sentiment domine de plus en plus notre mentalité, c'est que tout dommage subi par une personne accidentellement et sans sa faute doit, autant que possible, dans une société bien construite, trouver une réparation. L'art. 1384 n'est pas autre chose que l'instrument jurisprudentiel de cette recherche d'une responsabilité subsidiaire. Dans l'interprétation actuelle de ce texte, il permet à la victime, lorsqu'elle ne trouve pas de faute à l'origine de l'accident, de demander réparation à la personne sous la garde de laquelle se trouvait la chose qui a causé cet accident. C'est alors qu'il y a fait de la chose.

VU : *Le Président,*
NIBOYET.

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	pages 5
INTRODUCTION	9

CHAPITRE I

HISTORIQUE	13
------------------	----

CHAPITRE II

INTERETS DE LA DISTINCTION

A. — Preuve	34
B. — Le fait personnel et le fait des choses inanimées procèdent de causes juridiques différentes	49
a. — Mise en mouvement de l'action. — Compétence	49
b. — Les juges du fond ne peuvent modifier d'office ni l'objet, ni la cause de la demande et doivent statuer dans les limites fixées par les conclusions des parties.	50
c. — Le demandeur ne pourra pas invoquer pour la pre- mière fois en appel l'art. 1384 ; car cela équivaldrait à une demande nouvelle	53
d. — Autorité de la chose jugée au criminel sur le civil.	56
e. — Autorité de la chose jugée en civil sur le civil	60
f. — La nature du fait dommageable désigne la personne civilement responsable	61
g. — Les deux faits se prescrivent suivant des règles différentes	62

CHAPITRE III

JURISPRUDENCE

SECTION I. — Vice inhérent de la chose	63
A. — Application	63
B. — Abandon	68

SECTION II. — Fait direct de la chose	71
A. — Application	71
B. — Abandon	77
Première phase	77
Deuxième phase	85
Troisième phase	91
SECTION III. — Choses dangereuses et non dangereuses	92
A. — Application	92
B. — Abandon du critère de choses dangereuses	97

CHAPITRE IV

DOCTRINE

SECTION I. — Discussion générale sur l'existence du fait de la chose	105
SECTION II. — Critiques faites aux critères « du vice inhérent de la chose » et « du fait direct de la chose »	113
A. — Du vice inhérent de la chose	115
B. — Du fait direct de la chose	115
SECTION III. — Interprétation du mot « garde »	118
A. — Première interprétation : Seules les choses qui nécessitent une surveillance particulière doivent être gardées (choses dangereuses)	121
a. — Exposé de la théorie	121
b. — Critiques	124
c. — La notion de choses dangereuses est-elle définitivement abandonnée ?	126
d. — Imperfection de l'action de l'homme sur la chose.	130
B. — Deuxième interprétation : Perte du contrôle de la chose	133
C. — Troisième interprétation : Identification de celui qui profite de la chose.	139
CONCLUSION	143

IMPRIMERIE RAPIDE DU CENTRE, ISSOUDUN (TÉLÉPH. 32)

